

CONCESSION DE TRAVAUX ET DE SERVICES POUR LE FINANCEMENT, LA CONSTRUCTION, LA MAINTENANCE ET L'EXPLOITATION DE BOUCLES LOCALES OPTIQUES DE DESSERTES A L'USAGER FINAL SUR LE TERRITOIRE DE MAYOTTE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Département de Mayotte, sis Hôtel du Département, 97645, Mamoudzou, CEDEX, représenté par M. le Président en exercice, M. Ben Issa OUSSENI, dûment autorisé à signer les présentes par une délibération du Conseil départemental en date du 8 octobre 2024,

Ci-après dénommée le « **Délégrant** »,

D'UNE PART,

ET la société REUNICABLE, au capital de 10.000.000 €, dont le siège social, sis 39 rue Pierre Brossolette – 97420 LE PORT, est immatriculée au registre du commerce sous le N° 531 379 303 00013, représentée par M Monsieur Emmanuel André, en qualité de Directeur Général ;

Ci-après dénommées collectivement le « **Délégataire** »

D'AUTRE PART,

Ou par défaut, dénommés individuellement une « **Partie** » ou conjointement les « **Parties** ».

Date de transmission de la Convention à la Préfecture :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 :	DEFINITIONS	7
ARTICLE 2 :	OBJET DE LA CONVENTION	13
ARTICLE 3 :	DUREE – PRISE D’EFFET.....	14
3.1.	DUREE DE LA CONVENTION	14
3.2.	ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION.....	15
3.3.	ANNULATION, RESOLUTION OU RESILIATION DE LA CONVENTION PAR LE JUGE ET/OU EN CAS DE NECESSITE DE METTRE FIN A LA CONVENTION DU FAIT DE SON ILLEGALITE	16
3.4.	CONNAISSANCE PAR LE DELEGATAIRE DE L’ETENDUE DE SES OBLIGATIONS	17
ARTICLE 4 :	LE DELEGATAIRE	17
4.1.	CONSTITUTION DE LA SOCIETE DEDIEE.....	17
4.2.	RELATIONS DU DELEGATAIRE AVEC SON/SES ACTIONNAIRE(S)	19
4.3.	LE PERSONNEL DE LA SOCIETE DELEGATAIRE	19
4.3.1.	ORGANISATION DE LA SOCIETE DELEGATAIRE.....	19
4.3.2.	STATUT DU PERSONNEL	20
4.3.3.	REPRISE DU PERSONNEL	20
4.4.	SUBDELEGATION – PRESTATAIRES DU CONCESSIONNAIRE – SOUS-TRAITANCE	20
4.5.	MISE EN ŒUVRE D’UNE POLITIQUE FAVORISANT L’INSERTION PAR L’EMPLOI ET LA FORMATION	21
ARTICLE 5 :	REGIME DES BIENS DE LA DELEGATION	22
5.1.	BIENS DE RETOUR	23
5.2.	BIENS DE REPRISE	23
5.3.	BIENS PROPRES.....	23
5.4.	BIENS DU DELEGANT MIS A DISPOSITION DU DELEGATAIRE	24
5.5.	PROPRIETE ET CONSULTATION DES DONNEES, MARQUES ET NOMS DE DOMAINE RELATIFS AU RESEAU.....	24
ARTICLE 6 :	INVENTAIRE DES BIENS DE LA DELEGATION	24
ARTICLE 7 :	REGLEMENTATION APPLICABLE AUX OPERATEURS DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES.....	25
7.1.	PRINCIPES GENERAUX	25
7.2.	COMMUNICATION D’INFORMATIONS ET DE DOCUMENTS AUX AUTORITES ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES.....	25
ARTICLE 8 :	AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES	25
ARTICLE 9 :	EXCLUSIVITÉ ET PÉRIMETRE DE LA DÉLÉGATION	27
ARTICLE 10 :	CONTINUE ET ADAPTATION DU SERVICE PUBLIC.....	27
ARTICLE 11 :	COHERENCE ET INTERCONNEXION AVEC LES RESEAUX D’INITIATIVE PUBLIQUE..	28
ARTICLE 12 :	OCCUPATION DES DOMAINES PUBLICS ET PRIVES PAR LES OUVRAGES CONSTRUITS PAR LE DELEGATAIRE ET OU REMIS AU DELEGATAIRE.....	28
12.1.	OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR LES OUVRAGES CONSTRUITS PAR LE DELEGATAIRE OU REMIS PAR LE DELEGANT AU DELEGATAIRE	29
12.2.	OCCUPATION DES INFRASTRUCTURES ET SUPERSTRUCTURES SUPPORTS DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES DE TIERS.....	29
12.3.	OCCUPATION D’IMMEUBLES BÂTIS OU NON BÂTIS DE PERSONNES PRIVÉES.....	29

12.4.	OCCUPATION DES DOMAINES PUBLICS ET PRIVÉS ET CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC.....	30
ARTICLE 13 :	OUVRAGES ET EQUIPEMENTS NON PREVUS	30
ARTICLE 14 :	CARACTERISTIQUES DE LA MISSION N°1.....	31
14.1.	PRINCIPES GENERAUX	31
14.2.	CALENDRIER.....	31
14.3.	MODIFICATION DU CALENDRIER DE LA MISSION N°1.....	31
ARTICLE 15 :	CARACTERISTIQUE DE LA MISSION N°2	31
15.1.	PRINCIPES GENERAUX	31
15.2.	CALENDRIER.....	31
15.3.	MODIFICATION DU CALENDRIER DE LA MISSION N°2.....	31
ARTICLE 16 :	CARACTERISTIQUES DE LA MISSION N°3.....	32
16.1.	PRINCIPES GENERAUX	32
16.2.	CALENDRIER.....	32
16.3.	REMISE DES OUVRAGES FTTO AU DELEGATAIRE PAR LE DELEGANT	32
ARTICLE 17 :	CARACTERISTIQUES DE LA MISSION N°4.....	32
17.1.	PRINCIPES GENERAUX	32
17.2.	CALENDRIER.....	32
17.3.	MODIFICATION DU CALENDRIER DE LA MISSION N°1.....	33
ARTICLE 18 :	CARACTERISTIQUES DES TRANCHES OPTIONNELLES N°1 ET 2	33
ARTICLE 19 :	CONCEPTION DU RESEAU AU TITRE DE LA MISSION N°1, DE LA MISSION N°2 ET DE LA MISSION N°4 ET DES TRANCHES OPTIONNELLES	34
ARTICLE 20 :	ETABLISSEMENT DU RESEAU.....	38
ARTICLE 21 :	RECEPTION DU RESEAU ETABLI SOUS LA MAITRISE D'OUVRAGE DU DELEGATAIRE ET REMISE DU DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES.....	39
ARTICLE 22 :	PRINCIPES GENERAUX ET D'EXPLOITATION	42
ARTICLE 23 :	GESTION COMMERCIALE DU RESEAU	42
23.1.	SERVICES FOURNIS AUX USAGERS.....	43
23.2.	MODALITES DE FOURNITURE DES SERVICES AUX USAGERS	44
23.3.	GESTION DE LA RELATION COMMERCIALE	45
ARTICLE 24 :	TARIFICATION	45
ARTICLE 25 :	EXPLOITATION TECHNIQUE ET SUPERVISION DU RESEAU	46
25.1.	INDICATEURS DE SUIVI DE QUALITÉ.....	46
25.2.	DOCUMENTATION	46
ARTICLE 26 :	ENTRETIEN, MAINTENANCE ET REPARATION DU RESEAU	47
26.1.	LES OPERATIONS DE MAINTENANCE	47
26.1.1.	MAINTENANCE PREVENTIVE	47
26.1.2.	MAINTENANCE CURATIVE ET TRAVAUX PROGRAMMES.....	48
26.1.3.	MUTUALISATION DES OPERATIONS DE MAINTENANCE.....	48
26.2.	SUPERVISION DU RESEAU	48
26.3.	SYSTEME D'INFORMATION	49
26.4.	GROS ENTRETIEN RENOUVELLEMENT (GER)	49

26.5.	GESTION DE L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	50
ARTICLE 27 :	EVOLUTION DU RESEAU	50
27.1.	INVESTISSEMENTS DE MISE A NIVEAU ET INVESTISSEMENTS DE MODIFICATION STRUCTURELLE	50
27.2.	INTEGRATION DES NOUVEAUX LOGEMENTS.....	50
27.3.	GARANTIE DE RESERVE DE CAPACITE	51
27.4.	GARANTIE DE PERFORMANCE DU RESEAU	51
27.5.	ADAPTABILITE DU RESEAU ET DES SERVICES	51
ARTICLE 28 :	DEVOIEMENTS – ENFOUISSEMENT – MODIFICATION DES OUVRAGES	51
28.1.	DEVOIEMENTS	51
28.2.	ENFOUISSEMENTS	52
28.3.	CONCERTATION DEDIEE	52
ARTICLE 29 :	ECONOMIE GENERALE DE LA CONVENTION DE DÉLÉGATION	53
29.1.	REMUNERATION.....	53
29.2.	CHARGES D'EXPLOITATION	53
29.3.	REDEVANCES	54
29.4.	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	54
29.5.	REGIME APPLIQUE AUX PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	55
29.6.	COMPTABILITE ANALYTIQUE DELEGATAIRE	56
ARTICLE 30 :	SUBVENTION PUBLIQUE AU TITRE DU 1ER ETABLISSEMENT DU RESEAU	56
30.1.	CONDITIONS D'OCTROI DE LA SUBVENTION	56
30.2.	MODALITES DE PAIEMENT ET CONSEQUENCES DU RETARD OU DE L'ABSENCE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION	60
30.3.	DECOMPTE ET AJUSTEMENT FINAL	61
ARTICLE 31 :	REDEVANCES D'AFFERMAGE.....	62
ARTICLE 32 :	CLAUDE DE RETOUR A MEILLEURE FORTUNE	62
ARTICLE 33 :	CLAUDE D'INTERESSEMENT EN CAS DE RENOUVELLEMENT DES IRU A TITRE ONEREUX.....	63
ARTICLE 34 :	IMPOTS ET TAXES	64
34.1.	PRINCIPES GENERAUX EN MATIERE DE FISCALITE	64
34.2.	STIPULATIONS RELATIVES A LA TVA.....	64
ARTICLE 35 :	REGIME DE RETARD DE PAIEMENT ENTRE LES PARTIES.....	65
ARTICLE 36 :	RESPONSABILITE	66
ARTICLE 37 :	ASSURANCES.....	66
ARTICLE 38 :	GARANTIES	68
38.1.	GARANTIES MAISON MERE.....	68
38.2.	GARANTIE A PREMIERE DEMANDE POUR L'ETABLISSEMENT DU RESEAU.....	68
38.3.	GARANTIE A PREMIERE DEMANDE POUR L'EXPLOITATION DU RESEAU	69
38.4.	GARANTIE A PREMIERE DEMANDE POUR LA REMISE EN ETAT DU RESEAU.....	69
ARTICLE 39 :	CONTROLE DE LA DELEGATION	71
39.1.	OBJET DU CONTROLE	71
39.2.	EXERCICE DU CONTROLE PAR LE DELEGANT	71
39.3.	OBLIGATIONS GENERALES DU DELEGATAIRE	71

39.4.	COMPTES RENDUS MENSUELS	72
39.5.	COMPTES RENDUS TRIMESTRIELS	73
39.6.	REMISE DES PROJETS DE COMPTES SOCIAUX	74
39.7.	RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE.....	74
ARTICLE 40 :	COMITE DE PILOTAGE	81
ARTICLE 41 :	COMITE DE SUIVI.....	82
ARTICLE 42 :	SANCTIONS PECUNIAIRES	83
ARTICLE 43 :	EXECUTION D'OFFICE ET MISE EN REGIE PROVISOIRE	86
43.1.	L'EXECUTION D'OFFICE	86
43.2.	LA MISE EN REGIE PROVISOIRE	86
ARTICLE 44 :	RESILIATION POUR FAUTE DU DELEGATAIRE	88
ARTICLE 45 :	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	89
ARTICLE 46 :	REPRISE DES BIENS ET CONVENTIONS	90
46.1.	BIENS DE RETOUR	90
46.2.	BIENS DE REPRISE ET BIENS PROPRES	91
46.3.	SORT DES PROVISIONS NON UTILISEES ET DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE ...	91
46.4.	REPRISE DES CONVENTIONS PAR L'AUTORITE DELEGANTE.....	92
46.5.	REVERSEMENTS DES DROITS A RESTITUTION AU TITRE DES RACCORDEMENTS COMMERCIALISES SOUS FORME LISSEE	92
ARTICLE 47 :	CONTINUEE DU SERVICE PUBLIC A LA FIN DE LA CONVENTION DE DÉLÉGATION	92
ARTICLE 48 :	REVISION DE LA CONVENTION	95
ARTICLE 49 :	FORCE MAJEURE, CAS FORTUIT ET FAIT DU TIERS OU DU DELEGANT.....	96
49.1.	FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT	96
49.2.	FAIT DU TIERS OU DU DELEGANT.....	97
ARTICLE 50 :	CESSION DE LA CONVENTION.....	98
ARTICLE 51 :	TRANSFERT DE LA CONVENTION PAR LE DELEGANT.....	98
ARTICLE 52 :	REGLEMENT DES DIFFERENDS	98
ARTICLE 53 :	COMMUNICATION/MARQUE COMMERCIALE.....	99
ARTICLE 54 :	DONNEES LIEES A L'EXECUTION DE LA CONVENTION	100
ARTICLE 55 :	DOMICILE.....	101
ARTICLE 56 :	NOTIFICATIONS	101
ARTICLE 57 :	DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIVISIBILITE DE LA CONVENTION	102

PREAMBULE

Cette convention a été conclue à l'issue d'une consultation ayant fait l'objet de mesures de publicité et de mise en concurrence conformément aux dispositions des articles L.1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et en application des dispositions du code de la commande publique.

La délibération de principe de lancer cette consultation a été adoptée par le Conseil départemental de Mayotte en date du xx/xx/202x.

La présente convention a été attribuée au Concessionnaire par délibération du Conseil départemental de Mayotte en date du xx septembre 2024, le Président du Conseil départemental ayant été, à cette occasion, dûment habilité à la signer.

CECI AYANT ETE EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT DES ENGAGEMENTS CI-APRES EXPOSES :

TITRE I : STIPULATIONS GENERALES

Article 1 : DEFINITIONS

Sauf stipulations expresses contraires, les termes et expressions définis ci-après auront la définition suivante :

« **Affilié** » : désigne les sociétés, personnes ou entités quelle que soit leur nature juridique qui a) exercent un contrôle sur un actionnaire, b) sont sous le contrôle de cet actionnaire ou c) sur lesquelles une société, personne ou entité visée au a) exerce son contrôle directement ou indirectement à travers une société qu'elle contrôle, étant précisé que, pour les besoins de la présente définition, les termes « contrôle », « contrôlé » ou « sous le contrôle de » (ou toute expression faisant référence à la notion de contrôle) s'entendent au sens de l'article L.233-3 I et II du Code de Commerce ;

« **APD** » ou « **Avant-projet détaillé** » : désigne les études fines et définitives permettant la description des travaux qui seront engagés sur cette base sous la maîtrise d'ouvrage du Délégataire ;

« **APS** » ou « **Avant-projet sommaire** » : désigne les études permettant la description des infrastructures et travaux à réaliser pour l'établissement du Réseau sous maîtrise d'ouvrage du Délégataire ;

« **Autorité délégente** » ou « **Délégant** » : désigne le Département de Mayotte, autorité délégente, organisatrice du service public de mise à disposition du Réseau de communications électroniques à très haut débit objet de la présente consultation ;

« **Boucle locale optique mutualisée** » ou « **BLOM** » : désigne, ainsi que défini par l'Agence nationale pour la cohésion des territoires, le réseau d'infrastructures passives qui permet de connecter en fibre optique l'ensemble des Logements d'une zone donnée depuis un nœud unique, le NRO. La BLOM s'étend ainsi du NRO jusqu'aux DTIO installés dans chaque Logement de la zone desservie. La BLOM permet aussi le raccordement en fibre optique des sites techniques ne correspondant ni à des logements ni à des locaux à usage professionnel, tels que les points hauts (téléphonie mobile, boucle locale radio), les éléments de la ville intelligente (vidéosurveillance, antennes wifi, gestion de l'éclairage urbain, gestion du trafic routier, etc). La topologie du réseau de BLOM est caractérisée par l'existence d'un nœud intermédiaire de brassage, le sous-répartiteur optique (SRO), en aval duquel chaque logement ou local à usage professionnel peut être desservi en continuité optique. La BLOM est dimensionnée pour permettre de proposer des accès de type résidentiel pour l'ensemble des logements et locaux à usage professionnel desservis, en utilisant des technologies d'activation point-à-multipoint (type GPON). On parle alors d'accès FttH ou FttH-pro. La BLOM est ainsi communément appelée « réseau de desserte FttH » ou simplement « réseau FttH ». La BLOM est également dimensionnée pour permettre, sans déploiement de nouveaux câbles de fibre optique supplémentaires, la réalisation de lignes optiques point-à-point du NRO jusqu'aux sites concernés. On parle alors d'accès FttE (Fibre jusqu'à l'entreprise) ;

« **Câblage Client final** » : désigne l'ensemble composé d'un câble de fibre optique installé entre le PBO et le DTIO, y compris le DTIO, et de la mise à disposition d'une fibre optique au minimum au niveau de ce DTIO. Un Câblage Client final dessert un Logement raccordable ;

« **Candidat** » : désigne la personne physique ou morale, ou le groupement de personnes physiques et/ou morales, qui postule à la signature de la Convention objet de la présente consultation ;

« **CGCT** » : désigne le code général des collectivités territoriales, ainsi que tout autre texte ou réglementation qui aurait vocation à lui succéder en matière d'administration et de gestion des collectivités territoriales ;

« **Client final** » ou « **Utilisateur final** » : désigne toute personne physique ou morale cliente d'un Opérateur Usager et qui ne fournit pas elle-même de réseaux de communications électroniques ou de services de communications électroniques accessibles au public ;

« **Colonne montante** » : désigne l'ensemble homogène situé dans les parties privatives d'un Immeuble, desservant des Logements situés sur un ou plusieurs étages et constitué d'un ou plusieurs câbles en fibre optique et des PBO qui sont raccordés aux câbles précités ;

« **Convention** » ou « **Contrat** » ou « **Convention de délégation de service public** » ou « **Contrat de délégation de service public** » : désigne l'ensemble des documents contractuels établis et signés par le Département et le Concessionnaire contenant leurs droits et obligations respectifs ;

« **Convention fibre** » : désigne le contrat établi entre l'Opérateur d'immeuble et un gestionnaire ou propriétaire, détaillant l'ensemble des modalités, notamment techniques et juridiques, relatives à l'installation, la gestion, l'entretien ou au remplacement de Lignes permettant de desservir un ou plusieurs Clients finaux dans un Immeuble ou un Lotissement ;

« **CPCE** » : désigne le code des postes et des communications électroniques ;

« **Délégataire** » : désigne successivement le Candidat qui sera retenu à l'issue de la procédure de consultation en cours pour être le signataire de la Convention, puis la société « *ad hoc* » que le Candidat retenu se sera engagé à constituer pour lui transférer les droits et obligations acquis au titre de la Convention ;

« **Densification** » : désigne les éléments d'extensions du Réseau réalisés par le Délégué pour rendre raccordable l'ensemble des nouveaux Locaux construits après l'élaboration des APD de leur ZAPM de rattachement ou qui nécessiteraient la Mise en service d'une nouvelle ZAPM, et ce pendant l'exécution de la présente Convention, conformément à la réglementation en vigueur applicable à la BLOM ;

« **Desserte FttH** » : désigne les éléments du Réseau correspondant à un ensemble de BLOM ;

« **Desserte FttE** » : désigne les éléments du Réseau déployés sur la Boucle locale optique mutualisée pour la desserte des entreprises, de sites publics ou autre sites particuliers ;

« **Dispositif de terminaison intérieure optique** » ou « **DTIO** » : désigne d'après l'Agence du Numérique, l'élément optique passif situé à l'intérieur du logement ou local à usage professionnel qui constitue la frontière entre la BLOM, qui relève de la responsabilité de l'opérateur de réseau et la desserte interne du local, qui relève de la responsabilité de l'abonné. Le DTIO est généralement placé au niveau du tableau de communication, dans la gaine technique du local. Il matérialise le point optique connecté au niveau duquel est raccordé l'équipement actif optique fourni par l'opérateur usager à son abonné. Au terme de la décision n°2015-776 de l'ARCEP, il s'agit bien de l'extrémité de la Ligne sur laquelle porte l'obligation d'accès imposée par les décisions de l'ARCEP n°2009-1106, n°2010-1312 et 2020-1432, à savoir le point de livraison du Câblage Client final situé dans le Logement FttH.

« **Gestionnaire de domaine** » : désigne toute personne physique ou morale en charge de la gestion d'un domaine public ou privé emprunté par le Réseau de communications électroniques à très haut débit objet de la présente Convention ;

« **Gestionnaire d'infrastructures** » : désigne toute personne physique ou morale propriétaire ou gestionnaire d'infrastructures, de locaux techniques ou de superstructures qui supportent les câbles et installations du Réseau, ou de câbles optiques susceptibles de constituer des éléments du Réseau ;

« **Habitat indigne** » : désigne, selon la Loi du 31 mai 1990, les locaux ou les installations utilisés aux fins d'habitation et impropres par nature à cet usage, ainsi que les logements dont l'état, ou celui du bâtiment dans lequel ils sont situés, expose les occupants à des risques manifestes, pouvant porter atteinte à leur sécurité physique ou à leur santé. Une partie de l'habitat indigne à vocation à être régularisé en habitat légal.

« **Habitat légal** » : désigne les logements considérés comme légaux dès lors qu'ils sont conformes à l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme. Les logements non légaux ne font en aucun cas partie des obligations du Délégitaire au titre de la présente Convention.

« **Immeuble** » : désigne un bâtiment ou ensemble de bâtiments pour lequel un opérateur a signé une Convention fibre avec le gestionnaire d'immeuble permettant l'installation d'une Colonne montante ;

« **IPE** » : désigne le fichier d'Informations Préalables Enrichies établi périodiquement par le Délégitaire permettant de qualifier le statut des différents Logements par rapport à l'état du déploiement du Réseau et la disponibilité de Services ;

« **IRU** » (Indefeasable Right of Use) : droit exclusif, sans restriction et imprescriptible, d'utiliser une capacité utile (que ce soit du matériel, des fibres ou une capacité nominale) ;

« **Lotissement** » : désigne un lotissement ou ensemble de lotissements régis par l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires, pour lequel un opérateur a signé une Convention fibre avec le gestionnaire de lotissement permettant l'installation d'une distribution horizontale afin de rendre les Logements concernés éligibles ;

« **Ligne** » ou « **Ligne FttH** » ou « **Prise** » ou « **Prise FttH** » : désigne une liaison passive constituée d'un ou de plusieurs chemins continus en fibre optique et permettant de desservir un Client final à partir d'un Point de mutualisation ;

« **Liaison FttN** » : désigne la liaison optique entre un répartiteur téléphonique et un site FttN ;

« **Logement** » ou « **Prise** » : désigne un logement ou local professionnel ou local à usage mixte situé dans un Immeuble, un Lotissement ou un pavillon ;

« **Logement commercialisable** » ou « **Prise commercialisable** » désigne un logement raccordable pour lequel les délais de prévenance réglementaire relatifs au PM et au PBO sont échus. Un logement commercialisable peut donc faire l'objet d'une demande d'abonnement immédiatement.

« **Logement éligible** » ou « **Prise éligible** » : désigne un Logement pour lequel le Point de mutualisation est relié à son NRO de rattachement et pour lequel il manque le seul Raccordement final et un éventuel brassage au Point de mutualisation pour avoir une continuité optique entre ledit NRO et la Prise terminale optique ;

« **Logement raccordable** » ou « **Prise raccordable** » : désigne un Logement pour lequel il existe une continuité optique entre le Point de mutualisation et le Point de branchement optique ;

« **Logement raccordable sur demande** » ou « **Prise raccordable sur demande** » : désigne, en cohérence avec la recommandation de l'ARCEP du 7 décembre 2015 sur la complétude des déploiements FttH, un Logement pour lequel l'existence d'une continuité optique entre le Point de mutualisation et le Point de branchement optique nécessite la préexistence d'une demande d'un Usager pour le compte d'un Utilisateur final avant réalisation des travaux ;

« **Logement raccordé** » ou « **Prise raccordée** » : désigne un Logement pour lequel il existe une continuité optique entre le Point de mutualisation et la Prise terminale optique ;

« **Maille de mise en cohérence** » : désigne un ensemble de Zones arrières de Points de mutualisation au sens de la décision n° 2010-1312 de l'ARCEP. Ce regroupement vise à s'assurer de la cohérence du déploiement à une échelle plus large et notamment veiller au respect de l'objectif d'une couverture intégrale du territoire ;

« **Maître d'ouvrage** » : désigne le Délégrant ou le Délégataire lorsqu'ils assurent la conception et la construction d'un élément du Réseau ;

« **Mise en service** » : correspond à l'ouverture à la commercialisation des Lignes FttH.;

« **Nœud de raccordement d'abonnés** » ou « **NRA** » : désigne le lieu, généralement localisé au sein d'un bâtiment dédié où se terminent toutes les connexions entre le réseau téléphonique filaire et la terminaison cuivre vers les abonnés au service cuivre (téléphonie, internet). Ce site est communément appelé le répartiteur téléphonique ou le central téléphonique ;

« **Nœud de raccordement optique** » ou « **NRO** » : désigne le nœud extrémité de la BLOM, qui rassemble à la fois, le répartiteur de transport optique (RTO), des infrastructures d'hébergement des équipements actifs des opérateurs clients (emplacement, énergie, etc.) et un point d'accès à un ou plusieurs réseaux de collecte en fibre optique. Les Usagers peuvent ainsi se raccorder au NRO, y installer leurs équipements actifs et collecter les flux de données des Utilisateurs finaux ;

« **Opérateur d'immeuble** » ou « **OI** » : désigne toute personne chargée de l'établissement ou de la gestion d'une ou plusieurs Lignes dans un Immeuble ou dans un Lotissement, notamment dans le cadre d'une Convention fibre signée avec le propriétaire, le syndicat de copropriétaires ou l'association syndicale libre ;

« **Opérateur commercial** » ou « **OC** » : désigne un opérateur de communications électroniques déclaré en vertu de l'article L. 33-1 du Code des postes et des communications électroniques, qui commercialise des services de communications électroniques ;

« **Opérateur [de communications électroniques]** » : désigne toute personne physique ou morale exploitant un réseau de communications électroniques ouvert au public ou fournissant au public un service de communications électroniques (au sens du 15° de l'article L.32 du Code des postes et communications électroniques) ;

« **Opérateur de Point de mutualisation** » : désigne un Opérateur d'immeuble chargé de l'établissement ou de la gestion d'une ou plusieurs Lignes d'une ZASRO ;

« **Point de branchement optique** » ou « **PBO** » : désigne le nœud de la BLOM situé au plus près des Logements, à partir duquel sont réalisées les opérations de raccordement final. Dans les immeubles collectifs, le PBO est généralement installé dans les boîtiers d'étage de la colonne montante. En dehors des immeubles collectifs, le PBO est généralement installé en façade, en borne, en chambre de génie civil ou sur poteau. Par convention, le PBO est rattaché à un unique SRO ;

« **PTO** » ou « **Prise Terminale Optique** » : désigne conformément à la décision n°2015-0776 de l'ARCEP, le ou les socles de communication présentant au moins un connecteur optique constituant la prise située à l'intérieur du logement ou local à usage professionnel sur laquelle l'Usager branche généralement l'ONT (« box »), bien que la présente définition désigne un équipement générique et non un élément de réseau. Le DTiO constitue la première PTO au sein du Logement FttH. Toutefois, l'Usager peut décider d'installer une ou plusieurs autres PTO au sein dudit Logement FttH.

« **Prise bloquée** » : désigne une Prise du Réseau ne pouvant être déployée pour des raisons non imputables au Déléataire, telles que prévues notamment à l'Article 49 de la Convention, et dont l'existence ne saurait engager la responsabilité du Déléataire

« **Raccordement final** » : désigne l'opération consistant à installer un câble de branchement comprenant une ou plusieurs fibres optiques entre le PBO et le DTiO. Il comprend non seulement l'acte technique de raccordement lui-même mais également les opérations préalables (connaissance et échange des éléments nécessaires, prise de rendez-vous, ...) ainsi que celles effectuées une fois la prestation réalisée sur le terrain (intégration des données dans le SI, ...) ;

« **Raccordement standard** » : désigne un Raccordement terminal pour lequel le linéaire de câble à déployer entre le Point de branchement optique et le Point de terminaison optique est inférieur à 150 mètres linéaires, ou pour lequel le linéaire de câble à déployer entre le Point de branchement optique et la limite de la parcelle du Logement à raccorder est inférieur à 100 mètres linéaires ;

« **Raccordement non standard** » : désigne tout Raccordement terminal autre qu'un Raccordement standard ;

« **Relevé de boîtes aux lettres** » ou « **RBAL** » : désigne l'étude permettant d'identifier la totalité de l'habitat légal à usage d'habitation ou à usage professionnel, existant ou bénéficiant d'un projet de création ou d'extension ;

« **Réseau de communications électroniques à très haut débit** » ou « **Réseau de communications électroniques** » ou « **Réseau** » : désigne l'ensemble des ouvrages et équipements établis par le Déléataire et des droits d'usage acquis par lui au titre de la convention ainsi que l'ensemble des ouvrages, équipements et droits d'usage mis à la disposition du Déléataire par le Déléant pour les besoins de la Convention, constitutifs d'un Réseau de communications électroniques à très haut débit objet de la présente Convention, et permettant la fourniture des Services aux Usagers. Il assure à la fois la desserte des locaux professionnels et résidentiels. Le Réseau est composé *a minima* d'éléments de Desserte FttH et de Desserte Ftte ;

« **Réseau de distribution** » : désigne le sous-segment de la BLOM constitué des liaisons fibre optique reliant les SRO au PBO ;

« **Réseau de transport** » : désigne le sous-segment de la BLOM constitué des liaisons entre les NRO et les SRO ;

« **Réserve** » : désigne une Réserve mineure ou majeure ;

« **Réserve mineure** » : désigne une réserve qui nécessite une action correctrice du Délégataire sans que ladite réserve empêche l'exploitation du Réseau ;

« **Réserve majeure** » : désigne une réserve qui fait obstacle à l'exploitation du Réseau et nécessite une action correctrice du Délégataire ;

« **Service** » : désigne une composante du service public délégué par le Délégant au Délégataire par la présente Convention visant la mise à disposition du Réseau aux Usagers par le Délégataire par voie conventionnelle et dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires ;

« **Site FttN** » : terme se rapportant à un site permettant la modernisation du réseau téléphonique dans le cadre de l'offre PRM de la société Orange, améliorant les services haut débit proposés initialement ;

« **Sous-Répartiteur Optique** » ou « **SRO** » ou « **Point de mutualisation** » ou « **PM** » : désigne le nœud intermédiaire de brassage de la BLOM, en aval duquel chaque logement ou local à usage professionnel est desservi avec une fibre optique. Le SRO constitue un point de flexibilité du réseau, généralement situé au cœur des zones bâties afin de faciliter les opérations de raccordement, d'exploitation et de maintenance des Lignes FttH. Un SRO peut éventuellement être localisé au niveau du NRO pour desservir les locaux situés dans le voisinage du NRO. Par convention, le SRO est rattaché à un unique NRO. C'est au niveau du SRO que les Usagers proposant des accès de type résidentiel installent leurs coupleurs optiques de la topologie point-multipoints. Compte tenu des caractéristiques posées pour le SRO dans les recommandations du Plan France Très Haut Débit portant sur la conception et la topologie de la BLOM, le SRO répond aux obligations posées dans le cadre réglementaire défini par l'ARCEP et à l'article L. 34-8-3 du CPCE pour ce qui concerne le PM dès lors qu'il existe un point de raccordement distant mutualisé ;

« **Usager** » : désigne tout Opérateur ou Utilisateur de réseaux indépendants, au sens respectivement des 3° et 15°, d'une part, et du 4°, d'autre part, de l'article L. 32 du CPCE, souscrivant ou désirant souscrire un contrat de service auprès du Délégataire ;

« **Utilisateur de réseaux indépendants** » : désigne les utilisateurs de réseaux de communications électroniques réservés à l'usage d'une ou plusieurs personnes constituant un groupe fermé d'utilisateurs (GFU), en vue d'échanger des communications internes au sein de ce groupe, au sens du 4° de l'article L.32 du CPCE ;

« **Zone arrière de Nœud de Raccordement Optique** » : désigne la zone géographique continue regroupant l'ensemble des immeubles bâtis ayant vocation à être desservis depuis un NRO donné dans l'hypothèse du déploiement d'une BLOM sur l'ensemble du territoire. Conformément aux recommandations du Plan France Très Haut Débit portant sur la conception et la topologie de la BLOM, la zone arrière du NRO doit, sauf exception, regrouper au moins 1 000 Logements dans l'architecture cible 100 % FttH. À ce titre, le NRO, ou plus spécifiquement le RTO, répond aux obligations posées dans le cadre réglementaire défini par l'ARCEP pour ce qui concerne le point de raccordement distant mutualisé (PRDM) ;

« **Zone arrière de Sous-Répartiteur Optique** » ou « **ZASRO** » ou « **Zone arrière de Point de mutualisation** » ou « **ZAPM** » : désigne la zone géographique continue regroupant l'ensemble des immeubles bâtis ayant vocation à être desservis depuis un SRO donné dans l'hypothèse du déploiement d'une BLOM sur l'ensemble du territoire ;

Article 2 : OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet la délégation d'un service public selon les termes des articles L.1410-1 et suivants et L.1411-1 du CGCT, ainsi que des articles L.1121-1, L.3111-1 et suivants et R.3111-1 et suivants du code de la commande publique.

Le service public délégué a pour fondement l'article L.1425-1 du CGCT qui donne compétence aux collectivités territoriales en matière d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques en vue de les mettre à la disposition des Opérateurs et des Utilisateurs de réseaux indépendants, qui constitueront ses seuls et uniques Usagers, à l'exclusion des Clients finals.

Dans la limite de ses Missions décrites ci-après, le Délégataire assume un risque d'exploitation conformément à l'article L.1121-1 du code de la commande publique, qui n'est pas assuré de couvrir l'intégralité de ses coûts. Ces Missions sont en conséquence assurées par le Délégataire à ses risques et périls.

Le Délégataire a en charge, dans le cadre de la Mission n°1, le financement, la conception, la réalisation des travaux et l'exploitation de la collecte des NRO.

Dans le cadre d'une Mission n°2, le Délégataire a en charge le déploiement, le financement, la conception, la réalisation des travaux et l'exploitation de Boucles locales optiques mutualisées.

Dans le cadre d'une Mission n°3, le Délégataire a en charge la reprise en affermage des ouvrages établis sous la maîtrise d'ouvrage du Département.

Dans le cadre de la Mission n°4, le Délégataire a en charge le financement, la conception, la réalisation des travaux et l'exploitation de la sécurisation du réseau de collecte.

Ces quatre Missions seront réalisées dans le cadre d'une Tranche Ferme et de deux Tranches Optionnelles.

Dans le cadre de la Tranche Ferme, le Délégataire exécutera les Missions n°1 et n°2 sur le territoire des communes de Mamoudzou (intégralité de la commune à l'exception du quartier de Vahibe) et Koungou (quartier de Majicavo Lamir) ainsi que l'intégralité de Ouangani et de Dembéni.

Dans le cadre de l'affermissement partiel de la Tranche Optionnelle n°1, le Délégataire exécutera les Missions n°1 et n°2 sur le territoire des communes de Dzaoudzi, Tsingoni, et M'Tsangamouji, ainsi que la mission n°4 partiellement avec le déploiement de deux câbles sous-marins entre Petite Terre et Grande Terre.

La Tranche Ferme et la Tranche Optionnelle n°1 affermie partiellement telle que décrite dans le paragraphe précédent s'exécutent à compter de l'entrée en vigueur de la Convention.

Le Délégué devra exécuter la Mission n°3 sur l'ensemble du territoire à partir de la date du 1 mars 2025.

Dans le cadre de l'affermissement du périmètre résiduel de la Tranche Optionnelle n°1 dans les douze (12) mois après la signature de la présente Convention, le Délégué exécutera les Missions n°1 et n°2, n°3 sur le territoire des communes de Pamandzi, Chiconi, Sada, Koungou (quartiers du port de Longoni et de Zone Vallée), Bandré et Acoua (village d'Acoua, hors M'Tsangadoua) et la mission n°4 avec la construction d'un lien de collecte entre Sada et Bandré par Chirongui. Le périmètre de la Tranche Optionnelle n°1 en cas de nouvel affermissement partiel devra faire l'objet de discussions entre le Délégué et le Délégué.

Dans le cadre d'une Tranche Optionnelle n°2 qui sera affermie dans les vingt-quatre mois après la signature de la présente convention, le Délégué exécutera les Missions n°1 et n°2 sur le territoire des communes de Bandraboua, M'Tsambo, Chirongui, Bouéni, Kani-Kéli ainsi que la finalisation à 100% de Koungou (centre et Majicavo Koropa) et Acoua (M'Tsangadoua) et la réalisation de la Mission n°4 sur l'ensemble du territoire. Le périmètre de la Tranche Optionnelle n°2 en cas d'affermissement partiel devra faire l'objet de discussions entre le Délégué et le Délégué.

Le Délégué est tenu au respect, pendant toute la durée de la Convention, des principes suivants :

- ouverture du réseau en toute transparence, dans des conditions neutres et non discriminatoires, aux Opérateurs et aux Utilisateurs de réseaux indépendants,
- respect du principe d'égalité et de libre concurrence en matière de communications électroniques dans l'élaboration du catalogue de Services et de leurs tarifs,
- application de toute réglementation propres aux communications électroniques, notamment celles relatives à la mutualisation de la partie terminale des réseaux de desserte en fibre optique, telle qu'elle résulte notamment de l'article L.34-8-3 du Code des postes et des communications électroniques et des décisions n°2009-1106, n°2010-1312, n°2015-776 et n°2020-1432 et des lignes directrices relatives à la tarification de l'accès aux réseaux d'initiative publique FttH de l'ARCEP, et de tous les autres actes à portée réglementaire à venir se rapportant aux communications électroniques.

Article 3 : DUREE – PRISE D'EFFET

3.1. DUREE DE LA CONVENTION

Compte tenu des caractéristiques des missions confiées au Délégué et de la durée d'amortissement des investissements, la durée de la Convention est fixée à trente (30) années consécutives, à compter du T0 tel que défini à l'article 3.2.

Dans le respect des dispositions de l'article L.3114-7 et R.3114-7 du code de la commande publique, la durée de la Convention est fonction de la nature et du montant des prestations

et des investissements demandés au Concessionnaire, ainsi que cela ressort du plan d'affaires prévisionnel et du plan de financement de ce dernier figurant en Annexe 7.

3.2. ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION

Après sa transmission au contrôle de légalité, la Convention entrera en vigueur à la date fixée par le Délégrant dans le courrier de notification adressé au Délégataire, qui sera alors identifiée comme T0. Le Délégrant procédera à l'ensemble des formalités de publicité attachées à la conclusion de la Convention dans un délai maximum de vingt (20) jours courant à compter de l'entrée en vigueur.

La Convention ne peut pas être tacitement renouvelée et ne peut être prolongée que conformément aux règles applicables à la date de conclusion de l'avenant.

Dans le cas de recours des tiers à l'encontre de la Convention ou de ses actes détachables, ou de retrait de l'un de ces actes, les Parties examineront conjointement dès connaissance de la survenance dudit recours ou retrait le risque juridique afférent afin de décider en toute connaissance de cause de procéder, ou non, au lancement des investissements prévus par la Convention.

A cet égard, trois cas de figure peuvent se présenter :

- si les deux Parties estiment, après concertation, que le recours ou le retrait n'est pas pertinent, l'exécution de la Convention sera poursuivie dans les mêmes conditions ;
- si les deux Parties estiment, après concertation, que le recours ou le retrait est pertinent, elles pourront décider soit de suspendre pour une durée d'au plus un (1) an l'exécution de la Convention soit de résilier d'un commun accord la Convention.
- si les deux Parties sont, après concertation, en désaccord quant à la pertinence du recours ou du retrait, le Délégrant peut décider de poursuivre l'exécution de la Convention pendant une durée maximum de six (6) mois à compter de la fin de la période de concertation entre les Parties. La décision imposant au Délégataire de poursuivre l'exécution de la Convention lui est notifiée par pli recommandé avec avis de réception.

La concertation entre les Parties visée ci-dessus a lieu pendant une période de soixante (60) Jours maximum à compter de la réception de la notification de la survenance du recours ou du retrait, émise par une Partie à l'autre Partie.

En cas de suspension de l'exécution de la Convention, l'ensemble des obligations réciproques des Parties sera suspendu à compter de la décision de suspension qui aura été formalisée par écrit par le Délégrant par pli recommandé avec avis de réception ou qui aura été réputée prise au terme du délai de concertation de soixante (60) Jours visé ci-dessus si aucune décision expresse n'a été prise dans ce délai. Dans une telle hypothèse, la computation des délais des obligations contractuelles du Délégataire, notamment pour le déploiement du Réseau et l'application des pénalités afférentes, est suspendue jusqu'au terme de la période de suspension.

Après un an de suspension de la Convention (ou toute autre période inférieure agréée par les Parties) ou au terme de la période de poursuite d'exécution de la Convention décidée par le Délégrant en cas de désaccord des Parties, les Parties se réuniront afin de décider d'un commun accord en toute connaissance de cause, de procéder ou non à la résiliation conventionnelle de la Convention.

3.3. ANNULATION, RESOLUTION OU RESILIATION DE LA CONVENTION PAR LE JUGE ET/OU EN CAS DE NECESSITE DE METTRE FIN A LA CONVENTION DU FAIT DE SON ILLEGALITE

Dès qu'une Partie a connaissance de l'introduction d'un recours administratif ou contentieux à l'encontre de la Convention ou de ses actes détachables postérieurs, elle en informe dans les plus brefs délais l'autre Partie et lui notifie l'ensemble des pièces du recours.

Les Parties se rencontrent dans les meilleurs délais, afin d'examiner conjointement le caractère sérieux du recours et les conditions de la poursuite de l'exécution de la Convention.

Dans un délai de soixante (60) jours suivant la notification de l'existence du recours par la partie la première informée, le Délégrant notifie expressément au Délégataire sa décision :

- (i) de poursuivre l'exécution de la Convention ;
- (ii) de suspendre l'exécution de la Convention ; ou
- (iii) de procéder à la résiliation de la Convention pour force majeure dans les conditions définies à l'Article 49.1.

Dans l'attente de la décision du Délégrant, le Délégataire poursuit l'exécution de la Convention. A défaut de décision expresse du Délégrant au terme du délai de soixante (60) jours, la Convention est suspendue.

En cas de suspension de la Convention, le calendrier de mise en œuvre mentionné à l'Article 2.5 de la Convention est reporté d'une durée égale au nombre de jours calendaires de retard consécutifs à la suspension de la Convention.

Pendant le délai de prorogation accordé au Délégataire en raison de la suspension de la Convention, aucune sanction, notamment les pénalités, n'est appliquée au Délégataire.

Lorsque la suspension de la Convention a pour effet d'interrompre l'exécution de la Convention de délégation pour une période de plus de quatre (4) mois, le Délégrant résilie, le cas échéant à la demande du Délégataire, la Convention dans les conditions de la résiliation pour force majeure prévues à l'Article 49.1.

En cas d'annulation, de résolution ou de résiliation de la présente Convention ou de ses actes détachables à la suite (i) de sa contestation devant les juridictions ou d'un recours administratif par des tiers, (ii) d'un recours administratif ou contentieux par des tiers contre l'un des actes détachables de la Convention ou du retrait de l'un de ces actes, ou (iii) d'un commun accord entre les Parties à la suite d'une décision prise en application de l'Article 3.2, le Département versera une indemnité au Délégataire.

Le principe est que l'indemnité versée correspondra aux dépenses que le Délégataire aura engagées et qui auront été utiles au Département.

Si la décision d'annulation, de résolution ou de résiliation de la Convention intervient dans un délai de cinq (5) mois après le T0, le Département n'indemniserait le Délégataire que des dépenses utiles engagées (au sens de l'article L.3136-7 du code de la commande publique). Pour les besoins du présent paragraphe, les « *coûts de rupture de la convention de financement intra-groupe* » ne sont pas considérés comme des dépenses utiles.

Après l'expiration de ce délai, l'indemnité due au Délégataire sera calculée comme en cas de résiliation pour force majeure.

L'indemnité sera versée par le Délégant au Délégataire dans un délai de trente (30) jours courant à compter de la date de prise d'effet de l'annulation, de la résolution ou de la résiliation de la Convention.

3.4. CONNAISSANCE PAR LE DELEGATAIRE DE L'ETENDUE DE SES OBLIGATIONS

Le Délégataire, sauf preuve contraire dûment justifiée, est réputé avoir obtenu, au cours de la phase préalable à la contractualisation, tous les éléments d'information lui permettant de s'engager, à la date de signature de la présente Convention, sur l'étendue des obligations qu'il prend dans le cadre de la présente Convention.

De ce fait, il ne saurait invoquer la responsabilité contractuelle ou extracontractuelle du Délégant au titre de toute pièce, document ou information qui lui aurait été communiqué pour la préparation de son offre.

Article 4 : LE DELEGATAIRE

4.1. CONSTITUTION DE LA SOCIETE DEDIEE

Pour faciliter le contrôle des engagements souscrits et permettre au Département d'avoir comme interlocuteur unique une seule entité juridique, le Délégataire s'engagera à créer une société ad hoc, domiciliée à Mayotte, dédiée à l'exécution de la Convention, qui se substituera à lui pour l'exécution des missions de service public inhérentes à l'objet de cette Convention de délégation de service public.

Cette société est constituée au plus tard dans les trois (3) mois suivant l'entrée en vigueur de la Convention, sous la forme d'une société commerciale ayant le statut de société par actions simplifiée, dont l'organisation est décrite en Annexe 8.1 (Volet administratif).

Le Délégataire transmettra au Délégant, dans le mois suivant son enregistrement, l'extrait K-Bis de cette société dédiée et ses coordonnées bancaires.

Au vu du périmètre de couverture prévu à la présente Convention, le montant du capital social de la société Délégataire évoluera en fonction de l'affermissement des Tranches Optionnelles :

- dans un délai d'un (1) mois à compter de l'entrée en vigueur de la Convention, valant décision d'affermissement partiel de la Tranche Optionnelle n°1, tel que décrite à l'Article 2 de la Convention, le montant du capital atteindra le montant plancher de un million deux cent quarante-sept mille six cent soixante-dix (1 247 670 euros). Ce montant plancher atteindra deux millions trois cent quarante-sept mille six cent soixante-deux (2 347 662) euros au troisième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention et sera maintenu jusqu'à la fin de la Convention ;
- en cas d'affermissement du périmètre résiduel de la Tranche Optionnelle n°1, tel que décrit à l'Article 2 de la Convention, le montant du capital atteindra le montant plancher de deux millions sept cent dix-neuf mille deux cent soixante-huit (2 719 268) euros au troisième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention. Ce montant sera alors maintenu jusqu'à la finalisation de l'exécution de la Tranche Optionnelle n°1. Le montant du capital atteindra le montant plancher de trois millions sept cent

quatre-vingt-cinq mille cinquante-six (3 785 056) euros au quatrième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention. Ce montant sera alors maintenu jusqu'à la fin de la Convention ;

en cas d'affermissement de la Tranche Optionnelle n°2, tel que décrit à l'Article 2 de la Convention, le montant du capital atteindra le montant du capital atteindra le montant plancher de trois millions huit cent soixante-dix-neuf mille quatre cent vingt-neuf (3 879 429) euros au quatrième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention. Ce montant sera alors maintenu jusqu'à la fin de la Convention.

La société Délégitaire ne peut faire entrer à son capital des nouveaux actionnaires qu'après autorisation expresse du Délégitant.

Ces nouveaux actionnaires devront, ensemble, rester actionnaires minoritaires, la société REUNICABLE, attributaire de la présente Convention, devant rester actionnaire majoritaire pendant toute sa durée.

Tout changement d'actionnaire ayant pour effet direct ou indirect d'attribuer à une société tierce la majorité du capital du Délégitaire est subordonné à l'accord préalable du Délégitant.

Le Délégitant vérifie si le cessionnaire permet au Délégitaire de conserver toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la gestion du service public, ainsi que son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des Usagers devant le service public, conformément aux obligations contractuelles.

Le Délégitant dispose d'un délai de quatre (4) mois pour se prononcer, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui doit être formulée par le Délégitaire par lettre recommandée avec accusé de réception et contenir toutes les justifications nécessaires. Le refus du Délégitant devra être motivé et ne pourra porter que sur l'absence de garanties susvisées. Toute demande justifiée d'informations complémentaires de la part du Délégitant fait courir un nouveau délai de deux (2) mois courant à compter de leur réception.

Par dérogation aux stipulations précédentes, l'Autorité Délégitante accepte qu'un actionnaire peut céder à tout moment tout ou partie de ses actions à l'un de ses Affiliés, après en avoir informé préalablement l'Autorité Délégitante.

Par ailleurs, tout projet de modification des statuts de la société Délégitaire figurant en Annexe 8.1 (Volet administratif) devra être porté à la connaissance du Délégitant qui ne pourra, dans un délai de trente (30) Jours ouvrés suivant cette communication, s'opposer qu'aux modifications manifestement et objectivement contraires à l'intérêt du service public délégué et ce par voie de courrier dûment justifié. A défaut d'opposition dans le délai précité, les statuts pourront être modifiés et seront ensuite communiqués par le Délégitaire au Délégitant dès qu'il aura été procédé aux formalités de publicité des statuts modifiés.

Le Délégitaire transmettra au Délégitant la convention de financement intragroupe dans le mois suivant sa conclusion.

Toute autre convention conclue entre la société dédiée Délégitaire et toute Affilié ayant pour objet le financement de cette société ad hoc Délégitaire sera soumise à l'approbation préalable du Délégitant et annexée à la présente Convention.

Le non-respect des dispositions du présent Article entraîne de plein droit la déchéance de la présente Convention dans les conditions prévues à l'Article 43.

4.2. RELATIONS DU DELEGATAIRE AVEC SON/SES ACTIONNAIRE(S)

Le Délégataire ne fera prévaloir en aucun cas les intérêts commerciaux de son/ses actionnaire(s) dans son/leurs activité(s) propre(s) sur ceux dont il a la charge aux termes de la présente Convention.

A ce titre, il s'engage en particulier à :

- i. ce que les contrats passés avec les entreprises actionnaires de la société Délégataire, comme avec toute entreprise avec lequel une entreprise actionnaire de ladite société entretient des relations d'affaires habituelles, soient conclus dans les conditions normales de marché ainsi que dans l'intérêt du service public ;
- ii. n'user en aucune façon de sa qualité de Délégataire, ni ne communiquer à son / ses actionnaire(s) ou à toute société du groupe auquel il appartient, aucune information privilégiée aux fins de lui conférer un avantage concurrentiel sur le marché sur lequel il intervient au titre de ses activités commerciales propres.

Si le Délégant constate un manquement délibéré du Délégataire aux obligations prévues au présent Article, celui-ci pourra mettre en demeure le Délégataire de lui apporter toute explication et élément de justification nécessaire (procès-verbaux des assemblées générales et des comités exécutifs, pacte d'actionnaires, ...) dans un délai maximum de deux (2) mois.

Dans le cas où la mise en demeure resterait sans effet, le Délégant pourra mettre en demeure le Délégataire de demander à l'actionnaire de cesser immédiatement de bénéficier de l'avantage indûment procuré, le cas échéant sous peine de mise en régie du Délégataire conformément à l'Article 43.2. Ce dernier pourra par ailleurs en informer les autorités administratives ou judiciaires compétentes.

4.3. LE PERSONNEL DE LA SOCIETE DELEGATAIRE

Le Délégataire s'engage à respecter les principes d'autonomie et d'indépendance de son personnel vis-à-vis des /de l'actionnaire(s) majoritaire de la société Délégataire dédiée.

Le Délégataire recrute, forme, contrôle et/ou affecte au fonctionnement du Service, le personnel en nombre et en qualification qui lui est nécessaire pour remplir sa mission.

4.3.1.Organisation de la société délégataire

Le Délégataire adresse au Délégant, tous les ans, en annexe du rapport annuel de l'Article 39.7 un organigramme détaillé des personnels de la société Délégataire. Les responsables de services y figurent nominalement avec leurs coordonnées professionnelles.

Le Délégataire adresse également au Délégant, en annexe du rapport annuel, un annuaire complet des personnels affectés au Service, comportant leur lieu et leur service d'affectation ainsi que leurs coordonnées professionnelles.

A première demande du Délégant et conformément à l'Annexe 5.2 (Organisation et moyens exploitation), le Délégataire fournit la liste à jour des emplois et postes de travail affectés, à au moins dix pourcents (10 %) de leur temps s'agissant des personnels mis à disposition du Délégataire par l'une des sociétés du groupe de la société mère détenue majoritairement au sens de l'article L.233-3 du code de commerce, au service public délégué.

Le Délégrant ne pourra pas, sans l'accord exprès et préalable du Délégataire, communiquer à des tiers toute information couverte par un secret protégé par la loi qu'elle aura reçue en application du présent Article, y compris dans le cadre d'une remise en concurrence du Service ou d'appels d'offres lancés par le Délégrant en sa qualité de Délégataire au cours de l'exécution de la présente Convention.

4.3.2.Statut du personnel

La convention collective applicable au personnel est la convention collective « Télécommunications ».

4.3.3.Reprise du personnel

En cas de résiliation de la présente Convention, ou lorsque celle-ci arrivera à échéance, le personnel concerné pourra être repris par un nouvel exploitant sous réserve de l'accord du Délégataire.

Deux ans avant la fin de la présente Convention, le Délégataire communiquera au Délégrant, la liste des personnels affectés au service délégué et potentiellement à reprendre ainsi que les renseignements non nominatifs visés à l'Article 4.3.1 ci-dessus conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

Deux ans avant l'échéance de la présente Convention, le Délégataire informe et demande l'approbation au Délégrant pour tout changement concernant son personnel (modification de contrats de travail, embauches supplémentaires, modification des avantages en nature, ...).

Il en ira de même en cas de résiliation anticipée de la Convention dans les conditions définies aux Articles 44, 45 et 49. Cette obligation d'information trouvera dans ce cas à s'appliquer, à compter de la date à laquelle la décision de résiliation aura été notifiée et jusqu'à la date à laquelle la résiliation est devenue définitive.

4.4. SUBDELEGATION – PRESTATAIRES DU CONCESSIONNAIRE – SOUS-TRAITANCE

Tout d'abord, le Délégataire a la faculté de conclure avec les Affiliés ou des tiers, pour la conception, la construction et l'exploitation des ouvrages équipements, activités et installations situés dans le périmètre de la Convention :

- un ou des sous-traités de délégation de service public ;
- un ou des contrats de prestation de services/fournitures ;
- un ou des contrats de sous-traitance.

Tout sous-traité de délégation devra avoir été préalablement validé par le Délégrant.

Les termes essentiels des conventions et contrats passés entre le Délégataire et les Affiliés ou des tiers, en particulier les tarifs fixes et variables et les conditions de résiliation, seront communiqués au Délégrant pour approbation dans le délai de quatre (4) mois à compter de l'entrée en vigueur de la Convention.

Ces conventions et contrats passées devront être transmis pour information au Délégrant, dans un délai de trois (3) mois après leur signature, puis dans un délai d'un (1) mois après chaque modification de ces conventions ou contrats, afin que le Délégrant s'assure, pour partie d'entre eux, du respect des principes posés par l'Article 4.2 de la Convention.

Tout nouveau contrat passé entre le Délégataire et les Affiliés ou des tiers dont les termes essentiels n'auraient pas été transmis dans les conditions susvisées sera soumis à approbation du Délégant.

En cas de retard ou d'incomplétude dans la transmission des informations de sous-traitance listées ci-dessus, le Délégataire pourra être soumis au versement d'une pénalité conformément aux modalités définies à l'Article 42.

Ensuite, le Délégataire transmet également annuellement au Délégant la liste des contrats de sous-traitance supérieurs au rang 1 passés par ses/son actionnaire(s) ou des tiers, relatifs à l'exécution de la présente Convention. Le Délégataire lui rend par ailleurs compte de ces contrats dans le cadre du rapport annuel d'activité visé à l'Article 39.7 ci-dessous en indiquant l'identité du sous-traitant, l'objet, la durée du contrat et son montant prévisionnel.

En cas de retard ou d'incomplétude dans la transmission des informations de sous-traitance listées ci-dessus, le Délégataire pourra être soumis au versement d'une pénalité conformément aux modalités définies à l'Article 42.

Enfin, les stipulations du présent Article ne peuvent en aucun cas aboutir à ce que le Délégataire ne s'assure pas personnellement de la mise en œuvre et n'assure pas la coordination de l'exécution et du contrôle complet de l'ensemble des Services concourant au bon fonctionnement du Service délégué.

Le Délégataire garde, en toutes circonstances, et sauf cas de force majeure ou exonératoires visés à l'Article 49 du Contrat, la responsabilité totale vis-à-vis du Délégant, de la parfaite réalisation des obligations qu'il a souscrites au titre de la Convention. Il ne peut en aucun cas se prévaloir de la mauvaise exécution du subdélégataire/prestataire/sous-traitant pour s'exonérer de ses obligations envers le Délégant.

Le Délégant s'engage à préserver la confidentialité des informations contenues dans ces documents et identifiées comme telles par le Délégataire.

4.5. MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE FAVORISANT L'INSERTION PAR L'EMPLOI ET LA FORMATION

Le Délégant entend que l'exécution des Missions dont le Délégataire a la charge se traduise par des réalisations en matière d'économie sociale et solidaire, conformément à la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

Le Délégataire sera donc tenu de poursuivre une politique favorisant l'insertion sociale et professionnelle pour la réalisation de ses missions dans le cadre de la Convention.

Ainsi, le Délégataire devra réserver 20 000 heures de formation et 36 000 heures aux actions d'insertion dans le cadre de l'exécution de ses missions de conception, construction et exploitation du Réseau. Ces actions d'insertion et de formation sont détaillées à l'Annexe 3.3 Formation, insertion et ancrage territorial.

La réalisation de ce nombre d'heures est à considérer sur l'ensemble de la période d'établissement du Réseau. Chaque personne en insertion pourra contribuer à la réalisation

de ce nombre d'heures dans la limite de deux années maximum (correspond à la durée d'un dispositif individuel d'insertion).

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières et notamment les allocataires du RSA ou ayant droit.

Le Délégataire reste libre de choisir des modalités d'exécution de cette politique d'insertion et peut ainsi avoir recours aux possibilités suivantes :

- l'embauche directe au sein de la société ad hoc de personnes en difficulté d'insertion ;
- la mise à disposition d'un salarié en insertion via une association intermédiaire (AI), une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- la sous-traitance, au premier ou au deuxième rang, ou co-traitance à une entreprise d'insertion (EI).

Le Délégataire pourra inclure ses obligations dans les contrats de sous-traitance de tout ou partie de ses missions, notamment à des entreprises de travaux publics, et faire appliquer ses engagements.

Le Délégataire informe le Délégant, en comité de suivi, des modalités qu'il envisage pour la mise en œuvre de la présente clause et rend compte de son exécution dans le cadre du rapport annuel de l'Article 39.7.

A la demande du Délégant, le Délégataire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle et l'évaluation de l'action, et au plus tard dans le cadre de la remise du compte-rendu trimestriel visé à l'Article 39.5.

Le Délégant procédera, par tous moyens, au contrôle et à l'évaluation de l'action d'insertion pour laquelle le Délégataire s'est engagé. L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités prévues à l'Article 42. En tout état de cause, le Délégataire devra, dès leur survenance, informer le Délégant par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le référent désigné par le Délégant étudiera avec le Délégataire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

Au plus tard à l'issue de l'établissement du Réseau, le Délégataire s'engage à étudier et à faire étudier par ses sous-traitants toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier. Le Délégataire et ses sous-traitants veilleront à la construction de parcours professionnels valorisant les profils à potentiel (qualifications professionnelles, diplômes).

Article 5 : REGIME DES BIENS DE LA DELEGATION

La Délégation s'étend à tous les terrains, ouvrages, installations, autorisations et droits d'usage nécessaires à la conception, l'entretien, la maintenance, la gestion et l'exploitation technique et commerciale du Réseau. La liste prévisionnelle des biens par typologie figure en Annexe 8.1 (Volet administratif). Les modalités de reprise des biens en fin de Délégation sont détaillées à l'Article 46 de la présente Convention.

5.1. BIENS DE RETOUR

Les biens de retour sont les biens constitutifs du Réseau, nécessaires à la fourniture des Services aux Usagers, réalisés ou acquis par le Déléataire et qui sont amortis au terme de la Délégation.

Il s'agit notamment de (i) l'ensemble des terrains, bâtiments, ouvrages, réseaux et installations immobilières (fourreaux, chambre de tirage, câble de fibre optique et locaux techniques, notamment), (ii) les objets mobiliers, dont les équipements actifs, les archives et toutes données nécessaires à l'exploitation technique et commerciale du Réseau issues du système d'information, notamment celles constituant le système d'information géographique et la base client, mises à jour tout au long de la Convention dans un format informatique communément exploitable au terme de la Convention, les autorisations, droits d'usage et contrats nécessaires à la poursuite de l'exploitation du Réseau délégué, y compris l'entretien et la maintenance dans la mesure de la cessibilité de ces autorisations droits et contrats. Les données, ainsi que leur ordonnancement dans une base de données, sont réputées appartenir au Délégant en tant qu'attachées au service public délégué.

L'inventaire des biens de retour est joint à l'Annexe 8.1 (Volet administratif) de la Convention.

Ainsi, tous les ouvrages réalisés par le titulaire de la Délégation ou mis à sa disposition par le Délégant et nécessaires à l'établissement, à l'exploitation et à l'aménagement du Réseau (notamment les fourreaux du Réseau, les fibres optiques ou fourreaux supplémentaires, les droits d'usage de long terme d'infrastructures souterraine ou aérienne et de fibre optique...), et plus généralement l'intégralité du Réseau jusque et y compris la desserte de l'Utilisateur final sont également des biens de retour.

A l'expiration de la Délégation, quelle qu'en soit la cause, le Délégant entre immédiatement en possession de ces biens, lesquels doivent lui être restitués en parfait état de fonctionnement selon les stipulations de l'Article 46.

L'ensemble des biens de retour revient gratuitement et en parfait état de fonctionnement au Délégant au terme normal du contrat.

5.2. BIENS DE REPRISE

Les biens acquis ou mis en place par le Déléataire pour les besoins de l'exécution de la présente Convention, et qui ne sont pas strictement nécessaires à la gestion du service public d'établissement et d'exploitation du Réseau, constituent des biens de reprise et resteront la propriété du Déléataire.

Le Délégant pourra toutefois décider de reprendre ces biens de reprise à l'expiration de la présente Convention, quelle qu'en soit la cause, contre indemnité égale, au maximum, à leur valeur nette comptable majoré le cas échéant de la TVA à reverser au Trésor Public.

L'opportunité ou non de racheter ces biens de reprise est laissée à l'appréciation du Délégant.

5.3. BIENS PROPRES

Les biens acquis ou créés par le Déléataire, autres que les biens de retour et les biens de reprise, constituent des biens propres et ne peuvent être pris en compte pour déterminer le montant de la subvention publique visée à l'Article 30 de la Convention. Ils sont librement

conservés par le Délégataire sans que le Délégant ne puisse en exiger l'appropriation à la fin de la présente Convention.

5.4. BIENS DU DELEGANT MIS A DISPOSITION DU DELEGATAIRE

Le Délégataire se verra mettre à disposition progressivement par le Délégant des infrastructures qui sont sa propriété ou dont le Délégant aurait obtenu la gestion pour le compte d'autres partenaires.

Le Délégataire s'engage notamment à prendre entièrement en charge, et à assumer l'ensemble des obligations qui y sont attachées, dans les conditions décrites aux Articles 14, 15 16 et 17 de la présente Convention :

- les biens établis sous la maîtrise d'ouvrage du Délégant au titre de la Mission n°3;
- la marque commerciale du Réseau dans les conditions de la licence d'utilisation et conformément à l'Article 53.

La nature et la liste des biens ainsi mis à disposition du Délégataire, les modalités de constat de leur remise et les conditions financières afférentes de cette mise à disposition sont détaillées à l'Article 21 de la présente Convention.

Tous les ouvrages mis à la disposition du Délégataire par le Délégant seront remis au Délégant gratuitement en parfait état de fonctionnement à la fin de la Convention, quelle qu'en soit la cause.

5.5. PROPRIETE ET CONSULTATION DES DONNEES, MARQUES ET NOMS DE DOMAINE RELATIFS AU RESEAU

Les Articles 53 et 54 de la présente Convention exposent le régime de ces biens.

Par ailleurs, le Délégataire donne au Délégant un droit de consultation du système d'information utilisé pour la réalisation des missions qui lui sont confiées dans le cadre de la Convention, conformément aux spécifications décrites à l'Article 26.

Article 6 : INVENTAIRE DES BIENS DE LA DELEGATION

Le Délégataire établit et tient à jour, un inventaire quantitatif et qualitatif et géographique des biens de la Délégation. Cet inventaire est établi dès l'entrée en vigueur de la Convention.

Cet inventaire sera établi et remis sous format numérique compatible avec les formats utilisés par le Délégant, notamment lors de la remise du rapport annuel d'activité du Délégataire conformément aux stipulations de l'Article 39.7. Cet inventaire devra distinguer la partie des biens réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Délégataire et celle des biens réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Délégant et préciser leur régime (biens de retour, de reprise ou propres).

Il sera mis à jour régulièrement, soit, après remise des biens au Délégataire par le Délégant, soit après avoir été réalisés ou acquis par le Délégataire. Cette modification sera effective après présentation au plus proche du Comité de suivi dans les conditions fixées à l'Article 41.

Le contenu de l'inventaire des ouvrages remis au Délégataire par le Délégant sont fixés en Annexe 1.2 (Périmètre de la Mission 3).

Article 7 : REGLEMENTATION APPLICABLE AUX OPERATEURS DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

7.1. PRINCIPES GENERAUX

En tant qu'opérateur déclaré d'un réseau ouvert au public au sens de l'article L.33-1 du CPCE, le Délégataire est tenu de respecter l'ensemble des règles encadrant cette activité. Le Délégataire fera son affaire de l'obtention de l'ensemble des autorisations que nécessitent l'établissement et l'exploitation du Réseau, notamment auprès de l'ARCEP.

S'agissant de la réglementation propre au déploiement de Lignes FttH, le Délégataire est tenu de respecter les dispositions de l'article L. 34-8-3 du CPCE, les décisions n°2009-1106, n°2010-1312, n°2015-776, n°2020-1432 et recommandations subséquentes prises par l'ARCEP sur son fondement, ainsi que tout autre encadrement législatif ou réglementaire qui les compléterait ou s'y substituerait.

Plus généralement, le Délégataire effectue, sous sa responsabilité, les opérations de conception, d'établissement, d'exploitation, de maintenance et de renouvellement du Réseau conformément aux règles de l'art et aux règles en vigueur, y compris les règles environnementales et sociales.

Le Délégant ne saurait voir sa responsabilité engagée, à quelque titre que ce soit, en cas de manquement par le Délégataire aux obligations qui incombent à ce dernier au titre de la réglementation qui lui est applicable dans le cadre de l'exécution de ses missions.

Conformément au II de l'article L.1425-1 du CGCT, le Délégataire reconnaît être informé que l'ARCEP peut être saisie par tout tiers, dans les conditions prévues à l'article L.36-8 du CPCE, de tout différend relatif aux conditions techniques et tarifaires d'établissement et d'exploitation du Réseau objet de la présente Convention.

7.2. COMMUNICATION D'INFORMATIONS ET DE DOCUMENTS AUX AUTORITES ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES

Le Délégataire reconnaît être informé que le Délégant peut être amené à fournir à toute autorité administrative ou judiciaire, à la demande de cette dernière, tout document relatif aux conditions techniques et tarifaires d'établissement et d'exploitation du Réseau objet de la présente Convention.

Dans une telle hypothèse, le Délégant fera toutes diligences requises pour satisfaire la demande de ladite autorité. Il appartient au Délégataire de préciser le cas échéant au Délégant les informations qu'il estime couvertes par le secret des affaires ou une autre législation particulière.

Le Délégant ne saurait être tenu de supporter les dommages et préjudices que la communication de ces documents causerait, le cas échéant, au Délégataire, hormis l'hypothèse d'une communication à ladite autorité sans mention des informations couvertes par le secret des affaires ou toute autre législation.

Article 8 : AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Le Délégant transmet au Délégataire, dans un délai de deux (2) mois suivant l'entrée en vigueur de la Convention, toutes les autorisations, conventions et titres d'occupation

nécessaires à l'exploitation des ouvrages et équipements mis à disposition du Déléataire et visées en Annexe 8.1 (Volet administratif).

Lors de la prise en charge d'ouvrages constitutifs du Réseau, le Déléataire se substitue de plein droit et automatiquement au Délégrant dans les autorisations et conventions relatives à l'implantation et, le cas échéant, à l'exploitation desdits ouvrages, dont notamment :

- les conventions de mise à disposition d'infrastructures ou de réseaux (location, IRU),
- les permissions de voirie, servitudes et conventions d'occupation de domaine public ou privé,
- les conventions d'Opérateur d'immeuble contractualisées par le Délégrant ou son précédent délégataire au titre de l'article L. 33-6 du Code des postes et des communications électroniques.

Le Déléataire s'engage à faire, en temps utiles, les démarches nécessaires au transfert à son bénéfice, et au renouvellement des autorisations et conventions susvisées éventuellement obtenues et souscrites par le Délégrant dans le cadre de l'établissement des ouvrages constitutifs du Réseau, le Délégrant s'engageant à accompagner sur demande le Déléataire dans le transfert et/ou le renouvellement des autorisations et conventions souscrites par lui.

Le Déléataire assume entièrement la charge de toute redevance qui serait due pour le maintien des Droits de passage associés à ces ouvrages.

Le Déléataire est responsable de toutes les démarches en vue d'obtenir en temps utile tous les permis, licences et autorisations administratives ou conventions nécessaires à l'exécution de la Délégation et notamment les conventions de droits de passage. Il assume seul les risques liés à la non-obtention, au retard dans l'obtention et au retrait de ces autorisations et à la conclusion de ces conventions, conformément aux dispositions de l'Annexe 2.3 (Contrôles et réception du Réseau).

Le Déléataire est responsable, en tant que Maître d'ouvrage du déploiement du Réseau, du respect des obligations au titre des articles L.541-1 et suivants et R.541-1 et suivants du code de l'environnement. Il assume également, en tant que Maître d'ouvrage, les obligations résultant du décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante, le délégataire doit procéder aux sondages amiantes et d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). En cas de détection de tels matériaux, il prendra toutes les dispositions nécessaires conformément à la réglementation en vigueur.

Le Délégrant s'engage à soutenir, en tant que de besoin et dans le respect des règles applicables, les démarches administratives du Déléataire en vue de l'obtention des autres permis, licences et autorisations nécessaires à la réalisation de l'objet de la Délégation.

Le Déléataire assume entièrement la charge de toute redevance qui serait due pour l'obtention et le maintien des Droits de passage.

Ces permis, licences et autorisations ou conventions ne devront pas remettre en cause la continuité du service public et devront permettre au Délégrant de se substituer au Déléataire afin de poursuivre l'exploitation du Réseau concédé en cas de fin normale ou anticipée de la Convention.

A cet effet, le Déléataire s'engage à négocier, sous réserve des dispositions légales et réglementaires applicables en la matière, la cessibilité des droits de passage dont il deviendra titulaire.

Pour tous les cas de figure visés au présent Article, le Déléataire ne saurait voir sa responsabilité engagée et donc se voir appliquer des pénalités si le refus de transfert ou la non-obtention des conventions et autorisations ne lui est pas imputable ou résulte du fait d'un tiers.

Article 9 : EXCLUSIVITÉ ET PÉRIMETRE DE LA DÉLÉGATION

Le Délégrant accorde au Déléataire le droit exclusif d'établir et d'exploiter techniquement et commercialement le Réseau qui fait l'objet de la présente Convention dans le respect du principe de cohérence des réseaux d'initiative publique tel que décrit à l'Article 11 et de la réglementation en vigueur et ce sur l'ensemble du territoire de Mayotte. Ce Réseau doit permettre de raccorder l'ensemble des logements et locaux du territoire de Mayotte.

Ce droit ne confère pas au Déléataire une exclusivité d'établissement et d'exploitation de tout réseau de communications électroniques sur le territoire du Délégrant. Ce droit réserve uniquement au Déléataire l'exclusivité de la conception, de la construction, du financement et de l'exploitation, incluant sa maintenance, du Réseau objet de la présente Convention, selon la configuration et les caractéristiques qui y sont décrites. Afin de garantir l'équilibre économique de la Convention, le Délégrant s'engage à ne pas procéder directement à l'établissement d'aucun réseau de communications électroniques concurrent au Déléataire que ce soit dans le cadre d'une offre de détails ou de gros sur le territoire du Délégrant.

En outre, ce droit d'exclusivité ne saurait porter atteinte aux droits des propriétaires et/ou exploitants d'infrastructures et/ou de réseaux de communications électroniques, qu'ils soient d'initiative privée ou d'initiative publique, déjà effectivement déployés sur le territoire du Délégrant, à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 10 : CONTINUITE ET ADAPTATION DU SERVICE PUBLIC

Le Déléataire est tenu, tout au long de l'exécution de la Convention, et ce quelles que soient les circonstances sauf en cas de force majeure telle que définie à l'Article 49 de la Convention, pouvant compliquer ou perturber sa fourniture, d'assurer la continuité du service public qui lui est délégué par le Délégrant, à l'égard des Usagers du Réseau.

Les Parties conviennent de la nécessité d'adapter, en permanence, et dans les meilleurs délais, le Réseau et l'ensemble des Services en fonction de l'évolution des besoins des Usagers et de l'évolution prévisible à la date de signature de la Convention, des technologies en matière de communications électroniques.

Le Déléataire garantit au Délégrant, pendant toute la durée de la Convention et aux conditions prévues à la Convention, l'adaptabilité du service public en fonction de l'évolution des besoins des Usagers en matière de services et de l'évolution des technologies de communications électroniques.

Le Délégataire prendra soin d'anticiper, dans ses choix technologiques, les évolutions futures des services à fournir aux Usagers et, de ce fait, proposera une architecture de ce Réseau évolutive et pérenne.

En cas d'évolution technologique nécessitant des travaux bouleversant l'équilibre économique de la Convention, les Parties se rencontreront pour évaluer les modalités financières de réalisation de ces derniers, au vu des résultats passés et à venir du Délégataire, ainsi que de leurs éventuelles conséquences sur la poursuite de la Convention.

Article 11 : COHERENCE ET INTERCONNEXION AVEC LES RESEAUX D'INITIATIVE PUBLIQUE

Conformément aux dispositions du I de l'article L. 1425-1 du CGCT, le Délégataire est tenu de respecter l'obligation de cohérence des réseaux d'initiative publique de manière à prendre en compte tout autre réseau d'initiative publique déjà constitué ou en cours de constitution sur le territoire du Délégant.

Dans ce cadre, le futur Délégataire sera tenu d'articuler ses déploiements et offres de services en cohérence avec les ouvrages construits par le Département dans le cadre du marché CREM.

Article 12 : OCCUPATION DES DOMAINES PUBLICS ET PRIVES PAR LES OUVRAGES CONSTRUIES PAR LE DELEGATAIRE ET OU REMIS AU DELEGATAIRE

Les ouvrages construits par le Délégataire au titre des Missions n°1, n°2 et n°4 ou dans le cadre des tranches optionnelles ou remis au Délégataire par le Délégant au titre de la Mission n°3, seront implantés sur ou occuperont des propriétés publiques et privées. Le Délégataire aura l'obligation d'assumer l'ensemble des redevances d'occupation liées.

Le Délégataire s'engage à faire, en temps utiles, les démarches nécessaires à l'obtention et au renouvellement des autorisations nécessaires à l'occupation des domaines utilisés et à la conclusion des conventions d'utilisation d'infrastructures ou de réseaux de communications électroniques empruntées par le Réseau de communications électroniques. A ce titre, il veille en particulier aux délais nécessaires à l'obtention des conventions fibres et des servitudes pour le déploiement du Réseau de manière à ce que le retard dans l'obtention de ces autorisations ne puisse être invoqué pour déroger à ces obligations de délais.

Ces autorisations et conventions seront en outre communiquées au Délégant dans le cadre des remises d'APD et de DOE.

La mise à disposition du domaine public et des dépendances du domaine privé fera l'objet de permissions de voirie ou de conventions qui en fixeront les modalités, conformément aux stipulations de l'Article 8 et dans les conditions financières précisées à l'Annexe 7.

12.1. OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR LES OUVRAGES CONSTRUITS PAR LE DELEGATAIRE OU REMIS PAR LE DELEGANT AU DELEGATAIRE

Des infrastructures de communications électroniques appartenant ou étant gérées par le Délégrant pourront être remises au Délégataire.

Le Délégrant transféra au Délégataire les permissions de voirie de l'article L. 47 du CPCE correspondantes à l'occasion de la remise des infrastructures dans les conditions prévues aux Articles 14, 15, 16, et 17 de la présente Convention.

Le Délégataire aura l'obligation de payer au gestionnaire de voirie concerné les droits de passage correspondants.

Pour les infrastructures de communications électroniques que le Délégataire sera amené à établir au titre des Missions n°1, n°3 et n°4 ou dans le cadre des tranches optionnelles, le Délégataire est tenu d'obtenir des gestionnaires concernés les permissions de voirie conformément à l'article L. 47 du CPCE et de payer, jusqu'au terme de la présente Convention, les droits de passage afférents.

Le Délégataire aura pour mission de maintenir l'ensemble des infrastructures de communications électroniques visées aux alinéas ci-dessus et prendra en charge à ce titre la réalisation des travaux préventifs et curatifs d'entretien courant.

Le Délégataire sera responsable de la déclaration des ouvrages qu'il construit ou qu'il modifie auprès du guichet unique de l'article L. 554-2 du code de l'environnement et de la gestion des déclarations de projet de travaux / déclaration d'intention de commencement de travaux.

12.2. OCCUPATION DES INFRASTRUCTURES ET SUPERSTRUCTURES SUPPORTS DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES DE TIERS

Le Délégataire effectue les démarches nécessaires pour obtenir en temps utile de toute personne publique la délivrance des autorisations requises pour l'implantation des ouvrages composant le volet concessif du Réseau sur leur domaine public et leur domaine privé.

De surcroît, le Délégrant interviendra ponctuellement, à la demande du Délégataire, auprès des gestionnaires de domaine concernés dans l'hypothèse de difficultés ou de refus de mise en œuvre de ladite autorisation.

12.3. OCCUPATION D'IMMEUBLES BÂTIS OU NON BÂTIS DE PERSONNES PRIVÉES

Le Délégataire effectue les démarches nécessaires pour obtenir en temps utile de toute personne privée la délivrance des autorisations ou la conclusion des conventions requises pour l'implantation des ouvrages composant le Réseau dont il assure la maîtrise d'ouvrage du déploiement sur leurs immeubles bâtis et non bâtis, notamment pour les Conventions fibre et les Raccordements finals. Le Délégataire a l'obligation, à l'occasion de la négociation de ces titres et convention d'occupation, d'écarter l'application du principe de l'accession de l'article 555 du code civil au profit du propriétaire du fonds.

Le Délégrant pourra, dans la limite de ses compétences, accompagner si nécessaire le Délégataire dans ses démarches relatives aux autorisations d'occupation des propriétés privées concernées par la construction des Raccordements finals. Cela concerne également les déploiements de câbles optiques le long des façades le cas échéant.

12.4. OCCUPATION DES DOMAINES PUBLICS ET PRIVÉS ET CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC

Le Délégataire négociera, le cas échéant, les conventions de nature à l'autoriser à utiliser des Infrastructures existantes, le Délégrant devant alors disposer d'un droit de substitution dans les droits et obligations du Délégataire.

De même, lors de l'attribution par leurs gestionnaires respectifs des droits d'occupation des domaines publics et privés sur lesquels seront déployés le Réseau, le Délégataire s'assurera de leur transfert au Délégrant au terme normal ou anticipé de la présente Convention.

Lorsqu'elles ne sont pas fournies dans un DOE, les autorisations et conventions seront communiquées au Délégrant concomitamment à la remise du rapport annuel de l'exercice au cours duquel elles ont été obtenues.

Article 13 : OUVRAGES ET EQUIPEMENTS NON PREVUS

Sans préjudice des stipulations de l'Article 10 relatives à l'obligation d'adaptation du Réseau, le Délégrant, dans l'intérêt public, dispose à tout moment du droit d'ordonner la réalisation d'équipements annexes ou complémentaires nécessaires à l'exécution de la Convention ainsi que toutes modifications des ouvrages déjà réalisés ou seulement projetés. Si les modifications demandées venaient à bouleverser l'équilibre économique de la Convention, les Parties s'engagent à se rencontrer pour définir les conditions de prise en charge financière par les Parties des modifications souhaitées.

Les extensions et modifications du Réseau ne comprennent pas les évolutions de couverture liée à la croissance démographique du territoire.

La gestion et le financement de ces travaux d'extension et de modifications non prévus à l'origine de la Convention feront l'objet de discussions de bonne foi entre les Parties, au vu, notamment, de l'économie de la Convention et de l'opération, ainsi que du principe d'exploitation aux frais et risques du Délégataire. Les Parties agréeront la définition de ces travaux, leurs conditions de réalisation et de prise en charge ainsi que les conditions financières y afférant. L'accord des Parties fera, le cas échéant, l'objet d'un avenant à la présente Convention.

Le Délégataire présentera au Délégrant au moins deux devis pour la réalisation de ces extensions qui auront été choisis en fonction de la qualité des prestations, du rapport qualité/prix et de leur adéquation avec les prix du marché au moment de leur réalisation si ces extensions ne sont pas réalisées par les sociétés du groupe comme cela a été prévu dans le cadre de cette Convention.

TITRE II : MISSIONS DU DELEGATAIRE

Article 14 : CARACTERISTIQUES DE LA MISSION N°1

14.1. PRINCIPES GENERAUX

La Mission n°1 implique pour le Délégataire le déploiement des liens de collecte optique permettant de collecter les NRO non opticalisés, sous réserve qu'aucun lien optique ne préexiste pour ce faire. Le périmètre de la Mission n°1 est défini en Annexe 1.1 (Périmètre des tranches).

Le Délégataire a notamment la charge de réaliser la collecte par câble sous-marin de Petite Terre dans le cadre de la Tranche optionnelle 2.1 conformément aux modalités indiquées en Annexe 2.7 (Câble sous-marin).

14.2. CALENDRIER

La Mission n°1 est réalisée par le Délégataire conformément au calendrier figurant en Annexe 3.1 (Planning_Déploiement).

L'atteinte des objectifs de chacune des phases est constatée lors d'un Comité de pilotage sur le nombre de Prises éligibles comptabilisées dans les DOE remis par le Délégataire conformément à l'Annexe 2.3 (Contrôle et réception du réseau).

14.3. MODIFICATION DU CALENDRIER DE LA MISSION N°1

Le calendrier défini à l'Annexe 3.1 (Planning_Déploiement) est susceptible d'être adapté d'un commun accord entre les parties dans le cadre d'un comité de pilotage sous réserve de respecter un délai d'information préalable d'un (1) mois et d'un délai de réalisation raisonnable. Ces modifications ne pourront être faites que dans le cadre des objectifs de couverture définis aux Articles 14.1 et 14.2 des présentes.

Article 15 : CARACTERISTIQUE DE LA MISSION N°2

15.1. PRINCIPES GENERAUX

Le Délégataire a pour mission le déploiement et les travaux sous sa responsabilité du Réseau THD. Le périmètre de la Mission n°2 est défini en Annexe 1.1 (Périmètre des tranches).

15.2. CALENDRIER

La Mission n°2 est réalisée par le Délégataire conformément au calendrier figurant en Annexe 3.1 (Planning_Déploiements).

L'atteinte des objectifs de chacune des phases est constatée lors d'un Comité de pilotage sur le nombre de Prises éligibles comptabilisées dans les DOE remis par le Délégataire conformément à l'Annexe 2.3 (Contrôle et réception du réseau).

15.3. MODIFICATION DU CALENDRIER DE LA MISSION N°2

Le calendrier défini à l'Annexe 3.1 (Planning_Déploiements) est susceptible d'être adapté d'un commun accord entre les parties dans le cadre d'un comité de pilotage sous réserve

de respecter un délai d'information préalable d'un (1) mois et d'un délai de réalisation raisonnable. Ces modifications ne pourront être faites que dans le cadre des objectifs de couverture définis aux Articles 15.1 et 15.2 des présentes.

Article 16 : CARACTERISTIQUES DE LA MISSION N°3

16.1. PRINCIPES GENERAUX

La Mission n°3 consiste pour le délégataire à la reprise en affermage des ouvrages établis sous la maîtrise d'ouvrage du Département.

16.2. CALENDRIER

Le calendrier indicatif de mise à disposition des ouvrages FttO est décrit à l'Annexe 1.1 (Périmètre des tranches).

Cette remise fera l'objet d'un procès-verbal contradictoire qui précisera la consistance des ouvrages et les éventuelles observations et remarques du Délégataire.

Le Délégataire ne pourra pas faire état, dans ce procès-verbal, de Réserves sur l'état des ouvrages qui lui sont remis.

16.3. REMISE DES OUVRAGES FTTO AU DELEGATAIRE PAR LE DELEGANT

Une fois les opérations de réception des ouvrages FttO achevées par le Délégant, le Délégant les remettra au Délégataire conformément aux stipulations de l'Annexe 1.2 (Périmètre de la Mission 3) avec la documentation nécessaire permettant leur reprise en exploitation.

Cette remise n'entraîne pas de transfert de propriété au Délégataire. Le Délégataire prendra alors entièrement en charge les ouvrages, il sera réputé bien connaître l'état de l'ensemble des ouvrages remis au moment de leur mise à disposition. Il ne pourra alléguer une quelconque défectuosité ou non-conformité de ces ouvrages autre que celles qu'il aura mentionnée dans le procès-verbal de remise pour se soustraire à leur reprise en exploitation ou solliciter une renégociation de leurs termes. Le Délégataire ne saurait en revanche voire sa responsabilité engagée ni se voir appliquer de pénalités pour tout dysfonctionnement ou dommages résultant de l'état des ouvrages réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Délégant.

En cas de travaux de remise à niveau des ouvrages portant atteinte à l'équilibre de la Convention, les Parties se rencontreront pour définir leurs conditions de prise en charge.

Article 17 : CARACTERISTIQUES DE LA MISSION N°4

17.1. PRINCIPES GENERAUX

La Mission n°4 consiste pour le Délégataire au déploiement et travaux sous sa responsabilité de la sécurisation du réseau de collecte. Le périmètre de la Mission n°4 est défini en Annexe 1.1 (Périmètre des tranches).

17.2. CALENDRIER

La Mission n°4 est réalisée par le Délégataire conformément au calendrier figurant en Annexe 3.1 (Planning_Déploiement).

L'atteinte des objectifs de chacune des phases est constatée lors d'un Comité de pilotage sur le nombre de Prises éligibles comptabilisées dans les DOE remis par le Délégué conformément à l'Annexe 2.3 (Contrôle et réception du Réseau).

17.3. MODIFICATION DU CALENDRIER DE LA MISSION N°1

Le calendrier défini à l'Annexe 3.1 (Planning_Déploiement) est susceptible d'être adapté d'un commun accord entre les parties dans le cadre d'un comité de pilotage sous réserve de respecter un délai d'information préalable d'un (1) mois et d'un délai de réalisation raisonnable. Ces modifications ne pourront être faites que dans le cadre des objectifs de couverture définis aux Articles 17.1 et 17.2 des présentes.

Article 18 : CARACTERISTIQUES DES TRANCHES OPTIONNELLES N°1 ET 2

Ces tranches constituent des options au sens des article L. 3135-1 et R. 3135-1 du code de la commande publique.

Au titre d'une première Tranche optionnelle (ci-après TO1), le Concessionnaire étendra son programme de travaux, en cohérence avec les quatre Missions précitées.

Enfin, au titre d'une seconde Tranche optionnelle (ci-après TO2), le Concessionnaire aura la charge de la finalisation des travaux, en cohérence avec les attendus des 4 Missions précitées, afin d'assurer une couverture à 100% en FttH du territoire départemental.

L'affermissement éventuel de chaque Tranche optionnelle sera subordonné à une décision préalable du Département, qui sera notifiée au Délégué et qui pourra intervenir au cours de la durée d'exécution de la Convention. Tout affermissement d'une Tranche optionnelle fera également l'objet d'un avenant à la Convention.

La mise en œuvre de chaque Tranche optionnelle pourra se faire de manière progressive et par étapes successives en fonction de l'étendue des Missions à réaliser.

Les Parties pourront se rencontrer pour définir les conditions d'un affermissement partiel d'une ou plusieurs Tranches optionnelles.

L'absence d'affermissement d'une ou plusieurs Tranches optionnelles ne donnera pas lieu à indemnisation du Délégué.

TITRE III : CONCEPTION ET REALISATION DU RESEAU

Article 19 : CONCEPTION DU RESEAU AU TITRE DE LA MISSION N°1, DE LA MISSION N°2 ET DE LA MISSION N°4 ET DES TRANCHES OPTIONNELLES

19.1. PRINCIPES DE CONCEPTION

Le Délégué réalisera sous sa maîtrise d'ouvrage le déploiement du Réseau.

Les prestations de conception, d'établissement et d'exploitation du réseau seront effectuées conformément aux règles de l'art et aux normes en vigueur applicables aux réseaux de communications électroniques. Au titre de ces règles de l'art et normes, seront pris en compte notamment les travaux du comité d'expert fibre de l'ARCEP, ainsi que les travaux d'harmonisation technique conduits par l'Etat, par le biais de l'Agence du numérique, au titre du cahier des charges du Plan France très haut débit pour les réseaux d'initiative publique, prenant en compte leur évolution.

La présente Convention s'inscrit dans le cadre du Plan France Très Haut Débit et doit donc respecter les règles posées dans le cahier des charges et dans le régime d'aides notifié, ainsi que leurs éventuelles évolutions.

Enfin, l'ensemble des prestations réalisées par le Délégué pour mettre en conformité le Réseau aux règles de l'art et aux normes en vigueur constituent des prestations indissociables de la mise en œuvre du service public délégué.

Au titre de la conception du Réseau, le Délégué procède aux études préalables au déploiement comprenant notamment :

- le découpage du territoire en zones arrières de nœuds de raccordement optique, mais aussi à la maille plus fine des PM regroupant quelques centaines de prises, et constituant des SRO ;
- la poursuite des démarches de recueil de l'avis des Opérateurs de la liste de l'article R.9-2 du Code des Postes et des Communications Electroniques conformément à la réglementation en vigueur, s'agissant du découpage du territoire ;
- les études permettant la réutilisation des infrastructures existantes, et notamment les locaux techniques (répartiteurs téléphoniques par exemple), le génie civil et les appuis aériens existants d'Orange, d'EDF ou d'autres tiers (relevés d'occupation des infrastructures et de la capacité à déployer le Réseau), les points hauts existants ;
- l'obtention des autorisations d'occupation des domaines publics et privés, pour l'implantation du Réseau, tant pour les locaux techniques à installer (notamment les armoires de rue pour les points de mutualisation), que pour les artères optiques (permissions de voirie par exemple pour les déploiements nécessitant la réalisation d'un génie civil), de même que l'obtention des éventuelles autorisations pour l'utilisation de fréquences le cas échéant ;
- l'obtention des autorisations d'utilisation des réseaux publics et privés existants,
- la définition de l'ingénierie du Réseau et le dimensionnement des équipements du Réseau, à savoir notamment :

- le dimensionnement des câbles optiques à déployer, conformément à la réglementation, le déploiement monofibre point à point en aval du point de mutualisation, et permettant d'implanter des PBO « à proximité immédiate des habitations » dans le respect de la recommandation de l'ARCEP sur la complétude des déploiements FttH publiée le 7 décembre 2015 ;
- la conception de l'architecture d'activation, en cas de demande raisonnable, conformément aux règles du cahier des charges du Plan France Très Haut Débit ;
- l'architecture et le dimensionnement des solutions alternatives au FttH qui seraient le cas échéant nécessaires.

Dans le cadre de ses obligations contractuelles de conception au titre de la Mission n°1, de la Mission n°2 et de la Mission n°4, le Déléataire est réputé avoir pris connaissance des études et des travaux relatifs à la Mission n°2 déjà réalisés sous la maîtrise d'ouvrage du Déléant à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, dans le cadre de la consultation relative à l'attribution de la Convention.

Le Déléataire reconnaît en conséquence disposer de l'ensemble des éléments techniques et documentaires nécessaires pour concevoir les liaisons de transport du Réseau qu'il établira au titre des Missions n°1, 2 et 4, ainsi que pour réaliser les travaux de complétude des ZA SRO concernées. Il renonce à émettre de quelconques observations, remarques ou réserves à cet égard auprès du Déléant pour solliciter une modification de ses obligations contractuelles au titre de ces deux Missions.

S'agissant enfin des travaux de la Mission n°2 restants à réaliser sous sa maîtrise d'ouvrage, le Déléant s'engage à conserver les principes d'architecture et de dimensionnement actuellement appliqués.

19.2. ARCHITECTURE DU RESEAU

L'architecture technique du Réseau, conformément aux spécifications du Réseau déterminées en Annexes 2.1, 2.4 et 2.6 et 1.2s'appuie sur les principes fondateurs suivants :

- un ensemble de Nœuds de raccordement optique ;
- un Réseau de transport, permettant d'accueillir notamment et indifféremment les architectures de Boucle locale optique envisagées par les Opérateurs (point à point, point à multipoints...) ;
- un ensemble de Points de mutualisation ;
- un ensemble de Zones arrières de NRO.

L'ensemble des règles d'ingénierie du Réseau sont détaillés en Annexes [2.1 (Règles d'ingénierie de l'infrastructure passive et Conception du réseau) et en Annexe 2.4 (Ingénierie du Réseau activé) de la présente Convention.

19.3. DEFINITION DE LA MAILLE DE MISE EN COHERENCE ET LANCEMENT DES APPELS AU CO-FINANCEMENT PAR LE DELEGATAIRE

Conformément à la décision de l'ARCEP n°2010-1312 du 14 décembre 2010, le Délégué procédera, à :

- un découpage du territoire en Zones arrière de Nœuds de raccordement optique (NRO),
- pour les NRO déployés par le Délégué, un découpage à la maille plus fine des Sous-Répartiteurs Optiques (SRO) regroupant quelques centaines de Logements,
- la poursuite des démarches de recueil de l'avis des Opérateurs de la liste de l'article R.9-2 du CPCE, conformément à la réglementation en vigueur, s'agissant du découpage du territoire.

Le Réseau sera conçu et établi en tenant compte des principes d'harmonisation technique définis par la Mission Très Haut Débit :

Le Réseau sera conçu et établi conformément aux spécifications techniques définies aux Annexes 2.2 (Réalisation des travaux), 2.1 (Règles d'ingénierie de l'infrastructure passive et Conception du Réseau)), dans le respect :

- des spécifications fonctionnelles et techniques sur les réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses publiées par le Comité d'experts fibre optique dans son recueil mis à jour le 5 septembre 2023 (v11),
- des recommandations formulées par le Plan France Très Haut Débit, portant sur la conception et la topologie de la boucle locale optique mutualisée (v1.0 du 9/7/2015),
- de la recommandation de l'ARCEP du 7 décembre 2015 sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses,
- des publications et guides publiés par Objectif Fibre :
 - le guide pratique « Déploiement de la Boucle Locale Optique Mutualisée sur support aérien » (v 11/12/2015) ;
 - Déploiement de la Boucle Locale Optique Mutualisée sur support aérien » - 2015 ;
 - Raccordement des immeubles professionnels et d'entreprises neufs au réseau en fibre optique mutualisé FttH ;
 - le guide Pratique pour le raccordement client au réseau en fibre optique FttH dans le parc immobilier existant, 2020 ;
 - Installation d'un réseau en fibre optique FttH dans les immeubles neufs ou rénovés, résidentiels ou mixtes, 2021/2022 (annulant le guide de 2016) ;
 - Raccordement et câblage des locaux individuels neufs à un réseau en fibre optique Résidentiel ou professionnel, isolé ou en lotissement, 2023 (annulant le guide de 2017).

En cas de contradiction de ces préconisations entre elles ou avec le contenu de la Convention, les spécifications les plus contraignantes prévaudront.

Les BLOM pourront accueillir notamment et indifféremment les architectures utilisées par les Opérateurs de communications électroniques du marché (point à multipoint pour le grand public et ponctuellement point à point pour certains sites spécifiques le nécessitant (grande entreprise, bâtiment prioritaire, site technique, ...)).

Conformément à l'article 5 de la décision de l'ARCEP n°2010-1312 précitée et de tout autre acte réglementaire qui viendrait s'y substituer au cours de l'exécution de la Convention, le Délégué sera tenu d'engager un processus de consultation préalable des communes et Opérateurs concernés ainsi que du Délégué.

Le Délégué s'engage à mettre à disposition des collectivités territoriales et des Opérateurs concernés, dans les conditions fixées par la réglementation, les informations relatives aux Zones arrière du Point de mutualisation résultant du découpage d'une maille géographique plus large.

Toute modification de ces informations, notamment celles résultant de ladite consultation, doit recueillir l'accord préalable du Délégué et donne lieu à une nouvelle consultation des collectivités territoriales et des Opérateurs concernés.

Une fois la maille de mise en cohérence arrêtée, le Délégué s'engage à réaliser les appels au co-financement des Lignes, au sens des décisions n°2009-1106, n°2012-1312, n°2015-771 et n°2020-1432 de l'ARCEP, dans les deux (2) mois suivant l'approbation des études APS relatives auxdites Lignes.

Le Délégué communiquera au Délégué le résultat de ces appels au co-financement dès qu'il en a connaissance.

19.4. ETUDES DE CONCEPTION AU TITRE DE LA MISSION N°1, N°2 ET DE LA MISSION N°4

Le Délégué prend en charge, sous sa maîtrise d'ouvrage la conception de la BLOM, conformément à la réglementation, aux normes en vigueur et aux règles d'ingénierie décrites ci-avant.

Le Délégué a la charge de réaliser les études préalables à la construction du Réseau (notamment les avant-projets sommaires et avant-projets détaillés [APS-APD]). Cette transmission porte notamment sur des données SIG au format GRACE THD.

Il doit transmettre ces études au Délégué aux échéances prévues dans le calendrier d'exécution joint en Annexe 3.1 (Planning-Déploiement), et ce préalablement au lancement des travaux, afin de permettre au Délégué de vérifier la conformité des études avec les engagements pris par le Délégué au titre de la Convention, ainsi qu'aux modalités de déploiement et aux règles de l'art. La conformité des études et travaux aux engagements contractuels reste de la responsabilité du Délégué. Le Délégué ne saurait rechercher la responsabilité du Délégué à ce titre. La vérification par le Délégué des études ne saurait être une cause exonératoire de paiement de pénalités relatives au déploiement du Réseau.

Les contenus des différents types d'études de conception par élément de réseau à réaliser par le Délégué, ainsi que les modalités d'approbation de ces études par le Délégué, sont détaillés en Annexe 2.1 (Règles d'ingénierie de l'infrastructure passive et Conception du réseau) et 2.3 (Contrôle et réception du réseau).

Les différents éléments du Réseau faisant l'objet d'études de conception sont les suivants :

- APS :
 - Zone-arrière d'un NRO
- APD :
 - Nœuds de Raccordement Optique
 - Réseau de transport
 - Zone-arrière de SRO
 - Immeuble
 - Activation (APS et APD)

La méthode d'approbation des APS et APD réalisés par le Déléataire pour respecter les délais prévus au calendrier sera arrêtée selon les principes suivants :

- la procédure d'approbation commence à compter de la réception des études. Le Déléant dispose d'un délai de quinze (15) Jours ouvrés, dans la limite d'un nombre adapté d'études transmises, pour approuver, demander des amendements ou refuser l'étude ;
- le Déléataire dispose d'un délai de quinze (15) Jours ouvrés à compter de la demande d'amendements ou de corrections du Déléant pour présenter un additif à son projet d'étude. Le Déléant disposera alors d'un délai de dix (10) Jours ouvrés pour approuver les corrections ou modifications apportées ;
- à défaut de réponse du Déléant sur les études transmises par le Déléataire, dans les délais impartis, celles-ci sont réputées être approuvées par le Déléant.

Les travaux ne pourront débuter que si l'APD est approuvé dans les conditions définies ci-dessus.

L'approbation des APS et APD par le Déléant ne dégage pas le Déléataire de sa responsabilité de maître d'ouvrage.

Le Déléataire apportera par ailleurs au Déléant l'ensemble des informations nécessaires à la constitution du dossier permettant l'obtention des financements extérieurs auxquels le projet est éligible, notamment s'agissant du soutien du Fonds pour la Société Numérique et des prêts de la Caisse des dépôts.

Article 20 : ETABLISSEMENT DU RESEAU

Le Déléataire est le maître d'ouvrage du déploiement du Réseau, et à ce titre seul responsable de l'ensemble des travaux réalisés :

- pour les travaux de génie civil, il fait son affaire des relations avec l'ensemble des gestionnaires des domaines publics et privés concernés, avant, pendant et après la réalisation des travaux, et notamment de l'incorporation aux domaines publics routiers ou non routiers traversés par les ouvrages réalisés. Les tranchées, remblais et réfections

à réaliser devront respecter les normes en vigueur et les règles de l'art, ainsi que l'ensemble des règlements de voirie qui existent sur le territoire concerné ;

- pour la réutilisation d'infrastructures de fourreaux existants, le Délégataire fait son affaire des relations avec les différents propriétaires concernés et tout particulièrement avec Orange. Le Délégataire prend à sa charge les frais d'accès à ces infrastructures ;
- pour le déploiement aérien ou en façade, sauf caractère exceptionnel, les déploiements ne sont réalisés en aérien que dans le cas où les autres réseaux secs le sont également. Dans ce cadre, le recours à des appuis existants est privilégié. Le Délégataire prend, au besoin, à sa charge les coûts d'investissement liés à l'occupation de ces appuis aériens, tels que notamment les frais d'accès ainsi que le renforcement des appuis existants. Par ailleurs, lorsque les autres réseaux seront amenés à être enfouis, le Délégataire financera la quote-part de l'effacement du Réseau, objet de la Convention. Ainsi, le Délégataire a provisionné ce risque dans son plan d'affaires ;
- pour l'implantation de locaux techniques, le Délégataire fait son affaire des relations avec l'ensemble des gestionnaires des domaines publics et privés concernés ;
- pour l'activation du Réseau, le Délégataire met en œuvre les équipements et systèmes nécessaires à la fourniture de services activés auprès des Usagers. Pour cela, il prendra en charge leur fourniture, leur installation et leur configuration conformément à l'état de l'art.
- il assure également la réception du Réseau, ainsi que la réalisation des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) dont la remise au format SIG sera conforme au modèle GRACE THD.

Les spécifications et conditions techniques de réalisation du Réseau sont détaillées en Annexe 2.2 (Réalisation des travaux) de la présente Convention.

Le Délégataire doit veiller à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure de le justifier en cours d'exécution de la Convention, sur simple demande du Délégant.

Le Délégataire s'engage dans une politique de développement durable au travers de l'exécution de la Convention permettant de limiter l'empreinte carbone du projet.

Le Délégataire s'assure de promouvoir une politique d'entreprise responsable auprès de ses salariés voire d'entamer ou de consolider une démarche de responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Article 21 : RECEPTION DU RESEAU ETABLI SOUS LA MAITRISE D'OUVRAGE DU DELEGATAIRE ET REMISE DU DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

La procédure de réception a pour objectif de vérifier le bon fonctionnement des éléments du Réseau dont le Délégataire est le maître d'ouvrage et en particulier de mesurer la réalisation des objectifs fixés par la Convention aux prescriptions techniques de la présente Convention et de ses Annexes.

L'ensemble de la procédure de réception du Réseau ainsi que le descriptif des éléments à remettre au Délégant sont précisés en Annexe 2.3 (Contrôle et réception du réseau).

Le Délégataire prend à sa charge l'ensemble des coûts résultant pour lui de la procédure de réception décrite à l'Annexe 2.3 (Contrôle et réception du réseau).

La livraison contient une phase de recette générale du Réseau.

A l'issue de chaque phase de construction du Réseau, le Délégataire procèdera à la recette desdites BLOM, à savoir pour chaque Zone arrière de NRO, ou une ou plusieurs Zones-arrières de SRO.

Une fois les travaux réalisés, et avant de convoquer le Délégant, le Délégataire devra contrôler et constituer les dossiers de mesures qu'il remettra au Syndicat avant la recette :

- Réseau de collecte : 100% des fibres déployées
- Réseau de transport : 100% des fibres déployées
- Réseau de distribution : 100% des PBO posés dans les conditions définies à l'Annexe 2.3 (Contrôle et réception du réseau).

Le Département sera invité par le Délégataire à assister à ces opérations de recette. La participation du Département a pour objet de s'assurer de la conformité desdites études aux engagements contractuels, aux modalités de déploiement et aux règles de l'art. Le Département pourra se faire accompagner d'un ou plusieurs tiers public et/ou privé pour participer à ses opérations de réception, voire pourra se faire représenter par ce ou ces tiers.

La conformité des études et travaux aux engagements contractuels reste de la responsabilité du Délégataire qui ne saurait rechercher celle du Délégant à ce titre et ne saurait être une cause exonératoire de paiement de pénalités relatives au déploiement du Réseau.

La participation ou l'absence du Délégant aux opérations de recettes réalisées conformément au processus décrit à l'Annexe 2.3 (Contrôle et réception du réseau), ainsi que ses éventuelles observations faites ou non lors de ses opérations dans les conditions prévues à cette Annexe ne saurait valoir un quelconque acquiescement de sa part à la conformité des travaux. Ces mêmes circonstances ne sauraient *a fortiori* être de nature à engager même partiellement la responsabilité du Délégant quant à la conformité des travaux avec les stipulations contractuelles, dispositions législatives et réglementaires et règles de l'art applicables et ne saurait être une cause exonératoire de paiement de pénalités relatives au déploiement du Réseau.

Les procédures de tests et d'inspection visuelle à conduire par le Délégataire pour les différents éléments du Réseau sont détaillés en Annexe 2.3 (Contrôle et réception du réseau).

Le Délégataire fournira au Délégant, à l'issue de la recette, un dossier des ouvrages exécutés comprenant notamment :

- les procès-verbaux de réception signés avec les différents corps d'état, et propriétaires de réseaux le cas échéant ;
- la valeur des ouvrages exécutés dans le bilan de la société *ad hoc* ;
- l'intégralité des plans de récolement du Réseau ; lesquels devront permettre de repérer sans ambiguïté les éléments structurants des BLOM (chambres techniques, locaux techniques, fourreaux et câbles, relevé d'alvéoles et de masques, boîtiers de protection des épissures et PBO) ;
- les bilans des mesures optiques ;

- l'ensemble des tables constitutives du modèle conceptuel de données modélisant l'ensemble du Réseau pour permettre sa représentation dans un Système d'Information Géographique et ce dans le respect du modèle GRACE THD ;
- les conditions de gestion, d'exploitation, et de maintenance correspondantes.

Le contenu des DOE remis par élément du Réseau ainsi que les modalités d'approbation de ces DOE par le Délégrant de même que la procédure de Recette définitive du Réseau, sont détaillés en Annexe 2.3 (Contrôle et réception du réseau) de la présente Convention.

Les différents éléments du Réseau faisant l'objet d'un DOE sont les suivants :

- Nœuds de Raccordement Optique
- Transport NRO-SRO
- Desserte SRO + zone-arrière SRO
- Immeuble
- Activation

TITRE IV : EXPLOITATION DU RESEAU

Article 22 : PRINCIPES GENERAUX ET D'EXPLOITATION

L'exploitation sera réalisée de manière homogène à la fois pour les éléments de réseau déployés par le Délégataire (volet concessif) mais aussi pour ceux déployés par le Délégant (volet affermé).

Le Délégataire exploitera le Réseau en fournissant les Services aux Usagers sous sa responsabilité et à ses frais et risques.

Le Délégataire a la charge de l'exploitation technique du Réseau et met en œuvre notamment l'organisation et les moyens humains nécessaires, les outils de supervision, les procédures de maintenance préventive et curative, le Raccordement final des Usagers, les méthodes de mesure de la disponibilité du Réseau par type de service et les rapports sur la qualité de service. Il assumera également l'ensemble des charges relatives à l'entretien, la maintenance et la réparation du Réseau.

Le Délégataire a la charge également de la commercialisation des Services fournis par le Réseau, mettant en œuvre les moyens techniques et humains correspondants. Il a notamment pour responsabilité de proposer et de faire valider par le Délégant un catalogue de Services détaillé et consultable par tout Usager potentiel qui en ferait la demande.

Ce catalogue décrit le plus précisément possible les Services proposés aux Usagers, leurs tarifs ainsi que leurs conditions générales et particulières. Le Délégataire devra être en mesure d'offrir des Services aux Opérateurs et Utilisateurs de réseaux indépendants dès la mise en service du Réseau, dans le respect des délais tels que stipulés à l'Annexe 3.2 (Engagements de Qualité de Service).

Le Délégataire faisant son affaire du respect des objectifs de commercialisation des services offerts par le Réseau tels que définis en Annexe 7, la non-réalisation de ces derniers ne peut conduire au versement d'une Participation publique par le Délégant.

Les missions d'exploitation commerciale du Réseau comprennent notamment la conception et la réalisation des Raccordements finals sur l'ensemble du Réseau, ainsi que leur financement, dans les conditions fixées à l'Article 29 de la présente Convention.

Article 23 : GESTION COMMERCIALE DU RESEAU

L'exploitation commerciale du Réseau consiste à :

- Définir, en accord avec le Délégant, un catalogue de services et une grille tarifaire adaptés aux caractéristiques du territoire et permettant aux Usagers de proposer aux Utilisateurs finaux (résidentiels, professionnels) des services compatibles avec les tarifs actuellement pratiqués pour les services haut débit. Le catalogue de services devra par ailleurs comprendre un service FttE destiné aux professionnels ;
- Gérer la relation avec les Usagers : prospection, contractualisation, facturation recouvrement.

Les Services sont fournis aux Usagers du Réseau dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires.

Le Délégataire est particulièrement vigilant dans la définition des Services proposés à permettre à tout Opérateur fournisseur de services, national ou local, quel que soit le segment du marché des communications électroniques sur lequel il intervient (gros, détail et/ou pour les particuliers ou les professionnels, ...), de s'y raccorder, en écartant toute condition technique de nature à constituer une barrière à l'entrée.

La stratégie de commercialisation est détaillée en Annexe 6.1 (Volet commercial) de la présente Convention.

23.1. SERVICES FOURNIS AUX USAGERS

Le Délégataire fournit aux Usagers du Réseau les Services énumérés ci-après, dont les caractéristiques techniques et tarifaires sont détaillées en Annexe 6.2 (Catalogue de services), dans le respect des principes de l'Article 23.

Le Délégataire fournit les Services suivants :

- Services de mise à disposition de fibre passive mutualisée et dédiée (FON, FttH, FttE) ;
- services de mise à disposition de fibre activée mutualisée et dédiée (FttH, FttE,...) ;
- services d'hébergement ;
- prestation de réalisation de raccordement ;
- services aux utilisateurs de réseaux indépendants, notamment de Groupements Fermés d'Utilisateurs (GFU).

Dans un délai de six (6) mois à compter de l'entrée en vigueur de la Convention, les Parties s'engagent à se rencontrer dans le cadre de l'Article 52 pour définir les conditions de mise en place d'une offre de fibres dédiées aux acteurs publics du territoire, en ce compris les contreparties associées à la mise en place de conditions tarifaires spécifiques.

Le catalogue de Services, en Annexe 6.2 (Catalogue de services) de la présente Convention comprend pour chacun des Services proposés les informations suivantes :

- Délai de mise en service,
- Qualité de service, pouvant s'exprimer par la garantie de temps d'intervention, la garantie de temps de rétablissement, la disponibilité annuelle...
- Conditions tarifaires, pouvant comprendre des frais d'accès au service, une redevance mensuelle ou annuelle récurrente, des versements au titre de droits d'usage longue durée (IRU), et tout autre frais prévu dans les grilles tarifaires des différents services.

Les modalités d'évolution des Services proposés sont détaillées en Annexe 6.1 (Volet commercial).

23.2. MODALITES DE FOURNITURE DES SERVICES AUX USAGERS

Le Délégataire est responsable de la gestion commerciale du Réseau auprès des Usagers ainsi que de sa promotion (marketing et publicité). Les obligations du Délégataire et les procédures de traitement des demandes des Usagers, sont reprises et détaillées en Annexe [6.1 (Volet commercial)] dans le respect des principes décrits ci-dessous.

La consistance, les niveaux de qualités de Services et les modalités de délivrance (délais, spécifications techniques) de chacun des Services sont détaillés au Catalogue de Services figurant en Annexe 6.2 (Catalogue de services).

Afin de proposer des services répondant aux besoins des Usagers du Réseau et de s'adapter aux évolutions technologiques, le Délégataire a en charge de faire évoluer régulièrement son catalogue de services conformément à la réglementation en vigueur et au principe de cohérence des réseaux d'initiative publique et sous réserve de l'accord préalable du Délégant sur les modalités techniques et tarifaires.

Il est rappelé que conformément à la réglementation et à la décision de l'ARCEP n°2010-1312, le Délégataire ne peut commencer la mise en service commerciale de ces Zones-arrières de NRO qu'après un gel de trois mois en vertu d'un principe de non-discrimination et ce à compter de la date d'envoi du compte-rendu de mise à disposition du Point de mutualisation tel que prévu à l'Annexe 6.1 (Volet commercial).

Le Délégataire a la charge de la gestion commerciale du Réseau auprès des Usagers. Pour cela, il met en place et applique les processus suivants.

23.2.1. La prise en compte des demandes des Usagers

Le Délégataire fournira les Services à tout Usager ou prospect qui en fera la demande. Il s'engagera à ce que les Usagers puissent bénéficier sur l'ensemble du Réseau des Services dans des conditions techniques et financières non discriminatoires, quel que soit l'Usager et sa localisation. Il veillera à proposer dans la mesure du possible les solutions les plus optimales.

Par ailleurs, le Délégataire s'engage à répondre à toute demande commerciale effectuée par un prospect même si cette dernière doit faire l'objet d'une offre sur mesure. Aussi, dans tous les cas, le Délégataire s'engage à réaliser une proposition commerciale dans un délai qui ne saurait dépasser un délai d'une (1) semaine pour les propositions ne nécessitant pas d'études sur des travaux complémentaires, et de deux (2) semaines pour les propositions nécessitant une étude sur des travaux complémentaires.

23.2.2. L'activation et la validation des Services auprès des Usagers

Le Délégataire devra mettre en place et appliquer le processus d'activation d'un Usager, de la prise de commande jusqu'à la recette issue du Service délivré. Il aura également la charge du traitement des réclamations des Usagers.

23.2.3. Le transfert d'informations opérationnelles auprès des Usagers

Le Délégataire devra mettre en place une politique de rapport et de fourniture de statistiques auprès des Usagers du Réseau.

Ce transfert d'informations permettra aux Usagers du Réseau de disposer d'informations quantitatives et qualitatives sur les Services délivrés, à savoir :

- les indicateurs de mesure de la qualité du Service ;
- le suivi du maintien opérationnel ;
- le suivi de l'activation des Services ;
- les rapports d'incidents constatés.

L'ensemble de ces données, ainsi que le catalogue de Services devront être disponibles en ligne pour les Usagers depuis un site internet. En particulier, le Délégataire informera préalablement le Délégant de toute mesure de suspension d'un Service auprès d'un Usager.

23.3. GESTION DE LA RELATION COMMERCIALE

Les ressources humaines mises en œuvre par le Délégataire pour commercialiser les Services figurent en Annexe 5.2 (Organisation et moyens d'exploitation).

Le Délégataire prend en charge la communication commerciale relative à la promotion du Réseau et des Services, décrite à l'Annexe 6.1 (Volet commercial), sans préjudice des actions menées dans le cadre de l'Article 53 de la présente Convention.

Article 24 : TARIFICATION

Les tarifs appliqués par le Délégataire aux Usagers dans le cadre des contrats de Services doivent être établis de manière transparente, objective, non discriminatoire et assurant l'égalité de traitement des Usagers devant le service public et dans le respect des obligations réglementaires pesant sur le Délégataire, en particulier s'agissant des lignes directrices arrêtées par l'ARCEP en application du VI de l'article L.1425-1 du CGCT. Ces tarifs devront être identiques sur l'ensemble du territoire du Délégant.

Ces tarifs couvrent les coûts d'établissement, y compris les frais financiers associés, et les coûts d'exploitation, maintenance et renouvellement du Réseau.

La politique tarifaire est de la compétence du Délégant, sur proposition du Concessionnaire.

Le Délégant communiquera à l'ARCEP les modifications des conditions tarifaires, au moins deux mois avant leur entrée en vigueur, ainsi que l'ensemble des éléments comptables demandés dans les lignes directrices portant sur les conditions tarifaires d'accès aux réseaux d'initiative publique à très haut débit en fibre optique permettant de desservir un utilisateur final, adoptées par l'ARCEP en application du VI de l'article L.1425-1 du Code général des collectivités territoriales.

Le Délégataire fournit au Délégant les éléments demandés par l'ARCEP au format requis.

Les tarifs seront révisés, en tant que de besoin, à la demande du Délégant, en cas d'observations de l'ARCEP sur les tarifs communiqués ou de mises à jour des lignes directrices susvisées.

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques, techniques et fiscales, notamment de la volatilité du marché des communications électroniques et afin de préserver l'équilibre financier de la Convention, la grille des tarifs peut être révisée à tout moment par avenant, à la hausse ou à la baisse, avec l'accord du Délégant sur production par le Délégataire des justifications raisonnablement nécessaires tels que les propositions de

modification du catalogue de services et des modalités de fourniture des services concernés, l'analyse de l'impact sur le plan d'affaires, le « benchmark » avec les offres disponibles sur le territoire du Délégant ou sur des territoires équivalents.

La grille des tarifs est insérée à l'Annexe 6.2 (Catalogue de services).

Par dérogation à l'alinéa précédent et après accord du Comité de suivi, le Délégataire est autorisé à pratiquer des tarifs promotionnels pour une durée maximale de six (6) mois, sous réserve du respect des lignes directrices de l'ARCEP visées au 1er alinéa du présent Article. Tout maintien de ces tarifs au-delà de ce délai doit faire l'objet d'un avenant.

En cas d'intervention de dispositions réglementaires permettant de préciser les conditions d'octroi de rabais aux Usagers, les Parties se rencontreront afin de déterminer les rabais susceptibles d'être accordés par le Délégataire, les conditions de leur mise en place, ainsi que, le cas échéant, le règlement financier à mettre en place entre le Délégant et le Délégataire.

Article 25 : EXPLOITATION TECHNIQUE ET SUPERVISION DU RESEAU

Le Délégataire s'engage à assurer le bon fonctionnement du Réseau et à mettre en place les moyens techniques et humains nécessaires pour assurer la maintenance préventive et curative, la gestion et la supervision du Réseau dans les conditions de l'Annexe 4.1 (Exploitation et maintenance).

Le Délégataire assure une supervision 24h/24 du Réseau et une astreinte technique 24h/24. Il met à disposition des Usagers un accès ouvert 24h/24 et un numéro de téléphone leur permettant de signaler les incidents et d'avoir les informations relatives au suivi de ces incidents.

Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour l'exploitation et la supervision ainsi que les procédures d'intervention et d'escalade prévues en cas d'incident sont détaillées en Annexe 5.2 (Organisation et moyens d'exploitation).

Le Délégataire s'engage à informer le Délégant, immédiatement et par tout moyen, dès la survenance de tout incident critique.

Par ailleurs, le Délégataire met à disposition du Délégant un accès web à son système d'information pour lui permettre de consulter les informations relatives à l'exploitation et la supervision du Réseau.

25.1. INDICATEURS DE SUIVI DE QUALITÉ

Le Délégataire s'engage au respect des indicateurs de qualité de service du Réseau listés à l'Annexe 3.2 (Engagements de qualité de service).

25.2. DOCUMENTATION

L'ensemble des données relatives au tracé et au dimensionnement du Réseau est regroupé dans un système d'information géographique (SIG) exploité par le Délégataire mis à jour tout au long de l'exécution de la Convention.

Les données devront pouvoir être exportées et exploitables dans le logiciel SIG utilisé par le Délégrant conformément au formalisme de l'Annexe 5.1 (Descriptif du système d'information).

L'ensemble des plans (plans de Réseau, des bâtiments techniques, de l'architecture du Réseau) doivent également être constamment à jour.

Article 26 : ENTRETIEN, MAINTENANCE ET REPARATION DU RESEAU

26.1. LES OPERATIONS DE MAINTENANCE

Le Déléataire réalisera sous sa responsabilité et à ses frais les opérations de maintenance du Réseau dans les conditions définies ci-après, et décrites à l'Annexe 4.1 (Exploitation et maintenance).

26.1.1. Maintenance préventive

La maintenance préventive a pour but de garantir, sans interruption de Service, les performances et les qualités techniques du Réseau, afin d'assurer le bon fonctionnement et la pérennité dudit Réseau. Elle consiste dans un contrôle régulier des éléments constitutifs du Réseau pour prévenir les incidents susceptibles de survenir, ainsi que les relations avec les entreprises de bâtiment et de travaux publics intervenant à proximité immédiate du Réseau, en particulier dans le cadre des réponses aux déclarations de projet de travaux (DT) et déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

La maintenance préventive comprend, en particulier, la main-d'œuvre et le remplacement des équipements défectueux et la tenue à jour d'une documentation de maintenance composée de l'inventaire des éléments du Réseau et des capacités, du planning des interventions, et d'un journal de bord intégrant notamment les comptes-rendus des actions menées et les observations faites lors des interventions.

La maintenance préventive comprend également :

- la supervision, c'est-à-dire des systèmes d'alarme permettant de repérer des dysfonctionnements avant qu'ils n'aient eu d'incidences sur le Service, et
- la télégestion, c'est-à-dire la possibilité d'intervenir, d'effectuer des tests ou de paramétrer des configurations à distance.

Le contenu et la périodicité des tâches de maintenance préventive sont précisés en Annexe 4.1 (Exploitation et maintenance).

Le Déléataire est garant vis-à-vis du Délégrant et des Usagers de la qualité de Service du Réseau. A ce titre, le Déléataire s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur sur les différents sites ou emprises où il intervient et en particulier les dispositions des articles L. 554-1 à L. 554-5 et R. 554-1 à R. 554-9 du code de l'environnement.

Le Déléataire donne accès à l'ensemble de cette documentation au Délégrant ou aux organismes de contrôle désignés par le Délégrant.

Les interventions de maintenance préventive sont réalisées par le Déléataire ou ses commettants en prenant toutes les dispositions possibles pour limiter les interruptions des Services exploités par les Usagers.

Dans le cas d'une maintenance préventive susceptible de perturber les Services, le Déléataire devra prévenir les Usagers dans un délai suffisant, stipulé par les contrats avec les Usagers, et prendre toutes les dispositions possibles pour limiter les interruptions de Services et en minimiser les impacts.

26.1.2. Maintenance curative et travaux programmés

La maintenance curative porte sur le rétablissement du Réseau dans les meilleurs délais suite à un incident, conformément à l'Annexe 4.1 (Exploitation et maintenance).

Dès l'apparition d'un défaut, d'une anomalie ou d'un événement engendrant une interruption et/ou une suspension de la fourniture des Services, le Déléataire s'engage à mettre en œuvre une procédure de résolution.

Le Déléataire s'engage à intervenir dans un délai maximum d'intervention sur site conformément aux engagements pris à l'Annexe 6.2 (Catalogue de services), quelles que soient l'heure et la date pendant lesquelles intervient le défaut, suivant l'apparition de l'incident (défaut, anomalie, événement) lorsque cet incident a entraîné une interruption de Service, afin de rétablir le Service impacté (réparation de l'équipement technique, de l'aménagement ou du matériel à l'origine de l'incident ou fourniture d'une solution de remplacement ou de contournement).

Le rétablissement du ou des Services impactés doit s'effectuer quelles que soient l'heure et la date pendant lesquelles intervient le défaut dans un délai maximal de temps de rétablissement, à compter de l'apparition de l'incident.

Dans le cas d'une réparation provisoire, le rétablissement définitif de la liaison s'effectuera dans les meilleurs délais, éventuellement avec l'aide de sous-traitants spécialisés.

Le Déléataire fait son affaire de la disponibilité des stocks de matériels nécessaires au maintien en condition opérationnel du Réseau.

26.1.3. Mutualisation des opérations de maintenance

Dans le but de réduire les coûts de maintenance, le Déléataire s'engage à prendre contact avec les Opérateurs concernés, en vue d'une réalisation conjointe des prestations correspondantes, pour autant qu'une telle mutualisation ne soit pas de nature à nuire à la qualité des prestations et/ou à affecter la bonne continuité du service public.

L'hypothèse d'une telle mutualisation avec un ou plusieurs Actionnaires de la société Déléataire est envisageable sous réserve du respect des stipulations de l'Article 38.4 de la Convention.

26.2. SUPERVISION DU RESEAU

Le Déléataire s'engage à mettre en place les moyens techniques et humains nécessaires pour assurer la gestion et la supervision du Réseau.

Ces moyens sont détaillés en Annexe 5.2 (Organisation et moyens d'exploitation) à la présente Convention.

26.3. SYSTEME D'INFORMATION

Le Délégataire met en place au plus tard trois (3) mois à compter de la notification de la Convention, un système d'information permettant d'assurer les missions de supervision et exploitation du Réseau, conformément à l'Annexe 5.1 (Description du système d'information).

26.4. GROS ENTRETIEN RENOUVELLEMENT (GER)

Le Délégataire prendra à sa charge, pendant toute la durée de la présente Convention, les dépenses de gros entretien renouvellement du Réseau qu'il a déployé ou qu'il s'est vu mettre à disposition, ainsi que toute intervention qu'il jugera nécessaire au maintien de l'attractivité et de la performance du Réseau.

Le Délégataire identifiera, dans son rapport annuel d'activités, les actions menées à ce titre, dans le cadre d'un inventaire distinct des interventions de maintenance préventive, curative, et de gros entretien-renouvellement.

Les dépenses effectives de gros entretien renouvellement engagées par le Délégataire sont constituées de charges de personnel, de sous-traitance, d'achats de fournitures, et de frais de structure. Les dépenses par opération sont justifiées soit par une facture, soit par un détail du temps passé par le personnel intervenant sur cette opération valorisé en fonction du coût de ce personnel.

Toutes les opérations de gros entretien renouvellement à la charge du Délégataire sont exécutées dès constat du défaut, sans préjudice des recours éventuels contre les auteurs de ces dégâts.

Enfin, afin de s'assurer du maintien de la qualité effective du Réseau dans le temps, il sera procédé aux frais du Délégataire définis à l'Article 29.3 à deux (2) audits indépendants :

- dix (10) ans après l'entrée en vigueur de la Convention, cet audit permettra d'éclairer les Parties sur le programme de Gros Entretien et Renouvellement et aux travaux à conduire par le Délégataire. En conformité avec les lignes directrices de l'ARCEP s'agissant de la tarification des réseaux d'initiative publique FttH et en particulier du montant du droit de renouvellement des offres de cofinancement, cet audit pourra ainsi permettre au Délégataire de répondre aux attentes de l'ARCEP qui estime « que le montant exact devrait être déterminé, dès que possible dans la vie du réseau et en règle générale au moins dix ans avant l'échéance des droits » ;
- vingt (20) ans après l'entrée en vigueur de la Convention, cet audit permettra de déterminer précisément le programme de remise en état du réseau, et de redimensionner le niveau de la garantie de remise en état, pour les dernières années de la Convention.

Le contenu du cahier des charges de ces deux audits sera précisé par le Délégant au Délégataire, en cours d'exécution de la Convention,

Afin de rendre opposable cet audit, l'Article 42 fixe une pénalité applicable en cas de retard dans la mise en œuvre des préconisations de l'audit.

26.5. GESTION DE L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Délégué prend en charge les tâches liées à l'occupation du domaine public par le Réseau, notamment le traitement des Déclaration de projet de travaux (DT) et les déclarations d'intentions de commencement de travaux (DICT) qui pourraient impacter le Réseau afin que celui-ci soit préservé de toute dégradation.

Article 27 : EVOLUTION DU RESEAU

Pendant toute la durée de la Convention, le Délégué est tenu, de sa propre initiative, de définir et mettre en œuvre les mesures destinées à faire évoluer le Réseau en vue de satisfaire au mieux et en permanence les besoins des Usagers, et à ce titre de s'adapter aux évolutions technologiques et/ou réglementaires qui surviendraient et qui sont nécessaires au bon fonctionnement du Réseau.

27.1. INVESTISSEMENTS DE MISE A NIVEAU ET INVESTISSEMENTS DE MODIFICATION STRUCTURELLE

Dans un souci d'adaptation du service public et dans la limite où les interventions nécessaires porteraient atteinte à l'équilibre économique de la Convention le Délégué s'engage, pendant toute la durée de la Convention, à garantir la qualité de Service du Réseau par l'optimisation de celui-ci.

Pour ce faire, il s'engage à mettre en œuvre :

- toutes les actions de mise à niveau du Réseau pendant toute la durée de la Convention et qui sont nécessaires au bon fonctionnement du Réseau conformément à l'Article 10. Les coûts correspondant à la mise à niveau sont à la charge du Délégué ;
- les actions structurelles de modernisation rendues nécessaires par les évolutions technologiques significatives. Si de telles actions deviennent nécessaires, les Parties se rencontrent pour définir les modalités financières de mise en œuvre de ces actions.

27.2. INTEGRATION DES NOUVEAUX LOGEMENTS

Le Délégué prendra à sa charge les investissements liés à l'intégration des nouveaux Logements, afin de les rendre Raccordables conformément aux modalités décrites en Annexe 4.1 (Exploitation et maintenance).

Le Délégué a l'obligation de réaliser, pendant toute la durée de la Convention, les opérations de densification du Réseau de toute nouvelle prise à construire dans le périmètre des zones-arrières NRO. Le Délégué tient compte des obligations s'imposant aux propriétaires dans le cadre des dépôts de permis de construire.

Pour cela, le Délégué a recours aux infrastructures de fourreaux, voire de fibre optique, mises en place par les aménageurs, lotisseurs ou collectivités lors des aménagements ce qui permettra d'identifier en amont le PM de rattachement de cette nouvelle zone ou l'opportunité de créer un nouveau PM.

27.3. GARANTIE DE RESERVE DE CAPACITE

Afin de satisfaire toute demande d'un Usager et à l'intégration de nouveaux Logements, le Délégataire applique le dimensionnement des différents éléments du Réseau décrit en Annexe 2.1 (Règles d'ingénierie de l'infrastructure passive et Conception du réseau), notamment pour les usages FttE.

Le Délégataire rend compte de manière trimestrielle au Délégant du niveau d'occupation des différents éléments du Réseau, de l'éventuelle atteinte des seuils d'alerte et des extensions de capacités planifiées.

Avant que cette réserve de capacité ne soit épuisée, le Délégataire prend, à ses frais, toutes les mesures nécessaires qui permettront de garantir la disponibilité des Services commercialisés (nouvelles fibres optiques, nouveaux équipements actifs, nouveaux espaces d'hébergement, disponibilité d'espace en fourreaux propres au Délégataire), conformément aux obligations de l'Article 26.2.

Le Délégataire devra tenir à jour un référentiel qui sera le support indispensable aux opérations d'exploitation du Réseau. Il sera en particulier utilisé pour consulter la capacité disponible au niveau de chaque élément du Réseau et l'état des Services fournis aux Usagers. Il devra permettre également l'allocation des ressources physiques (fibres optiques, connectique, espace...).

L'administration de ce référentiel comprend notamment les procédures de sauvegarde et de restauration du référentiel.

Le Délégataire procédera à la mise à jour de ces éléments au sein des tableaux de bord du trimestre suivant ces opérations de reconstitution des réserves de capacité.

27.4. GARANTIE DE PERFORMANCE DU RESEAU

Le Délégataire a l'obligation de faire évoluer sur un plan technologique le Réseau de façon à maintenir à tout instant le Réseau à un niveau de performance conforme à l'état de l'art en vigueur en matière de communications électroniques.

27.5. ADAPTABILITE DU RESEAU ET DES SERVICES

Afin de proposer des Services répondant aux besoins des Usagers du Réseau et de s'adapter aux évolutions technologiques, le Délégataire a en charge de faire évoluer régulièrement son catalogue de Services, conformément à la réglementation en vigueur et au principe de cohérence des réseaux d'initiative publique et sous réserve de l'accord préalable du Délégant sur les modalités techniques et financières de ces nouveaux Services.

Article 28 : DEVOIEMENTS – ENFOUISSEMENT – MODIFICATION DES OUVRAGES

28.1. DEVOIEMENTS

Les conditions de déplacement d'ouvrages du Réseau sont fixées par les gestionnaires de domaine ou d'infrastructures ou de superstructures concernés dans le respect des règles en vigueur.

Dans le cas où, après construction du Réseau par le Délégataire, une modification de son tracé ou un déplacement partiel ou total serait imposé par un gestionnaire de domaine ou d'infrastructures ou de superstructures empruntés par le Réseau, ou une autre autorité publique, le Délégataire sera tenu de procéder au déplacement, au dévoiement et/ou à l'enfouissement en résultant dans la mesure où ces opérations sont effectuées dans l'intérêt du domaine public et sont conformes à sa destination.

Le Délégataire fera son affaire des coûts de déplacement engendrés ainsi qu'il suit : tout génie civil nécessaire, fourniture de la fibre, de la chambre de tirage, du fourreau, le raccordement, l'activation et l'exploitation. Dans cette hypothèse, le Délégataire fera ses meilleurs efforts pour garantir la continuité de l'exploitation des Services objet de la Convention.

28.2. ENFOUISSEMENTS

Le Délégataire devra participer aux opérations d'enfouissement coordonnées lancées par les autres gestionnaires d'infrastructures lorsqu'elles permettent d'enfouir des tronçons du Réseau déployés sur des infrastructures aériennes.

Le Délégataire proposera également aux autres gestionnaires des programmes d'enfouissement à son initiative sur les principaux segments de réseau déployés en aérien.

Sous réserve d'un bouleversement de l'économie générale du Contrat, les frais d'enfouissement du Réseau sont intégralement à la charge du Délégataire ; ils pourront faire l'objet d'une refacturation aux opérateurs cofinanceurs ; ceci au prorata de leur niveau de cofinancement.

28.3. CONCERTATION DEDIEE

Dans un souci d'anticipation, de priorisation et de programmation effective des travaux de dévoiement ou d'enfouissement, le Délégant engage à informer le Délégataire de l'adoption de toute opération et travaux d'intérêt public en cours et à venir sur le territoire et qui viendrait impacter l'exécution de ses Missions et à lui transmettre les informations y afférentes.

Le Délégataire s'engage en outre à faire ses meilleurs efforts pour se rapprocher des acteurs du territoire pour s'articuler avec les réseaux existants et les projets à venir afin de prévenir les travaux d'enfouissement et de dévoiement à réaliser.

Ces informations seront transmises dans le cadre du Comité de suivi prévu à l'Article 41 ou sur initiative du Délégant de sorte à permettre une meilleure coordination entre le Délégataire et les cocontractants du Département et à mobiliser les moyens techniques et financiers nécessaires à la réalisation de ces opérations.

TITRE V: DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 29 : ECONOMIE GENERALE DE LA CONVENTION DE DÉLÉGATION

29.1. REMUNERATION

La rémunération du Déléгатaire est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du Service et sera constituée des recettes liées à la fourniture des Services aux Opérateurs et Utilisateurs de réseaux indépendants, au sens du premier alinéa du I de l'article L. 1425-1 du CGCT, qui constitueront les Usagers du Réseau et de l'ensemble des Services mentionnés à l'Article 23.1 ci-dessus.

Ces recettes seront calculées sur la base des tarifs prévus dans la présente Convention, après application, le cas échéant, d'une formule d'indexation de ces tarifs. La grille tarifaire est publique et comprend une description complète du prix de toutes les offres du Service offert sur le Réseau. Les tarifs respecteront l'égalité de traitement des Usagers devant le service public objet de la présente Convention.

Les recettes prévisionnelles tirées de l'exploitation du Réseau de communications électroniques sont réputées permettre au Déléгатaire d'assurer son équilibre économique, sur la base du Plan d'affaires présenté en Annexe 7.

L'ensemble des recettes et des dépenses relatives à la conception, à la construction, au financement et à l'exploitation du Réseau est retracé dans une comptabilité séparée, laquelle correspond à celle de la société « ad hoc » dédiée à la délégation.

29.2. CHARGES D'EXPLOITATION

Le Déléгатaire supportera l'ensemble des charges relatives à la gestion du service public délégué.

Il prendra notamment à sa charge les coûts de mise à disposition auprès des propriétaires ou gestionnaires des infrastructures et/ou réseaux de communications électroniques qu'il utilisera dans le cadre de la présente Convention.

De plus, il devra prendre en compte les éventuelles charges liées aux redevances d'occupation ou aux loyers des domaines publics et privés dans lesquels le Réseau projeté pourra être implanté. Le Déléгатaire prend à sa charge les coûts de location ou droits d'usage auprès des propriétaires ou gestionnaires de ces infrastructures et/ou réseaux (notamment s'agissant du recours aux infrastructures de génie civil d'Orange).

Lorsque des ouvrages doivent être implantés sur ou sous des propriétés privées, le Déléгатaire fait son affaire de l'obtention des conventions de servitudes nécessaires. Les indemnités dues au titre des servitudes sont à la charge du Déléгатaire.

L'ensemble des charges d'entretien, réparations, travaux, gros entretien, grosses réparations, déplacements, mises à niveau et le cas échéant de renouvellement du Réseau existant et de son prolongement sont à la charge du Déléгатaire.

Par ailleurs, concernant les modalités d'utilisation des fourreaux d'Orange (en application de la décision n° 2014-0733), il est entendu entre les Parties, dans l'hypothèse où le prix maximum

d'utilisation des fourreaux d'Orange se ferait dans des conditions économiques plus défavorables que celles détaillées en Annexes 7, l'écart sera à la charge du Déléataire.

D'autre part, s'agissant des dépenses réelles d'assistance générale (identifiées dans le plan d'affaires prévisionnel figurant en Annexe 7 en tant que « prestations avec les sociétés du groupe »), celles-ci devront être précisément justifiées par des prestations rendues et leur évaluation devra être raisonnable.

29.3. REDEVANCES

Le Déléataire est également tenu de verser une redevance annuelle pour participer aux dépenses de gestion et de contrôle d'exécution de la Convention engagées par le Déléant conformément à l'Article 39 de la présente Convention.

A ce titre, le Déléataire versera annuellement au Déléant une redevance forfaitaire de cinquante mille (50.000) euros par an.

Celle-ci sera portée à :

- Cent mille (100.000) euros par an pour les quatre premières années suivant l'entrée en vigueur de la Convention de DSP et de l'affermissement de la tranche optionnelle 1
- Cent mille (100.000) euros par an pour les trois dernières années précédant le terme normal de la Convention de DSP ;

Par ailleurs, un montant de cent mille (100.000 €) est dû par le Déléataire respectivement en années 10 et 27 de la Convention pour la réalisation de deux audits Réseau prévus à l'Article 26. 4.

Ces sommes seront versées au plus tard le 31 mars de chaque exercice. A cet effet, le Déléant émettra un titre de recettes au moins quarante-cinq (45) jours avant.

La redevance de contrôle est exonérée de TVA.

La redevance de contrôle due par le Concessionnaire au Syndicat sera révisée annuellement à la date anniversaire de versement selon la formule suivante :

$$R = R_0 \frac{I}{I_0}$$

Où :

R_0 = montant de la redevance de contrôle.

R = montant révisé de la redevance de contrôle

I_0 = dernier indice SYNTEC publié à la date d'entrée en vigueur de la Convention

I = dernier indice SYNTEC publié à la date de révision.

29.4. AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

A l'exception des investissements réalisés les cinq (5) dernières années précédant le terme normal de la Convention, qui doivent être dûment approuvés au préalable par le Déléant, les biens de retours tels que définis à l'Article 5.1 devront avoir été intégralement amortis au terme normal de la présente Convention. Le cas échéant, la durée d'amortissement des immobilisations sera ajustée sur la durée résiduelle de la présente Convention.

Si une subvention est accordée à un ensemble d'immobilisations, cette subvention doit en principe être affectée proportionnellement aux différents biens concernés. Les différentes quotes-parts de subventions seront ensuite reprises selon la durée et le rythme des immobilisations correspondantes.

Les biens de reprise et les biens propres tels que définis aux Articles 5.2 et 5.3, pourront déroger au principe d'amortissement de caducité pour les investissements qui seraient engagés par le Déléгатaire à compter du vingtième exercice de la Convention.

Ces biens seront susceptibles d'être amortis sur une durée supérieure à la durée résiduelle de la Convention. Il est convenu entre les Parties que :

- le Déléгатaire sollicitera l'accord exprès du Déléгатant pour engager ces investissements, en lui indiquant la consistance des biens, leur durée d'amortissement et leur valeur nette comptable prévisionnelle au terme de la Convention ;
- le Déléгатant dispose d'un délai de deux (2) mois pour répondre à la sollicitation du Déléгатaire ;
- dans l'hypothèse d'une réponse positive du Déléгатant, le Déléгатaire aura droit, en fin de Convention, au remboursement de la valeur nette comptable correspondant à ces investissements sous réserve que le délégant exerce alors sa faculté de reprise sur ces biens.

Pendant toute la durée de la Convention, le Déléгатaire constitue chaque année les provisions pour risque et charge conformément à la législation en vigueur.

29.5. REGIME APPLIQUE AUX PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

La part des recettes des droits d'usage à long terme (IRU) délivrés dans le cadre des services de la Convention et des frais de raccordement terminal correspondant à une période de service excédant le terme normal de la Convention sera reversée au Déléгатant au terme de la convention à hauteur de 50% de ces montants, y compris celles générées éventuellement par le renouvellement de ces prestations et quel que soit le montant total des Produits Constatés d'Avances (PCA).

Ces PCA correspondent au montant cumulé des produits perçus au titre des IRU et des frais de Raccordement terminaux diminué du montant cumulé repris au compte de résultat, étant expressément convenu que la reprise au résultat de ces recettes se fera conformément à la méthode décrite dans l'Annexe 7.1 (Volet économique et financier). Le Déléгатaire produit, chaque année, à l'appui du compte-rendu financier, les tableaux correspondants et permettant au Déléгатant de suivre les montants concernés.

Dans l'hypothèse où le Concessionnaire viendrait à mettre en place une offre de fibre dédiée au profit des acteurs publics du territoire à des conditions tarifaires avantageuses, les Parties s'engagent à se rencontrer pour redéfinir les modalités de versement des PCA.

29.6. COMPTABILITE ANALYTIQUE DELEGATAIRE

L'ensemble des recettes et des dépenses relatives à la conception, à la construction, au financement et à l'exploitation du Réseau sera retracé dans une comptabilité séparée, laquelle correspondra à celle de la société ad hoc dédiée à la Délégation, lorsque cette société aura été créée.

Cette comptabilité devra notamment distinguer :

- l'ensemble des flux refacturés aux maisons-mères et autres entités appartenant au même groupe que la société dédiée ;
- un tableau de suivi des droits d'usage de long terme (IRU) et des frais de raccordements terminaux perçus et de leur reprise au compte de résultat ;
- un tableau d'amortissement mis à jour annuellement des immobilisations portées aux comptes du Délégué, avec distinction bien de retour / bien de reprise et un suivi des dépenses d'acquisition et de renouvellement des équipements et du matériel actifs (GPON, RFOG, ...).

Article 30 : SUBVENTION PUBLIQUE AU TITRE DU 1ER ETABLISSEMENT DU RESEAU

30.1. CONDITIONS D'OCTROI DE LA SUBVENTION

Pour la réalisation des Missions n°1, 2 et 4 de la Tranche Ferme ainsi qu'au titre des deux tranches optionnelles dont les périmètres géographiques respectifs sont précisés à l'Article 2, et ce compte-tenu des objectifs d'aménagement du territoire et des obligations de service public assignés au Délégué dans le cadre de la Convention, le Délégué pourra participer, pour partie, au financement des ouvrages et équipements constitutifs du réseau réalisé par le Délégué, dans le cadre d'investissements concessifs du Délégué.

Cette participation respectera le cadre de la réglementation en vigueur, résultant notamment du IV de l'article L.1425-1 du CGCT, des Lignes directrices de l'Union Européenne en faveur des réseaux de communication à haut débit (2023/C 36/01) et de la décision de la Commission européenne du 7 novembre 2016 relative au régime cadre spécifique du Plan France très haut débit (Aide d'Etat SA.37183 (2015/NN)).

L'octroi d'une participation publique sera ainsi subordonné à la justification, au regard des conditions posées par la réglementation tant interne que communautaire, du caractère indispensable de cette participation, qui ne peut compenser que les coûts résultant des obligations de service public imposées par la Convention. En effet, il s'agit de permettre la disponibilité d'une infrastructure et de services à Très Haut Débit :

- dans l'ensemble du territoire mahorais ;
- en respectant un calendrier convenu entre le Département et le titulaire dans la convention afin de réduire les écarts de niveaux de services sur le territoire de Mayotte ;
- avec des niveaux de services et tarifs équivalents à ceux proposés dans les zones disposant d'une connectivité fixe filaire correspondant aux meilleurs standards du marché.

Cette participation financière du Délégrant ne pourra, en tout état de cause, avoir pour effet de remettre en cause le principe selon lequel le Délégataire supporte un risque lié à l'exploitation du service public délégué, dans les conditions définies à l'article L.1121-5 du code de la commande publique.

Le Délégataire s'engage à ce titre à communiquer tous documents et informations nécessaires au versement des sommes dues au titre du Plan France Très Haut Débit (THD).

30.1.1. Investissements de premier établissement

i. Participation publique au titre de la Tranche Ferme et de la Tranche Optionnelle 1 affermie partiellement

La participation publique de la Tranche Ferme d'un montant de quinze millions [15 000 000] d'euros ainsi que la participation publique de la Tranche Optionnelle 1 affermie partiellement conformément à l'Article 2 pour un montant additionnel de quinze millions [15 000 000] d'euros seront versées selon les modalités suivantes pour l'établissement du Réseau :

- neuf millions (9 000 000) d'euros soit 30% du montant total un (1) mois après la notification de la Convention et sur présentation par le Délégataire des justificatifs de première capitalisation de la société ad hoc d'un montant de deux millions trois cent cinquante (2 350 000) d'euros ;
- quatre millions (4 000 000) d'euros soit 13% du montant total à l'atteinte des conditions cumulatives suivantes
 - o Remise des RBAL sur le périmètre géographique de la Tranche Ferme ;
 - o Approbation sans réserve majeure de l'APS de la première ZAPM. A la réception du dossier APS complet, le Délégrant dispose d'un délai de quinze (15) jours afin de notifier l'approbation du dossier ou l'ajournement de l'approbation en cas de réserves majeures. A défaut de réponse du Délégrant dans les délais, cette condition devient caduque pour le versement mais ne vaut pas approbation dudit APS. Le format d'un RBAL, le contenu d'un APS et la définition des réserves majeures et mineures sont décrits dans l'Annexe 2.3 (Contrôle et réception du réseau) ;
- quatorze millions (14 000 000) d'euros soit 47% du montant total à l'avancement de la réalisation du Réseau à la maille d'une ZAPM.

Le montant unitaire de participation publique par ZAPM sera défini à l'issue de la phase de RBAL qui permettra de déterminer le nombre de ZAPM. Le montant unitaire correspondra alors au montant total divisé par le nombre de ZAPM.

Le montant total est de quatorze millions (14 000 000) d'euros. Le versement au titre de la dernière ZAPM donnera lieu le cas échéant à un ajustement permettant d'atteindre ce montant total.

Les versements seront réalisés à l'atteinte des conditions cumulatives suivantes :

- o la collecte, le transport et les sites NRO et PM sont réalisés ;

- 75% des Prises de la ZAPM sont inscrites dans le fichier IPE (Informations Préalablement Enrichies) normé par le Comité Interop'Fibre au statut « déployé ». Ce ratio est mesuré sur la base du RBAL validé. Les Prises bloquées sont sorties de l'assiette de calcul du ratio ;
 - la transmission des PV de recette du Délégitaire (sans réserves majeures) ;
 - l'approbation par le Délégit, sans réserve majeure, des APD correspondant aux travaux susmentionnés ;
- un million cinq cent mille (1 500 000) euros soit 5% du montant total à l'avancement des DOE du Réseau à la maille d'une ZAPM.

Le montant unitaire de participation publique par ZAPM sera défini à l'issue de la phase de RBAL qui permettra de déterminer le nombre de ZAPM. Le montant unitaire correspondra alors au montant total divisé par le nombre de ZAPM.

Le versement au titre de la dernière ZAPM donnera lieu si nécessaire à un ajustement permettant d'atteindre le montant total.

Les versements seront réalisés à l'atteinte des conditions cumulatives suivantes :

- 90% des Prises de la ZAPM sont inscrites dans le fichier IPE normé par le groupe Interop'Fibre (Informations Préalablement Enrichies) au statut « déployé ». Ce ratio est mesuré sur la base du RBAL validé. Les Prises bloquées, tout comme les Prise de densification sont sorties de l'assiette de calcul du ratio ;
 - l'approbation par le Délégit du DOE partiel, sans réserve majeure ;
- un million cinq cent mille [1 500 000] euros soit 5% du montant total à la Réception définitive du Réseau

Le versement sera réalisé à l'atteinte des conditions cumulatives suivantes

- 100% des Prises de la ZAPM sont inscrites dans le fichier IPE normé par le groupe Interop'Fibre (Informations Préalablement Enrichies) au statut « déployé ». Ce ratio est mesuré sur la base du RBAL validé. Les Prises bloquées, tout comme les Prise de densification sont sorties de l'assiette de calcul du ratio ;
- approbation sans réserve majeures ni réserve mineure nécessitant une reprise de réseau de l'ensemble des DOE complets du Réseau.

ii. Participation publique au titre du reliquat de la Tranche Optionnelle 1 et au titre de la Tranche Optionnelle 2

La participation publique du reliquat de la Tranche Optionnelle 1 et de la totalité de la Tranche Optionnelle 2, s'élève respectivement à un montant de vingt-sept millions deux cent trente mille [27 230 000] euros et de vingt-huit millions trois cent quarante mille (28 340 000)

euros. Ces montants ne comprennent pas les montants de participation publique relatifs aux Raccordements finals (Article 30.1.2).

Cette participation publique sera versée selon les mêmes modalités, conditions cumulatives comprises, que la Tranche Ferme et la Tranche Optionnelle 1 affermie partiellement, à l'exception de la phase APS, l'intégralité des APS devront être fournis et non uniquement le premier, et selon l'échelonnement suivant pour l'établissement du Réseau :

- 10 % du montant total de chaque Tranche Optionnelle, tel que précisé à l'alinéa 1 du ii), est mandaté dans les quarante-cinq (45) jours suivant la décision d'affermissement de tout ou partie de chaque Tranche Optionnelle ;
- 10 % du montant total de chaque Tranche Optionnelle, tel que précisé à l'alinéa 1 du ii), est mandaté dans les trente (30) jours suivant la libération du capital social minimum de la société délégataire attendu dans le cadre de l'affermissement de la Tranche concernée ;
- 15 % du montant total de chaque Tranche Optionnelle, tel que précisé à l'alinéa 1^{er} du ii), est mandaté dans les quinze (15) jours suivant la date de remise de chaque APS, au prorata par ZAPM du montant de subvention totale pour l'établissement du Réseau défini dans chaque Tranche ;
- 55 % du montant total de chaque Tranche Optionnelle, tel que précisé à l'alinéa 1^{er} du ii), est mandaté dans les trente (30) jours suivant la date de réalisation des travaux de premier établissement, au prorata par ZAPM du montant de subvention totale pour l'établissement du réseau défini dans chaque Tranche ;
- 5% du montant total de chaque Tranche Optionnelle, tel que précisé à l'alinéa 1^{er} du ii), est mandaté dans les trente (30) jours suivant la date de remise des DOE partiels, au prorata par ZAPM du montant de subvention totale pour l'établissement du réseau défini dans chaque Tranche ;
- 5% du montant total de chaque Tranche Optionnelle, tel que précisé à l'alinéa 1^{er} du ii), est mandaté dans les trente (30) jours suivant la date de remise des DOE complets.

30.1.2. Investissements pour les Raccordements finals

La participation publique au titre des Raccordements finals du reliquat de la Tranche Optionnelle 1, qui ne pourra pas excéder le montant total de deux millions sept cent soixante-dix mille (2 770 000) euros, sera versée selon les modalités suivantes :

- Quatre cent dix (410) euros par raccordement standard réalisé dans un délai inférieur à dix (10) ans après la signature de la présente convention ;
- Deux mille sept trente-trois (2 730) euros par raccordement non-standard réalisé dans un délai inférieur à dix (10) ans après la signature de la présente convention.

La participation publique au titre des raccordements finals du reliquat de la Tranche Optionnelle 2, qui ne pourra pas excéder le montant total de deux millions sept cent soixante mille [2 760 000] euros sera versée selon les modalités suivantes :

- Cinq cent cinq (505) euros par raccordement standard réalisé dans un délai inférieur à dix (10) ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention ;

- Deux mille sept cent cinquante (2 750) euros par raccordement non-standard réalisé dans un délai inférieur à dix (10) ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Dans l'hypothèse où le Délégrant viendrait affermir le reliquat de la Tranche Optionnelle 1 dans un délai supérieur à douze (12) mois après l'entrée en vigueur de la présente Convention ou la totalité de la Tranche Optionnelle 2 dans un délai supérieur à vingt-quatre (24) mois après l'entrée en vigueur de la présente Convention, les Parties s'engagent à se rencontrer pour redéfinir les modalités de versement des subventions de ces deux tranches.

30.2. MODALITES DE PAIEMENT ET CONSEQUENCES DU RETARD OU DE L'ABSENCE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

A l'appui de sa demande, le Délégataire transmet, à l'exception du premier versement, le procès-verbal de remise au Délégrant des documents nécessaires au versement des sommes dues au titre du Plan France Très Haut Débit.

Le Délégrant procédera au paiement de chaque versement dans le délai de quarante-cinq (45) Jours à compter de la réception de la demande de règlement. Tout retard de paiement donnera lieu au versement d'intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

En cas de retard de paiement de tout ou partie de la subvention de moins de trois (3) mois conformément à l'échéancier visé à l'Article 30.1, le Délégataire prend à sa charge les coûts engendrés par le retard de paiement.

En cas de retard de paiement de tout ou partie de la subvention de plus de trois (3) mois qui ne serait pas causé par un manquement du Délégataire ayant pour effet de retarder la perception, par le Délégrant, de cofinancements attendus notamment de la part de l'Etat au titre du Plan France Très Haut Débit ou du FEDER ou de tout autre cofinanceur, le Délégataire a la possibilité d'arrêter les études et déploiements. Il en fait part dans les quinze (15) jours suivant au Délégrant, en l'informant de son choix entre les deux options suivantes :

- (i) gel de l'élaboration des études et du chantier. L'exécution de la Convention est suspendue, le Délégrant indemnisant le Délégataire :
 - o des coûts réels liés au retard de paiement, à savoir exclusivement :
 - le coût de l'immobilisation des ETP ressources humaines du Délégataire et de ses sous-traitants, hors coûts d'assistance à maîtrise d'ouvrage,
 - le coût de l'immobilisation du matériel du Délégataire et de ses sous-traitants ;
 - les frais supplémentaires liés au gel des études et du chantier facturés par les propriétaires d'infrastructures et superstructures supports du Réseau, à savoir Orange Wholesale France (offre dite « iBLO ») et Electricité de Mayotte ;
 - les frais financiers supplémentaires liés au gel des études et du chantier (surcoût de prolongation des délais des garanties, intérêts et commissions bancaires supplémentaires et éventuels intérêts de retard

afférant à ces intérêts et commissions, éventuel surcoûts de recalage ou débouclage des Instruments de couverture exclusivement liés au retard de paiement de la subvention et intérêts supplémentaires de la dette levée pour une période plus longue par le Délégataire) ;

- en cas de retard de paiement de la subvention supérieur à six mois, le Délégataire aura la faculté, en tant que de besoin, de solliciter un rétablissement de l'équilibre économique escompté de la Convention tel qu'il résulte des plans d'affaires figurant dans les Annexes 7.2 à 7.5 (plan d'affaires selon le périmètre en vigueur au moment de la survenance des faits), au taux d'actualisation de ce dernier, par le biais d'une prolongation de la Convention. Dans cette perspective, un (1) an à compter de la survenance du fait générateur, le Délégataire sollicitera, auprès du Délégant, la réunion d'un comité de réexamen spécifique, dont les travaux se dérouleront sur une période minimale de quatre (4) mois. La prolongation sera déterminée *ceteris paribus* pour ne compenser, strictement et exclusivement, que les effets du gel des études et du chantier, les indemnités et pénalités versées par le Délégant au Délégataire à cet égard devant être également prises en compte.

Le délai de reprise de l'élaboration des études et des chantiers sera déterminé d'un commun accord entre les Parties en Comité de suivi, qui se réunira dans un délai d'une (1) semaine après perception de la subvention versée en retard. Ce délai ne saurait être supérieur à quarante-cinq (45 jours) courant à compter de cette date de perception, sauf impondérable(s) objectifs(s) dûment justifié(s) par le Délégataire.

- (ii) le Délégataire considère que le chantier doit continuer. Dans cette hypothèse, le Délégataire sera indemnisé, intégralement et définitivement, du préjudice résultant du retard de paiement de la subvention, par les pénalités de retard de paiement visées au deuxième alinéa du présent Article 30.2, majorées des frais financiers complémentaires non couverts par ces pénalités à condition qu'ils soient directs, certains, proportionnés et dûment justifiés (surcoût de prolongation des délais des garanties, intérêts et commissions bancaires supplémentaires et éventuels intérêts de retard afférant à ces intérêts et commissions, éventuel surcoûts de recalage ou débouclage des Instruments de couverture exclusivement liés au retard de paiement de la subvention et intérêts supplémentaires de la dette levée pour une période plus longue par le Délégataire).

Le retard de paiement de la subvention de trois (3) mois ou plus constitue une cause exonératoire de responsabilité. Dans ce cas, le Délégant prend en charge les coûts suivants, dûment justifiés et exclusivement liés au retard.

30.3. DECOMPTE ET AJUSTEMENT FINAL

Investissements de premier établissement

La subvention sera appelée par le Délégué par tranche et par ZAPM. Pour permettre une juste compensation des obligations de service public, le Délégué fournira un état récapitulatif complet et précis du coût réel des travaux au niveau global et à l'échelle inférieure par ZAPM.

Investissements pour les raccordements finals

La subvention de raccordement est fixée par prise raccordée sur la base des factures émises avec justificatif des prises effectivement raccordées et déclarées dans le fichier IPE (« Informations Préalablement Enrichies ») dans un format normé d'une version récente des flux Interop.

Cette subvention de raccordement sera appelée chaque trimestre sur la base des factures émises pour la réalisation des raccordements.

Par exception, en cas de coût excédant trois mille (3.000) euros sur les raccordements non standard, les Parties se rencontrent afin le cas échéant d'arrêter d'un commun accord d'un nouveau montant de Subvention de raccordement.

Une fois que 90% des montants totaux de subventions auront été appelés, les deux Parties s'entendent pour fixer les modalités d'atteinte de 100% des montants,

Article 31 : REDEVANCES D'AFFERMAGE

Le Délégué s'acquitte de redevances au profit du Délégué en contrepartie des ouvrages et équipements que ce dernier lui met à disposition dans le cadre du volet affermé objet de la Convention (Mission n°3), en ce compris les infrastructures de communications électroniques du Délégué constituées notamment d'ouvrages de génie civil. Dans cette dernière hypothèse, les redevances d'affermage prennent en compte leur occupation par le Délégué au sens de l'article L.45-9 du CPCE.

Ces ouvrages et équipements, le calendrier prévisionnel de mise à disposition auprès du Délégué ainsi que les modalités de remise de ces ouvrages et équipements sont décrites en Annexe 1.2 (Périmètre de la Mission 3) de la présente Convention.

Au titre de la Mission n°3, ces redevances sont calculées selon les termes suivants :

R2 – Redevance d'affermage au titre de la Mission n°3

1.1 R2.1 - Redevance d'affermage de base (fixe)

La redevance d'affermage de base est fixée à un montant cinq cent (500) euros par lien de fibre optique noire par an.

1.2 R2.2 - Redevance d'affermage complémentaire (variable)

La redevance d'affermage complémentaire est fixée à un pourcentage de 10% du revenu des liens de fibre optique noire par an.

Article 32 : CLAUSE DE RETOUR A MEILLEURE FORTUNE

Conformément au point 78-i) des Lignes directrices de l'Union Européenne pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit précitées, la présente clause a pour objet d'écarter tout risque de surcompensation des obligations de service public dont le Déléataire a la charge, dans l'hypothèse où sa rentabilité réelle serait supérieure à celle escomptée dans le plan d'affaires prévisionnel annexé à la Convention.

Le montant devant être reversé au Délégant en cas de retour à meilleure fortune sera calculé en prenant en compte le résultat réel de la société dédiée.

La clause de meilleure fortune sera calculée sur la base du Résultat d'Exploitation (ci-après « REX ») de la Délégation de Service Public. Pour chaque année, les modalités de calcul de l'Intéressement sont les suivantes :

- ΔR : écart de REX calculé comme suit : $R_{réel} - (R_{prév} \times 1,25)$
- ΔR_{max} : écart de REX calculé comme suit : $R_{réel} - (R_{prév} \times 1,5)$
- P : taux de partage du Surplus REX égal à 50%
- P_{max} : taux de partage du Surplus REX égal à 75%

L'Autorité délégante serait bénéficiaire d'un Intéressement $_{REX}$ calculé comme suit :

- dès lors que $R_{réel} / R_{prév} > 1,25$, l'Intéressement $_{REX}$ est égal à $\Delta R \times P$
- dès lors que $R_{réel} / R_{prév} > 1,5$, l'Intéressement $_{REX}$ est égal à : $(\Delta R - \Delta R_{max}) \times P + \Delta R_{max} \times P_{max}$

Les parties conviennent que le montant de l'intéressement

- soit pourra venir abonder le fonds de soutien au développement des usages du numérique et à l'insertion
- soit fera l'objet d'un reversement à l'Autorité Délégant

L'intéressement est calculé chaque année par le Déléataire et communiqué dans le compte-rendu annuel. Lorsqu'il est positif, il est versé au Délégant dans un délai de 60 jours suivant la remise du rapport annuel.

Dans le cas où les Parties conviendraient que les modalités de déclenchement de la clause de retour à meilleure fortune définies ci-dessus ne refléteraient plus l'amélioration globale de l'économie de la Convention, les Parties se rencontreront en application des dispositions de l'Article 48 de la Convention.

Article 33 : CLAUSE D'INTERESSEMENT EN CAS DE RENOUVELLEMENT DES IRU A TITRE ONEREUX

Le plan d'affaires annexé à la présente Convention est fondé, par précaution, sur une hypothèse de renouvellement gratuit ou pour une somme modique des IRU.

Dans le cas où les IRU seraient renouvelés à titre onéreux, un reversement sera effectué par le Déléataire au bénéfice du Syndicat dans les conditions décrites ci-après.

Les IRU renouvelés à titre onéreux sont reversés au Délégrant dans les 45 jours de leur encaissement par le Délégataire.

En tout état de cause, le montant des éventuels versements effectués à ce titre sera diminué des éventuels impacts économiques non prévisibles à la date d'entrée en vigueur de la Convention et pris en compte dans la détermination des tarifs de renouvellement des IRU.

Le cas échéant les parties prévoient de se rencontrer dès lors que les conditions de renouvellement des IRU seraient modifiées.

Article 34 : IMPOTS ET TAXES

34.1. PRINCIPES GENERAUX EN MATIERE DE FISCALITE

Tous les impôts et taxes, quels qu'ils soient et quel qu'en soit le redevable légal, liés à l'exécution de la présente Convention sont à la charge du Délégataire.

Une copie de la présente Convention est remise aux services fiscaux compétents par le Délégataire et sera publiée à la conservation des hypothèques au plus tard un mois après sa conclusion.

Les tarifs visés à l'Article 23 sont réputés tenir compte de l'ensemble de ces impôts et taxes en vigueur au jour de la date d'entrée en vigueur de la Convention, à l'exception de la taxe IFER.

34.2. STIPULATIONS RELATIVES A LA TVA

L'activité du Délégataire entre pleinement dans le champ d'application de la TVA. Le Délégataire fera ainsi son affaire de la collecte et de déduction de la TVA sur l'ensemble des recettes et des charges d'exploitation du Réseau. Il devra tenir compte des modalités spécifiques applicables aux services de communications électroniques.

Le Délégataire fera son affaire de la récupération de la TVA exposée sur les investissements qu'il réalisera pour les besoins de la Délégation, notamment dans le cadre des investissements dont le Délégataire assure la maîtrise d'ouvrage.

Le Délégataire bénéficie de subventions d'équipement pour le financement de ses investissements de premier établissement selon les stipulations de l'Article 30 de la présente Convention.

Ces subventions sont allouées pour le financement des investissements réalisés par le Délégataire et ne présentent pas de lien direct et immédiat avec le prix des prestations de Services assurées par le Délégataire sur le Réseau. En conséquence, les subventions d'équipement versées par le Délégrant au Délégataire ne sont pas soumises à la TVA.

S'agissant des ouvrages mis à disposition par le Délégrant au Délégataire en contrepartie du versement de la redevance de mise à disposition prévue à l'Article 30 de la présente Convention, le Délégrant, en sa qualité d'assujetti fiscal, récupère directement la TVA

exposée sur les investissements qu'il réalisera pour les besoins de la Délégation, selon les modalités de droit commun.

Article 35 : REGIME DE RETARD DE PAIEMENT ENTRE LES PARTIES

En cas de retard de paiement d'une partie envers l'autre en application de la présente Convention, il sera appliqué des intérêts moratoires à hauteur de trois fois le taux d'intérêt légal, courant à compter de la date d'exigibilité. Les intérêts de retard sont calculés dès le premier jour du retard sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable.

PROJET

TITRE VI : RESPONSABILITES – ASSURANCES – GARANTIES

Article 36 : RESPONSABILITE

En dehors des évènements énumérés limitativement à l'Article 49, le Déléгатaire est seul et entièrement responsable des dommages causés aux usagers et aux tiers, qui pourraient résulter de la conception, de la construction, de l'exploitation ou de l'entretien du Réseau. Il ne peut exercer aucune action contre le Déléгатant à raison de ces dommages.

Les indemnités et indemnisations éventuelles qui pourraient être dues afin de réparer l'intégralité des préjudices subis par les usagers ou tiers du fait de ces dommages sont à la charge exclusive du Déléгатaire.

La responsabilité du Département ne pourra être engagée à l'occasion d'un dommage survenu dans ce cadre, le Déléгатaire et ses assureurs renonçant par avance à tout recours à l'encontre du Déléгатant et de ses assureurs.

Le Déléгатant et le Déléгатaire s'informent mutuellement, dès qu'ils en ont connaissance, de toute réclamation ou procédure diligentée à leur encontre, ou susceptible de l'être, qui serait de nature à porter préjudice à l'une ou l'autre Partie, ainsi que de tout projet de transaction relatif à ces réclamations ou procédures susceptible d'être conclu par l'une des Parties pour un litige supérieur à trente mille (30 000) euros. Ils s'accordent raisonnablement assistance dans leur défense contre de telles réclamations ou procédures.

Article 37 : ASSURANCES

Le Déléгатaire s'engage à souscrire, ou faire souscrire, auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances notoirement solvables, la ou les polices d'assurances permettant de couvrir notamment l'ensemble des risques suivants, pendant la phase d'établissement et d'exploitation du Réseau.

a) Une assurance de responsabilité civile :

- la police d'assurance couvrira les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures (corporels, matériels, immatériels) causés aux tiers ;
- le Déléгатant figurera comme assuré additionnel dans la police souscrite dans le cas où sa responsabilité serait mise en cause, l'assureur renonçant par avance à tout recours contre le Déléгатant ;
- le Déléгатant sera considéré comme tiers par rapport au Déléгатaire si le Déléгатaire effectue un dommage sur un bien du Déléгатant ;
- le montant minimum par sinistre figure en Annexe 8.1 (Volet administratif)

b) Une assurance dommages, souscrite tant pour le compte du Déléataire que du Délégant :

Cette police couvrira l'ensemble des ouvrages de la Convention, en valeur à neuf contre les risques suivants : incendie, explosion, risques spéciaux et bris de machine dans les shelters, ainsi que les pertes d'exploitation consécutives à ces événements dans les conditions de l'Annexe 8.1 (Volet administratif). Le Déléataire fait également son affaire de la souscription d'une assurance dommage portant sur les biens ou infrastructures qui seraient utilisés pour l'établissement comme l'exploitation du Réseau, notamment les infrastructures d'Orange.

- c) Sous réserve que les ouvrages et équipements à réaliser par le Déléataire entrent dans le champ d'application de l'assurance dommage visée à l'article L.241-1 du code des assurances, une police correspondante garantissant, pour une durée de dix ans, les ouvrages et équipements de la délégation ;
- d) une assurance responsabilité civile décennale pour les ouvrages à réaliser par le Déléataire entrant dans le champ d'application de l'article 1792 et suivants du Code civil (NRO...) ;
- e) toute autre assurance qui s'avèrera obligatoire pour mettre en œuvre les Missions confiées au Déléataire, en particulier celles requises lors de la souscription des différentes offres d'accès aux infrastructures de génie civil (iBLO) et aux prestations d'hébergement d'Orange, ainsi que l'accès aux infrastructures d'EDM.

Le programme d'assurance du Déléataire, ainsi que ses niveaux de garanties et de franchises, sont indiqués en Annexe 8.1 (Volet administratif).

Les attestations des sociétés d'assurances ou du courtier en assurances devront être communiquée par le Déléataire au Délégant, dans le délai de deux (2) mois à compter de la notification de la Convention, accompagnées d'une déclaration des sociétés d'assurances précisant que ces dernières disposent d'une ampliation de la Convention de délégation de service public.

Une attestation justifiant que le Déléataire est bénéficiaire des niveaux de garanties qui seront prévus au premier alinéa du présent Article devra être communiquée par le Déléataire au Délégant dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la Convention et, chaque année, quinze (15) jours avant la date d'anniversaire de chaque contrat d'assurance.

Le Déléataire s'engagera à régler toutes les primes d'assurances afin que le Délégant puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire, et à transmettre tous les ans sur demande du Délégant un justificatif du paiement de ses primes d'assurances.

Le Déléataire s'engage à notifier au Délégant toute résiliation ou toute modification substantielle des conditions de garantie.

En cas de sinistre, l'indemnité versée par la compagnie d'assurance est intégralement affectée à la remise en l'état de l'ouvrage.

Article 38 : GARANTIES

38.1. GARANTIES MAISON MERE

En cas de défaillance de la société dédiée, et sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure du Délégrant, la maison-mère du Délégataire s'engage de manière irrévocable et inconditionnelle à lui apporter tous les moyens techniques et humains nécessaires à la continuité du service public. Cet engagement prend la forme d'une lettre d'engagement de la maison-mère à :

- attribuer au Délégataire les moyens et ressources techniques et humains nécessaires au respect des obligations de celui-ci au titre de la Convention ;
- garantir l'exploitation technique et commerciale du Réseau pendant une période de douze (12) mois en cas de difficultés de la société dédiée pouvant conduire à une procédure collective telle que prévue par le Livre VI du code de commerce.

Cette lettre d'engagement est transmise par le Délégataire au Délégrant le jour de l'entrée en vigueur de la Convention.

38.2. GARANTIE A PREMIERE DEMANDE POUR L'ETABLISSEMENT DU RESEAU

Le Délégataire prévoit de souscrire, ou faire souscrire, une garantie financière afin de garantir la bonne exécution des prestations de conception et de construction du Réseau au titre des Missions n°1, 2 et 4, notamment le versement de toute somme due par le Délégataire au Délégrant au titre des manquements aux obligations de conception et de construction de la présente Convention, pour un montant total d'un million trois cent mille (1.300.000) d'euros conformément au modèle figurant en Annexe 8.2 (Modèle de garantie pour la construction du réseau).

Cette garantie prend la forme d'une garantie autonome à première demande provenant d'un établissement bancaire de premier rang. Elle sera remise dans les six (6) mois suivants l'entrée en vigueur de la présente Convention. Elle sera libérée après recette de l'ensemble des travaux de réalisation du volet concessif du Réseau et levée des éventuelles réserves.

Si la Tranche Optionnelle n°1 est affermée par le Délégrant, le Délégataire augmentera le montant de cette garantie d'un montant additionnel de deux millions six cent mille (2.600.000) d'euros, afin de garantir globalement la bonne exécution des prestations de conception et de construction du Réseau.

Cette augmentation du montant de la garantie sera effectuée dans les deux (2) mois suivant la date d'affermissement de la tranche optionnelle n°1.

Elle sera libérée après recette de l'ensemble des travaux de réalisation du volet concessif du Réseau et levée des éventuelles Réserves majeures.

Si la Tranche Optionnelle n°2 est affermée par le Délégrant, le Délégataire augmentera le montant de cette garantie d'un montant additionnel d'un millions sept cent mille (1.700.000) d'euros, afin de garantir globalement la bonne exécution des prestations de conception et de construction du Réseau.

Cette augmentation du montant de la garantie sera effectuée dans les deux (2) mois suivant la date d'affermissement de la Tranche Optionnelle n°2.

Elle sera libérée après recette de l'ensemble des travaux de réalisation du volet concessif du Réseau et levée des éventuelles réserves.

38.3. GARANTIE A PREMIERE DEMANDE POUR L'EXPLOITATION DU RESEAU

Afin d'assurer la bonne exécution des obligations de la présente Convention en termes d'exploitation, notamment le versement de toute somme due par le Délégué au Délégué au titre des manquements aux obligations d'exploitation de la présente Convention, le Délégué fournira au Délégué une garantie à première demande d'un montant total d'un million sept cent mille (1.700.000) d'euros conformément au modèle figurant en Annexe 8.3 (Modèle de garantie pour l'exploitation du réseau).

Cette garantie prend la forme d'une garantie autonome à première demande provenant d'un établissement bancaire de premier rang. Elle sera remise à la première mise en service du Réseau.

En cas d'utilisation totale de la garantie d'exploitation par le Délégué, à défaut pour le Délégué de prononcer la résiliation pour faute de la Convention, le Délégué sera tenu de reconstituer la garantie à hauteur d'un million quatre cent mille (1.400.000) d'euros dans un délai de deux (2) mois. Cette reconstitution ne sera due qu'une seule fois par le Délégué au Délégué pendant la durée de la Convention.

L'une ou l'autre des garanties visées ci-dessus à l'Article 38.2 et au présent Article 38.3 pourront être appelées, au choix du Délégué, pour garantir notamment des sommes qui seraient dues au Délégué en exécution des mesures coercitives prévues à la Convention de délégation.

Si la Tranche Optionnelle n°1 est affermée par le Délégué, le Délégué augmentera le montant de cette garantie d'un montant additionnel de neuf cent mille (900.000) d'euros, afin de garantir globalement la bonne exécution des prestations de conception et de construction du Réseau.

Si la Tranche Optionnelle n°2 est affermée par le Délégué, le Délégué augmentera le montant de cette garantie d'un montant additionnel de quatre cent mille (400.000) d'euros, afin de garantir globalement la bonne exécution des prestations de conception et de construction du Réseau.

Cette garantie sera libérée douze (12) mois après l'apurement des comptes entre le Délégué et le Délégué à l'échéance de la Convention de délégation, quelle que soit la cause de cette fin.

38.4. GARANTIE A PREMIERE DEMANDE POUR LA REMISE EN ETAT DU RESEAU

Afin d'assurer la remise en état du Réseau en fin de Convention, le Délégué s'engage à fournir une garantie prenant la forme d'une garantie à première demande provenant d'un

établissement bancaire de premier rang d'un montant total d'un million cent mille (1.100.000) d'euros conformément au modèle figurant en Annexe 8.4 (Modèle de garantie pour la remise en état du réseau).

Cette garantie de remise en état sera mise en place au plus tard six (6) mois avant le terme normal de la Convention et sera libérée douze (12) mois après l'apurement des comptes entre le Délégrant et le Délégataire à l'échéance de la Convention de délégation, quelle que soit la cause de cette fin.

Si la Tranche Optionnelle n°1 est affermée par le Délégrant, le Délégataire augmentera le montant de cette garantie d'un montant additionnel de deux millions deux cent mille (2.200.000) d'euros, afin de garantir globalement la bonne exécution des prestations de conception et de construction du Réseau.

Si la Tranche Optionnelle n°2 est affermée par le Délégrant, le Délégataire augmentera le montant de cette garantie d'un montant additionnel d'un million quatre cent mille (1.400.000) euros, afin de garantir globalement la bonne exécution des prestations de conception et de construction du Réseau.

En cas de résiliation anticipée de la Convention, le Délégataire est tenu de mettre en place cette garantie dans un délai de deux (2) mois à compter du prononcé de la résiliation, quelle que soit la cause de cette fin. Le montant de cette garantie de remise en état s'élèvera alors aux montants cités dans le présent Article en fonction de l'état d'avancement de la construction du réseau, soit cinq pour cent (5%) des CAPEX d'investissement de premier établissement.

Cette garantie sera substantiellement conforme au modèle figurant en Annexe 8.4 (Modèles de garantie pour la remise en état du réseau). Le Délégataire s'engage à notifier au Délégrant le justificatif de la constitution, selon les jalons indiqués ci-dessus, de chaque partie de la garantie.

TITRE VII : CONTROLES

Article 39 : CONTROLE DE LA DELEGATION

39.1. OBJET DU CONTROLE

Le Délégrant dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution technique et financière de la présente Convention par le Délégataire ainsi que sur la qualité du service rendu aux usagers.

Ce contrôle comprend notamment :

- un droit d'information sur la gestion du service délégué.
- le droit de contrôler les renseignements donnés par le Délégataire tant dans le compte rendu annuel que dans les comptes prévisionnels d'exploitation, y compris par des visites dans les locaux du Délégataire ;
- un droit à la communication de tout document ou contrat lié à l'exécution de la présente Convention.

39.2. EXERCICE DU CONTROLE PAR LE DELEGANT

Le Délégrant organise librement le contrôle prévu à l'Article 39.1 de la présente Convention.

Il peut en confier l'exécution, soit à ses propres agents, soit à des organismes qu'il choisit.

Il peut en outre à tout moment en modifier l'organisation.

Les agents désignés par le Délégrant disposent des pouvoirs de contrôle les plus étendus tant sur pièces que sur place.

Le Délégrant exerce son contrôle dans le respect des réglementations relatives à la confidentialité (vie privée, droits de propriété intellectuelle et industrielle du Délégataire dûment justifiés par celui-ci).

En cas de contrôle sur place, le Délégrant s'engage à en informer le Délégataire dans le respect d'un préavis de quinze (15) jours minimum.

Les montants et les modalités de versement de la redevance versée par le Délégataire au Délégrant au titre de ces obligations de contrôle sont précisés à l'Article 29.3 de la présente Convention.

39.3. OBLIGATIONS GENERALES DU DELEGATAIRE

Le Délégataire facilite l'accomplissement du contrôle exercé par le Délégrant. A cet effet, il doit notamment :

- autoriser à tout moment l'accès des ouvrages et équipements du service concédé aux personnes mandatées par le Délégrant ;
- fournir au Délégrant le rapport annuel prévu à l'Article 39.7 de la présente Convention ;

- fournir au Délégrant les contrats de prestation, de subdélégation et de sous-traitance de rang 1 et les informations essentielles des contrats de sous-traitance de rang supérieur, tel que prévu à l'Article 5.4 de la Convention ;
- répondre à toute demande d'information de la part du Délégrant consécutive à une réclamation d'un usager ;
- justifier auprès du Délégrant des informations qu'il aura fournies, notamment dans le cadre du rapport annuel, par la production de tout document technique ou comptable existant et utile se rapportant à l'exécution de la présente Convention ;
- désigner un ou plusieurs représentants compétents pour répondre aux questions posées par le Délégrant qui ne pourront opposer le secret professionnel aux demandes d'information se rapportant à l'exécution de la présente Convention ;
- conserver pendant toute la durée de la présente Convention et pendant une durée de cinq (5) années après son expiration, les documents nécessaires au contrôle et présentant un intérêt significatif pour la gestion du service délégué ;
- tenir à disposition du Délégrant un accès à son système de supervision, le cas échéant.

39.4. COMPTES RENDUS MENSUELS

Le Délégataire produira chaque mois, au plus tard dix (10) jours ouvrés après la fin du mois concerné, au Délégrant, un rapport comportant :

☐ Tableaux de bords de l'établissement du Réseau :

- Niveau d'avancement des études APS, EXE engagés par élément de Réseau, et comparatif avec le prévisionnel, de même qu'une projection sur les trois (3) mois suivants ;
- Niveau d'avancement du conventionnement pour l'implantation du Réseau (détaillant en fonction des éléments : NRO, SRO, Immeuble ...), et comparatif avec le prévisionnel, de même qu'une projection sur les trois mois suivants ;
- Niveau d'avancement des travaux de déploiement du Réseau par élément de Réseau (détaillant par mode de déploiement : conduites, génie civil, aérien), et comparatif avec le prévisionnel, de même qu'une projection sur les trois (3) mois suivants ;
- Niveau d'avancement des réceptions du Réseau par élément de Réseau, et comparatif avec le prévisionnel, de même qu'une projection sur les trois mois suivants ;
- Niveau d'avancement des Mises en service du Réseau par Plaque FttH voire par Point de mutualisation, et comparatif avec le prévisionnel, de même qu'une projection sur les trois (3) mois suivants ;

☐ Tableaux de bord de l'exploitation du Réseau :

- Nombre d'éléments de Réseau en exploitation (NRO, SRO, nombre de Prises raccordables, ...), et comparatif avec le prévisionnel, de même qu'une projection sur les trois mois suivants ;

- Liste exhaustive détaillée et synthèse des Raccordements terminaux réalisés (en détaillant par modalités opérationnelle de réalisation, et par type de raccordement : souterrain, aérien, ...) et comparatif avec le prévisionnel, de même qu'une projection sur les trois mois suivants ;
- Etat de la qualité de service, conformément aux indicateurs définis au présent Cahier des charges, comparatif avec le prévisionnel ;
- Description des opérations de maintenance préventive et curative réalisées durant le mois, et projection sur les trois (3) mois suivants ;
- Etat des opérations de gros entretien et renouvellement réalisées, comparatif avec le prévisionnel, de même qu'une projection sur les trois mois suivants.

□ Tableaux de bord de la commercialisation du Réseau :

- Etat de la commercialisation permettant de suivre, par PM et par commune, les éléments suivants : Opérateurs présents, nombre de client par opérateur, taux de churn... Un comparatif avec le prévisionnel et une projection sur les trois mois suivants seront également fournis ;
- Nombre de prises commercialisées par type de Services, comparatif avec le prévisionnel, de même qu'une projection sur les trois mois suivants ;
- Fichiers d'Informations Préalables Enrichies (« IPE ») du Délégataire ;
- Bilan des opérations de communication réalisées, et actions programmées sur les trois mois suivants.

□ Etat de l'exécution des engagements du Délégataire en matière d'insertion par l'emploi et formation, en liaison avec les facilitateurs concernés ;

Le rapport sera remis au format traitement de texte et/ou tableur modifiable et accompagné des données issues des tableurs nécessaires à son analyse par le Département.

Le Délégataire identifiera et justifiera les décalages constatés entre le prévisionnel et le réalisé.

39.5. COMPTES RENDUS TRIMESTRIELS

Le Délégataire produira chaque trimestre, au plus tard dix (10) jours ouvrés après la fin du trimestre concerné, au Délégant, un rapport comportant un compte-rendu trimestriel financier comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- Le montant des investissements réalisés, comparatif avec le prévisionnel, de même qu'une projection sur les trimestres restant à courir sur l'année ;
- Le montant des amortissements pratiqués concernant les investissements de premier établissement du réseau d'une part et les investissements de vie du réseau (extensions, densification, renouvellement) d'autre part, indiquant le profil d'amortissement retenu, de même qu'une projection sur les trimestres restant à courir sur l'année ;
- Le montant des participations publiques appelées, comparatif avec le prévisionnel, de même qu'une projection sur les trimestres restant à courir sur l'année ;

- L'état financier des Raccordements terminaux, qui serviront de base à l'évaluation de la participation publique éventuelle au titre des Raccordements terminaux ;
- Le compte d'exploitation du trimestre écoulé :
 - En charges : les différents postes de dépenses tels qu'ils figurent dans le compte d'exploitation prévisionnel, présentant les écarts par rapport au compte d'exploitation prévisionnel,
 - En recettes : le montant et le détail des recettes perçues, présentant les écarts par rapport au compte d'exploitation prévisionnel.
- Le tableau de variation de trésorerie du trimestre de la société dédiée, de même qu'une projection sur les trimestres restant à courir sur l'année.

Le rapport sera remis au format traitement de texte et/ou tableur modifiable et accompagné des données issues des tableurs nécessaires à son analyse par le Département.

Le Délégataire identifiera et justifiera les décalages constatés entre le prévisionnel et le réalisé.

Dès la communication de ce rapport, son examen sera mis à l'ordre du jour de la réunion du comité technique la plus proche qui en prendra acte.

Par ailleurs, exceptionnellement et sur simple demande du Département par courriel et/ou courrier, le Délégataire pourra être amené à produire ces comptes rendus à des échéances intermédiaires. Dans ce cas, le Délégataire disposera d'un délai de dix (10) jours ouvrés après la demande du Département pour produire ces comptes rendus.

39.6. REMISE DES PROJETS DE COMPTES SOCIAUX

Chaque année, avant la transmission du rapport annuel visé à l'article 39.7, le Délégataire fait ses meilleurs efforts pour communiquer au plus tôt au Délégant, les comptes sociaux provisoires de la société dédiée pour l'exercice de l'année précédente.

Les Parties s'entendent pour qu'un comité de suivi soit réservé à l'étude de comptes sociaux du Délégataire pour l'année n-1 et des comptes prévisionnels pour l'année en cours.

39.7. RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

Pour permettre la vérification et le contrôle du fonctionnement des conditions financières et techniques de la Délégation, le Délégataire produit chaque année avant le 1er juin qui suit l'exercice considéré, en application des articles L.1411-3 du CGCT, L.3131-5 et R.3131-2 et suivants du code de la commande publique, un rapport intégrant l'ensemble des données comptables, techniques et financières relatives à l'exploitation du Réseau.

Ce rapport annuel sera accompagné du rapport général et du rapport spécial du commissaire aux comptes de la société *ad hoc* de l'exercice considéré.

Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public délégué.

Ce rapport respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en

permettant la comparaison entre l'année en cours, l'année précédente et le prévisionnel de l'année suivante.

L'ensemble des éléments du rapport seront déclinés selon les deux territoires départementaux.

Ce rapport comportera, notamment :

- Une synthèse des éléments marquants de l'année avec une analyse détaillée des écarts avec les projections ;
- Un compte-rendu technique et un compte-rendu financier de l'année écoulée dont le contenu est précisé ci-après ;
- Les comptes permettant de retracer l'ensemble des opérations afférentes à l'exécution de la Convention au cours de l'année écoulée ;
- Une analyse, par le Délégataire, de l'état d'avancement des études et des travaux, des démarches entreprises pour la commercialisation du Réseau de communications électroniques, puis de la qualité du service rendu aux Usagers dudit réseau ;
- De manière générale, l'ensemble des éléments de nature à permettre au Délégant d'apprécier les conditions d'exécution de la mission déléguée.

Le rapport sera remis au format traitement de texte modifiable et accompagné des données issues des tableurs nécessaires à son analyse par le Département.

Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues par le Délégataire à la disposition du Délégant, dans le cadre de son droit de contrôle.

Le Délégataire fournit à l'autorité délégante, sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, les données et les bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exploitation du service public faisant l'objet de la Convention et qui sont indispensables à son exécution.

Une attention particulière sera apportée par le Délégataire à l'analyse des données « brutes » et à la comparaison de ces données avec les prévisions et/ou les engagements de la Convention.

Le compte-rendu technique sera organisé comme suit.

Volet technique

Ce volet comprendra *a minima* les éléments suivants :

- Un état descriptif détaillé (niveau d'avancement par NRO et par SRO) et chiffré des études et travaux d'établissement effectués au titre de l'exercice considéré. Le Délégataire présentera notamment le nombre de prises raccordables par NRO et SRO. Ces chiffres seront analysés au regard des engagements contractuels. Le Délégataire rappellera également le nombre de NRO, SRO et prises à construire l'année suivante.

- Un état descriptif détaillé des investissements de Raccordements terminaux en détaillant en fonction des modalités de réalisation (STOC, OI) et les catégories de Raccordement (immeuble, pavillon souterrain, ...). Les délais de mise en service seront également présentés par le Délégataire, il analysera si ceux-ci ont été respectés par rapport aux engagements contractuels.
- Un état descriptif détaillé des investissements de densification du Réseau par Plaque FttH ;
- Un état descriptif détaillé des investissements de gros entretien et renouvellement (y compris le dévoiement et l'enfouissement) réalisé par le Délégataire, analysé en comparaison du plan d'affaires prévisionnel ;
- Un état de l'occupation du Réseau pour les différents éléments passifs (NRO, NRO-SRO, SRO, SRO-PBO) et actifs, identifiant les éventuels besoins de reconstitution de capacité. Une analyse sera notamment réalisée au regard des engagements contractuels. Le Délégataire présentera notamment les configurations-types des OLT et leur capacité d'évolution ;
- Un état descriptif détaillé de l'évolution générale de l'état des ouvrages et équipements ;
- L'export du système d'information du Délégataire, comprenant notamment les données SIG du Réseau et l'ensemble de la documentation administrative à stocker dans le cadre d'une Gestion Electronique de Documents conformément au format GRACE THD ;
- Le référentiel du Réseau couplé avec l'inventaire quantitatif, qualitatif et géographique mis à jour des biens de la Convention (biens de retour, biens de reprise et biens propres) ;
- Les résultats des indicateurs d'engagements de qualité de service pris tant vis-à-vis du Délégant que des Usagers et une comparaison par rapport aux engagements contractuels ;
- Le taux de disponibilité du réseau et une analyse de celui-ci au regard des engagements contractuels.
- Les données techniques relatives au suivi des incidents sur le réseau aussi bien pour les clients résidentiels que les professionnels (interventions de maintenance corrective, nature des incidents, délais de GTR ...). Ces chiffres doivent notamment être analysés afin de vérifier si les GTI et GTR ont été respectées par le Délégataire ;
- Les résultats des actions conduites par le Délégataire en matière de développement durable.

Volet organisation et moyens

Ce volet comprendra *a minima* les éléments suivants :

- L'organigramme et le tableau des effectifs à jour de la société Délégataire

- Le détail des prestations internalisées et celles qui sont subdélégées selon les deux catégories suivantes :
 - S'agissant des actionnaires du Déléataire :
 - La copie des conventions signées, y compris les données financières décrivant les modalités de rémunération du prestataire (distinguant les parties fixes et variables), ainsi que les conventions si elles ont fait l'objet d'un avenant durant l'exercice écoulé
 - La répartition entre le personnel dédié et le personnel mutualisé pour l'exécution des contrats sous-traités aux actionnaires du Déléataire. Pour les personnels pour lesquels la délégation représente un minimum de 10% de leur activité sur l'année écoulée, seront également fournis les relevés de temps hebdomadaires signés par les personnels concernés
 - En dehors des actionnaires du Déléataire, la liste des contrats signés au cours de l'année avec des tiers qui ne sont pas des Usagers du Réseau, indiquant l'identité du cocontractant, l'objet et la durée du contrat
- Le compte-rendu de l'exécution de la politique d'insertion par l'emploi et la formation en précisant :
 - Le pourcentage et le nombre d'heures réalisées sur l'année écoulée suivant les différentes formes d'insertion, y compris par les cocontractants du Déléataire et leurs sous-traitants (rang 1, rang 2, etc...) ;
 - Les justificatifs de bonne exécution, notamment ceux émanant des facilitateurs, des établissements de formation et des bénéficiaires qui seront définis au terme de la Convention ;
 - Les justificatifs de la bonne prise en compte des engagements par les cocontractants du Déléataire, ainsi que leurs sous-traitants, quel que soit le rang de sous-traitance
 - Les résultats des actions en matière de formation
- Un récapitulatif du montant du capital social et de l'actionnariat de la société *ad hoc*.

Volet commercial

Ce volet comprendra *a minima* les éléments suivants :

- Liste des Usagers et détail de la présence des Usagers par PM ;
- Contrats signés avec les Usagers du Réseau au cours de l'année ;
- Compte-rendu des actions de prospection et de commercialisation conduites par le Déléataire par Usager et prospect ;
- Fichiers d'Informations Préalables Enrichies (« IPE ») du Déléataire ;

- Détail des prises de commande pour l'année écoulée :
 - Les résultats des appels à cofinancement lancés sur l'exercice écoulé en détaillant le nombre de tranches souscrites par Usager, ainsi que les éventuels cofinancements ex post, en détaillant selon les années de décalage ;
 - Le tableau détaillant mensuellement les prises de commandes par type de Services (passifs/actifs, raccordements, GTR, ...) et par Usager
- Analyse de l'évolution des prises de commande (segmentation par Service et par Usagers) et du taux de pénétration (séparation par PM et par commune). Ces chiffres doivent être analysés au regard des engagements contractuels ;
- Evaluation des prévisions de prises de commandes et du taux de pénétration pour l'année à venir ;
- Analyse de l'ARPU, aussi bien pour les professionnels que les clients résidentiels ;
- Analyse comparative (« benchmark ») de la performance des tarifs proposés et notamment, des conditions de raccordement. Les territoires concernés comprendront à minima trois réseaux d'initiative publique à la maille départementale ou supra-départementale.
- Compte-rendu des actions de communication et de promotion du Réseau ;
- Analyse des résultats de l'enquête de satisfaction des Usagers et des Utilisateurs finals. Cette enquête sera réalisée à l'initiative et aux frais du Délégrant par un organisme indépendant auprès des Usagers et Utilisateurs finals du Réseau afin de mesurer la satisfaction des Usagers et des Utilisateurs finals quant aux Services apportés par le Réseau tant sur les aspects tarifaires (frais initiaux, frais récurrents) que sur les aspects non tarifaires (délai de mise en service, respect de ces délais, engagements sur la qualité de service et les pénalités associées). Elle permettra en outre d'avoir leurs retours sur les évolutions à envisager (évolution des processus, du système d'information, nouveaux Services, nouveaux débits proposés, évolutions de tarifs, meilleure qualité de service, ...) ;
- Analyse du nombre et du taux de résiliation par Usager.

Est annexé au compte rendu commercial le tableau détaillé des contrats Usagers (format tableur conforme aux standards en vigueur) précisant pour chaque liaison (identifiée à minima par son adresse complète), le type de service commercialisé, la date initiale de commercialisation, les FAS ou droit d'usage long terme facturés à l'ouverture du contrat, les coûts de raccordement terminal supportés, le montant facturé sur l'exercice, la durée d'engagement, la date de fin d'engagement.

Volet financier

Le compte-rendu financier comprendra l'ensemble des éléments suivants :

- Un récapitulatif du montant du capital social et de l'actionnariat de la société *ad hoc* ;

- Les bilans, compte de résultat et annexes, en forme CERFA de la société dédiée, pour l'exercice écoulé ainsi que le Grand Livre au format numérique (tableur) ;
- Le(s) rapport(s) du commissaire aux comptes (CAC) comprenant le rapport présentant les comptes détaillés ;
- Un récapitulatif des principales modifications intervenues dans la présentation comptable et financière ;
- Des développements sur l'évolution de l'activité déléguée ;
- Les comptes du service délégué, présentés selon la forme du plan d'affaires annexé à la convention de DSP, et qui devront faire apparaître :
 - En charges : les différents postes de dépenses tels qu'ils figurent dans le compte d'exploitation prévisionnel, tant pour l'exploitation du service que pour les raccordements, avec commentaires sur les différences enregistrées depuis l'exercice précédent et les écarts éventuels par rapport au compte d'exploitation prévisionnel,
 - En recettes : le montant précis et le détail de toutes les recettes de l'exercice perçues, avec commentaires sur les différences enregistrées depuis l'exercice précédent et les écarts éventuels par rapport au plan d'affaires prévisionnel ;
- La matrice de passage entre le compte de résultats certifié par le CAC et le compte du service délégué selon la forme du plan d'affaire ;
- Une présentation exhaustive et détaillée des modalités de calcul et de répartition des charges de personnel de direction, administratif, des frais généraux et éventuels frais de siège ;
- Une présentation analytique des comptes de la société dédiée par mission (1, 2 et 3), dont les principes seront à proposer par le Délégataire et éventuellement ajustés en fonction des demandes du Délégrant :
 - CAPEX en fonction des réalisations effectives,
 - OPEX en fonction de règles analytiques basées sur les prises raccordables et/ou raccordées,
 - Revenus en fonction des prises raccordables et/ou raccordées,
 - Participations publiques affectées à la mission...
- La décomposition des revenus par nature, distinguant les recettes liées aux droits d'usage long terme (de type IRU), les recettes récurrentes et les frais d'accès au service ;
- Le calcul détaillé du Coût unitaire moyen de Raccordement terminal sur l'exercice écoulé ;
- La nature et le montant des prestations et des fournitures confiés à des tiers en précisant ceux qui sont confiés à des sociétés appartenant au même groupe que les actionnaires de la société dédiée (avec rapprochement entre les coûts prévus dans les sous-contrats et les montants constatés) ;

- Un tableau de suivi des immobilisations par mission (1, 2, 3 et 4) au format tableur permettant de disposer des éléments suivants :
 - Classification des biens (biens de retour, de reprise ou biens propres),
 - Date de constitution de l'actif,
 - Valeur brute de l'actif,
 - Date de démarrage de l'amortissement,
 - Durée d'amortissement,
 - Modalités d'amortissement (linéaire, progressif, caducité, ...),
 - Amortissements pour dépréciation,
 - Amortissements de caducité,
 - Valeur nette comptable ;
- Un plan prévisionnel des dépenses d'investissement actualisé par mission ;
- Une présentation de la structure de financement de la société et des taux d'intérêt applicables, ainsi que des évolutions éventuellement apportées à cette structure sur l'exercice écoulé ;
- Le tableau de variation de trésorerie mensuel de l'exercice N, de la société dédiée ;
- Un état des éventuels impayés et des admissions en non valeurs de l'exercice clos ;
- Un état des sinistres ou contentieux (y compris fiscaux et sociaux) survenus dans le courant de l'exercice et leurs conséquences financières ainsi que des indemnités perçues des compagnies d'assurance ;
- La liste descriptive des éventuels engagements à incidence financière du Déléataire excédant l'échéance normale de la Convention, y compris en matière de cession de droits d'usage long terme (de type IRU) et de Raccordements finals (droits de suite), mettant en évidence les flux de fin de contrat susceptibles d'en résulter ;
- Des développements accompagnés d'un tableur présentant les calculs conduisant à déterminer le montant de la récupération à reverser au Délégrant au titre de l'année écoulée, ou permettant de conclure à l'absence de récupération à reverser au titre de l'année écoulée ;
- Un détail des calculs relatifs aux pénalités prises en charge par le Déléataire ;
- Le plan d'affaires prévisionnel (y compris Compte de résultat, Bilan, Tableaux de financement et de trésorerie) détaillé par mission (1, 2, 3 et 4) du service délégué actualisé à compter de l'exercice en cours et sur la durée restant à courir (il s'agit d'un élément de pilotage et non d'une mise à jour du compte d'exploitation prévisionnel contractuel), au format tableur ;
- Une estimation des indemnités de résiliation de la convention de DSP, selon les différents cas prévus par celle-ci ;

- Une synthèse des flux Délégant-Délégataire.

Article 40 : COMITE DE PILOTAGE

Un Comité de pilotage de la Délégation sera constitué. Ce Comité sera composé de représentants du Délégant et du Délégataire. Le Délégataire sera représenté par le Président de la maison-mère ou par son Directeur Général. Chacun de ces représentants pourra être accompagné de toutes personnes qu'il jugera utile de s'adjoindre pour les besoins de cette réunion, à condition que la présence de ces dernières ait été préalablement signalée au moins sept (7) jours avant la tenue du Comité.

Ce Comité de pilotage se réunira au moins deux (2) fois par an pendant la phase de conception et d'établissement du Réseau et au moins une (1) fois par an par la suite et à chaque fois qu'une des Parties le demandera.

Le Délégant convoquera le Comité de pilotage, précisera l'ordre du jour et le lieu de ces réunions et en rédigera les comptes-rendus. Le Délégataire pourra également demander la convocation du Comité de pilotage.

Le Comité de pilotage aura notamment pour objet de :

- suivre l'exécution des différentes phases de conception, de construction et d'exploitation du Réseau afin de s'assurer du respect des stipulations de la présente Convention ;
- proposer au Délégataire et au Délégant les améliorations pouvant être apportées aux conditions d'exploitation du Réseau ;
- échanger les informations nécessaires à la bonne exécution de la présente Convention ;

Par ailleurs, le Comité de pilotage examinera trimestriellement un tableau de bord synthétique du suivi de la Convention. Celui-ci mettra en évidence les facteurs clés du Réseau tant du point de vue technique que commercial et financier, et signalera l'apparition de problèmes potentiels.

Le tableau de bord synthétique sera communiqué par le Délégataire sept (7) Jours avant le Comité de pilotage au cours duquel il sera examiné.

Lors du premier Comité de pilotage en phase d'exploitation, le contenu de ce tableau de bord synthétique sera arrêté. Ses indicateurs pourront être amenés à évoluer en tant que de besoin.

Toute information peut également être sollicitée dans le cadre du pouvoir général de contrôle du Délégant.

Chaque partie pourra se faire assister des experts ou consultants de son choix dans les conditions prévues ci-dessus.

Toutes les réunions du Comité de pilotage devront faire l'objet de comptes-rendus lesquels seront rédigés par le Délégrant. Ces comptes-rendus devront être soumis à la signature des deux parties dans un délai maximum d'un (1) mois.

A défaut d'avoir présenté leurs observations dans le délai imparti, les parties sont réputées avoir accepté le procès-verbal du Comité de pilotage.

Article 41 : COMITE DE SUIVI

Le Comité de Suivi ou Comité Technique est une instance stratégique composée à parité de représentants du Délégrant et du Délégataire.

Soit, d'une part, pour le Délégrant :

- du Président du Délégrant ou un des membres du Comité syndical qui aura délégation du Président,
- du directeur du Délégrant,
- de tout agent du Délégrant, et expert extérieur invité suivant l'ordre du jour.

Et d'autre part, pour le Délégataire :

- d'un ou plusieurs représentants de la société mère de la société ad hoc : le Directeur Général de Réunicable et/ou le Directeur du Réseau d'Accès a minima pendant la période de construction du Réseau
- du directeur de la société ad hoc,
- de tout agent dont la présence est jugée nécessaire par le Délégataire.

Ponctuellement, la composition peut être élargie aux partenaires contribuant au financement des investissements d'établissement du Réseau.

Le Comité Technique se réunit au moins une (1) fois par mois pendant la phase de conception et d'établissement du Réseau et au moins quatre (4) fois par an par la suite et à chaque fois qu'une des Parties le demandera.

Le Délégrant convoque le comité technique et précise l'ordre du jour de ces réunions.

Ce Comité Technique a notamment pour objet d'arrêter le plan de déploiement et son évolution, en particulier s'agissant des projets d'enfouissement et de dévoiement visés à l'Article 28.3, et d'informer ses membres des conditions d'exécution de la Convention, notamment sur la stratégie mise en œuvre par le Délégataire (marketing, plan de communication ...).

Ce Comité Technique a notamment pour fonction d'analyser les comptes rendus trimestriels transmis par le Délégataire.

Chaque Partie pourra se faire assister des experts ou consultants de son choix.

Toutes les réunions du Comité Technique devront faire l'objet de comptes-rendus lesquels seront rédigés par le Délégrant. Ces comptes-rendus devront être soumis à la signature des deux parties dans un délai maximum d'un (1) mois. A défaut d'avoir présenté leurs

observations dans le délai imparti, les parties sont réputées avoir accepté le procès-verbal du Comité Technique.

Article 42 : SANCTIONS PECUNIAIRES

En cas de manquement par le Délégataire à l'une de ses obligations au titre de la Convention, le Délégant peut exiger le versement d'une pénalité par le Délégataire dans les conditions prévues au présent Article, hors cas de force majeure et causes exonératoires. En cas de mise en demeure restée sans effet, la pénalité est calculée à compter du lendemain du jour où l'obligation contractuelle devait être remplie.

Le montant des sanctions pécuniaires prononcées ne peut justifier la révision des conditions de rémunération du Délégataire.

Les pénalités seront doublées en cas de renouvellement de la même infraction dans les conditions définies dans le présent Article.

Le tout est sans préjudice de l'obligation du Délégataire de mettre en œuvre toutes solutions de nature à résoudre le ou les manquements constaté(s).

L'application de pénalités ne fait pas obstacle à la mise en œuvre de mesures coercitives et des sanctions prévues par la Convention.

Les pénalités sont libératoires et sont présumées réparer les préjudices directs subis par le Délégant du fait des manquements du Délégataire.

Les pénalités peuvent être cumulées pour une même cause entraînant plusieurs manquements aux obligations du Délégataire.

Dans le cas général, le Délégant fixe, dans la mise en demeure qu'il adresse au Délégataire, un délai dans lequel ce dernier doit se mettre en conformité avec l'une de ses obligations contractuelles, sous réserve des pénalités spécifiques à certaines obligations prévues par la Convention.

Ce délai, qui est fixé en fonction de la nature du manquement invoqué, est décompté à partir de la date de réception de la mise en demeure par le Délégataire. Il ne peut, en tout état de cause, être inférieur à un (1) mois.

Les pénalités spécifiques encourues sont les suivantes :

- a) Pénalités applicables à la conception et la construction du Réseau
 - 10€ par Prise manquante, à chaque jalon trimestriel, au regard des engagements de volume cumulé de remise au Délégant des études de conception APS et APD fixés à l'Annexe 3.1 (Planning déploiement)

La pénalité est doublée à partir du dernier jalon calendaire et appliquée chaque trimestre en fonction des écarts mesurés jusqu'à l'atteinte de l'objectif ; si aucun retard n'est constaté lors de la phase de travaux, aucune pénalité ne pourra être appliquée.

Les engagements de volume seront ajustés en fonction des Prises recensées lors des RBAL. La volumétrie fera l'objet d'une approbation lors de la réception des APS par le Délégrant.

- 20€ par Prise manquante, à chaque jalon trimestriel, au regard des engagements de volume cumulé de Prises livrées et ouvertes à la commercialisation fixés à l'Annexe 3.1

Par Prise livrée et ouverte à la commercialisation, on entend un Local ayant fait l'objet de l'ensemble du processus de déploiement jusqu'au PBO et déclaré dans le fichier d'information Préalable Enrichie

La pénalité est doublée à partir du dernier jalon calendaire et appliquée chaque trimestre en fonction des écarts mesurés jusqu'à l'atteinte de l'objectif.

La pénalité n'est pas appliquée en cas de rattrapage du retard à l'issue d'une période de 6 mois.

Les engagements de volume seront ajustés en fonction des Prises recensées lors des RBAL. La volumétrie fera l'objet d'une approbation lors de la réception des APS par le Délégrant. Les Prises de densification ainsi que les Prises bloquées seront sorties des assiettes pour le calcul des écarts.

- En cas de retard dans la levée des réserves soit trente (30) jours pour lever une réserve majeure et quatre-vingt-dix (90) jours pour une réserve mineure, à la suite de la procédure de réception décrite à l'Article 21, une pénalité de 5 € par réserve et par jour faisant encore l'objet de réserves sera appliquée ; la pénalité est doublée au-delà de trente (30) jours de retard pour une réserve majeure et quatre-vingt-dix (90) jours pour une réserve mineure.

Les pénalités cumulées dues au titre de la construction du Réseau sont plafonnées à un montant annuel d'un million cent vingt mille (1 120 000) euros et au global, pour toute la durée de la Convention, au montant de cinq millions six cent mille (5 600 000) € soit le montant maximal de la GAPD Construction.

b) Pénalités applicables à l'exploitation du Réseau

- 10 € par semaine de retard pour tout raccordement non traité dans les délais figurant à l'Annexe 4.2. Cette pénalité s'applique à tout raccordement réalisé en mode OI ou en mode STOC s'il fait l'objet d'un CR STOC KO cause OI avéré ; Le délai s'entend jusqu'à l'information de levée de non-conformité remontée à l'OC (envoi du fichier Interop « Notif_Reprov »). Une annulation de commande ainsi qu'un blocage pour tout fait d'un tiers entraîne la sortie d'assiette des raccordements non traités
- 40 € pour la fermeture d'un ticket d'incident collectif ou 20 € pour la fermeture d'un ticket d'incident individuel liée à une interruption de service si moins de 90% des tickets ont été clôturés au-delà de dix (10) jours calendaires sur le trimestre concerné sauf travaux de génie civil à refaire, de câble de plus de 48 fibres à souder, ou d'impossibilité d'intervenir pour des causes exogènes au délégataire (par exemple, un élagage, un aléa climatique ou tout risque sur la sécurité liée à l'intervention sur le réseau). Le Délégrant aura la faculté d'ouvrir un ticket d'incident ;

- 5€ pour chaque non-respect par le Déléataire, par Client final d'un Opérateur Usager, d'une garantie de temps de rétablissement fixée dans les Contrats de Service des offres à destination des entreprises (FttH Pro et FttE) figurant au Catalogue de Service ; la pénalité est doublée en cas de rétablissement du service au-delà d'une période supérieure au double de la garantie contractuelle ;
- 10€ par Prise et par semaine de retard en cas de non-respect du délai de dix (10) jours pour assurer la création d'une nouvelle adresse sans intervention terrain. La pénalité est doublée si ce retard trouve sa cause dans la mauvaise gestion de la reconstitution par anticipation des réserves de capacité du Réseau tel que stipulé à l'Article 27.3 ;
- 20€ par Prise et par trimestre de retard en cas de non-respect des délais de trois (3) mois pour une désaturation simple (nouveau PBO sur ZA PM existante) et neuf (9) mois pour la création d'une nouvelle ZA PM pour assurer la densification du Réseau ou pour assurer le traitement d'une prise bloquée dont le prérequis a été levé. La pénalité est doublée si ce retard trouve sa cause dans la mauvaise gestion de la reconstitution par anticipation des réserves de capacité du Réseau tel que stipulé à l'Article 27.3 ou en cas de retard supérieur à deux (2) trimestres.

Les pénalités cumulées dues au titre de l'exploitation du Réseau sont plafonnées à un montant annuel de cent vingt mille (120.000) euros et au global, sur la durée d'exécution de la Convention, au montant de trois millions mille (3 000 000) €, soit le montant maximal de la GAPD exploitation.

- c) Pénalités administratives de production de documents (à l'exclusion des DOE) ou versement(s) de redevance(s)
- Trois fois le montant du SMIC horaire par heure d'insertion non réalisée et 30 € par heure de formation non réalisée, par rapport aux engagements de formation et d'insertion, et ce sur la base du bilan annuel versé au rapport annuel ;
 - 100 euros par document et par jour de retard, à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions en insertion ; la pénalité est doublée au-delà de trente (30) jours de retard ;
 - 500 € par jour de retard dans le versement de la redevance pour frais de contrôle au-delà de quinze (15) jours de retard ; la pénalité est doublée au-delà de trente (30) jours de retard ;
 - 500 € par jour de retard dans le versement de la redevance d'affermage au-delà de quinze (15) jours de retard ; la pénalité est doublée au-delà de trente (30) jours de retard ;
 - 500 € par jour de retard dans le versement de la redevance à destination du fonds pour le développement des usages du numérique au-delà de quinze (15) jours de retard ; la pénalité est doublée au-delà de trente (30) jours de retard ;
 - 500 € par jour de retard dans la transmission des conventions conclues avec les tiers au-delà de quinze (15) jours de retard ; la pénalité est doublée au-delà de trente (30) jours de retard ;

- 500 € par jour de retard, au-delà de quinze (15) jours de retard, dans la transmission des documents demandés par le Délégrant, selon le délai et modalités fixés par lui ou à lui fournir en application de la Convention, notamment le rapport annuel du Délégataire et les comptes-rendus techniques et financiers ; la pénalité est doublée au-delà de trente (30) jours de retard.

Les pénalités administratives de production de documents cumulées sont plafonnées aux montants des Garanties à Première Demande en vigueur au moment de leur application.

L'atteinte d'un des plafonds globaux de pénalités susvisés ou l'atteinte de deux plafonds annuels consécutifs susvisés est constitutive d'une faute du Délégataire susceptible d'entraîner la résiliation de la Convention dans les conditions de l'Article 44.

Ces pénalités ne sont pas applicables en cas de Force majeure et en cas de Causes exonératoires telles que visées à l'Article 49, sous réserve que le Délégataire justifie avoir fait toute diligence pour éviter ou limiter les dommages.

Article 43 : EXECUTION D'OFFICE ET MISE EN REGIE PROVISOIRE

43.1. L'exécution d'office

En cas de manquement du Délégataire à l'une ou plusieurs de ses obligations, le Délégrant pourra lui adresser une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, l'informant des manquements constatés et lui accordant un délai adapté pour rétablir la situation.

Dans le cas où le Délégataire ne déférerait pas à la mise en demeure dans le délai imparti, le Délégrant pourra procéder à la mise en régie provisoire, totale ou partielle, en exécutant directement ou en faisant exécuter tout ou partie des obligations incombant au Délégataire dans le cadre de la Convention, et ce aux risques, frais et périls du Délégataire, dans les conditions décrites à l'Article 43.2 de la Convention.

L'application de la mise en régie ne fera pas obstacle ni à l'application des pénalités, ni à l'action de déchéance.

Le Délégataire facilitera l'intervention du Délégrant dans la mise en œuvre de cette intervention.

Le Délégrant est responsable des travaux exécutés dans le cadre de l'Exécution d'Office et des risques en découlant.

Le Délégrant met fin à l'Exécution d'Office dans les meilleurs délais dès lors que le Délégataire est à nouveau en mesure de remplir ses obligations et qu'il justifie avoir réglé l'ensemble des conséquences pécuniaires de l'Exécution d'Office.

En cas d'urgence avérée, le Délégrant peut prendre toutes mesures utiles sans délai, après en avoir averti le Délégataire par tout moyen approprié.

43.2. La mise en régie provisoire

En cas de manquement grave du Délégataire à ses obligations contractuelles laissant apparaître son incapacité à respecter les obligations essentielles qui lui incombent au titre de

l'exécution de la présente Convention, ayant donné lieu à l'application ou non de pénalités, il pourra être procédé, après mise en demeure par le Délégrant restée sans effet pendant trois (3) mois, à la mise en régie provisoire du service public délégué pendant une durée maximale de six (6) mois renouvelable une fois.

Les frais de mise en régie provisoire du service sont à la charge du Délégataire et sont immédiatement exigibles auprès du Délégataire. En l'absence de règlement du montant de ces frais, dans un délai de 30 jours à compter de leur notification par le Délégrant au Délégataire, le Délégrant peut prononcer la déchéance du Délégataire dans les conditions prévues par les stipulations de l'Article 44.

Durant la période de mise en régie, le Délégrant exploite sous sa responsabilité le service public délégué en lieu et place du Délégataire mais avec son concours. Le Délégrant perçoit l'ensemble des recettes d'exploitation du Service aux fins de régler l'ensemble des dépenses de la Convention. Pour autant que son montant soit dûment justifié, le déficit est à la charge du Délégataire, exception faite le cas échéant de la part résultant d'une faute de gestion du Délégrant. En cas de situation bénéficiaire, ledit bénéfice est affecté à la réalisation d'investissements complémentaires ou toute autre dépense dans l'intérêt du service public délégué.

Durant la période de mise en régie, le Délégrant exploite sous sa responsabilité le Service public en lieu et place du Délégataire mais avec son concours. Le Délégrant perçoit l'ensemble des recettes d'exploitation du Service aux fins de régler l'ensemble des dépenses de la Délégation. Pour autant que son montant soit dûment justifié, le déficit est à la charge du Délégataire. En cas de situation bénéficiaire, ledit bénéfice est affecté à la réalisation d'investissements complémentaires.

La mise en régie cessera au lendemain du jour où 'il aura été remédié au manquement signifié.

L'application de la mise en régie ne fera pas obstacle à l'action de déchéance.

TITRE VIII : FIN DE LA CONVENTION

Article 44 : RESILIATION POUR FAUTE DU DELEGATAIRE

En cas de manquement grave et répété du Délégataire à l'exécution de ses obligations au titre de la Convention le Délégant pourra de plein droit mettre fin à la Convention aux frais, torts et griefs du Délégataire, et notamment dans l'une des hypothèses suivantes :

- le Délégataire n'aurait pas procédé à la constitution de la société ad hoc dans les délais et conditions prévues à l'Article 4.1 de la Convention ;
- le Délégataire n'aurait pas procédé à une des augmentations de capital visées à l'Article 4.1 de la Convention ou n'aurait pas apporté les financements prévus au plan d'affaire, quelle qu'en soit la forme.
- l'atteinte d'un des plafonds globaux de pénalités prévu à l'Article 42 ;
- un retard de six (6) mois dans le paiement des redevances dues au titre de l'Article 31 de la présente Convention.

Lorsque le Délégant considère que les conditions de la déchéance sont réunies, il adresse au Délégataire une mise en demeure de se conformer aux obligations prévues à la Convention et de mettre immédiatement fin à la situation de manquement.

Si, dans le délai adapté à la situation qui ne saurait être inférieur à deux (2) mois, à compter de la date de réception de la mise en demeure, le Délégataire ne s'est pas conformé à celle-ci, le Délégant peut alors prononcer la résiliation de la Convention aux torts exclusifs du Délégataire par une nouvelle lettre recommandée avec accusé de réception au terme d'un délai qui ne saurait être inférieur à trente (30) jours ouvrés.

Le Délégant prend toutes les mesures qu'il estime utiles pour assurer la continuité du service public dans des conditions optimales, aux frais, risques et périls du Délégataire étant précisé que les frais de déchéance et indemnités dues par le Délégataire pour les préjudices subis par le Délégant en raison du manquement du Délégataire et de la résiliation de la Convention pour faute seront plafonnés comme suit : le Délégataire aura droit au versement d'un indemnité égale à la différence entre les montants (A) et (B) :

- (A) La valeur des Biens de retour soit la valeur nette comptable des investissements portés par le Délégataire déduction faite de la part des subventions reçues du Délégant non encore reprise au compte de résultat et du reversement de la TVA initialement récupérée au titre des investissements si le Délégataire y est obligé dans le cadre des dispositions du Code général des impôts.
- (B) étant le montant égal :
 - o le préjudice direct réellement subi par le Délégant provoqué par la cessation anticipée de la Convention , strictement nécessaire pour assurer la cessation de la Convention et dûment et objectivement justifié par le Délégant dans son principe et son montant (dont les coûts directs et indirects liés à la Déchéance du Délégataire)

- Les sommes restantes dues au titre des redevances visées à l'Article 31 et des produits constatés d'avance au titre des raccordements terminaux et des IRU non encore repris au compte de résultat à la date de résiliation. Le montant de l'indemnité défini ci-dessus s'entend net de TVA.

En tout état de cause, l'indemnité du Délégué est minorée ou majorée des coûts ou gains liés au financement représentant l'indemnité pour remboursement anticipé éventuellement due au(x) prêteur(s) de la société ad hoc Délégué du fait de la résiliation des contrats de prêts et des instruments de couverture contre le risque de variation de taux d'intérêts qui s'y rattachent.

Article 45 : RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le Délégué a la possibilité, pour tout motif tiré de l'intérêt général de mettre fin à la Convention avant son terme, conformément à la procédure décrite ci-dessous.

Le Délégué fait connaître au Délégué, par lettre recommandée avec accusé de réception, son intention de résilier la Convention pour motif d'intérêt général.

Dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception de la lettre du Délégué visée ci-dessus, le Délégué informe le Délégué par courrier du montant estimatif de l'indemnisation qui serait due au Délégué au titre du présent Article si la résiliation était prononcée.

Si le Délégué décide de procéder à la résiliation de la Convention, le Délégué doit notifier sa décision de résiliation au Délégué par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de trois (3) mois à compter de la réception du courrier du Délégué visé ci-dessus.

La décision de résiliation de la Convention prend effet six (6) mois après la date de réception de la décision de résiliation par le Délégué.

Les opérations de fin de contrat prévues au présent chapitre sont engagées dès notification de cette décision.

Le Délégué indique dans sa décision de résiliation les travaux qu'il demande au Délégué de réaliser durant la période de six (6) mois visée ci-dessus. Les Parties doivent agréer le coût de ces travaux. Ce coût sera inclus dans le montant de l'indemnité due au titre du présent Article.

En cas de résiliation anticipée pour motif d'intérêt général ou de force majeure, le Délégué s'engage à verser au Délégué une indemnité dans les quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la date de prise d'effet de la résiliation.

Le montant de l'indemnité correspond à la somme des éléments suivants :

- pour les Biens de retour, une somme correspondant à la valeur des biens construits non amortis ou à leur valeur résiduelle financière si ces biens ont été financés via un crédit-bail majorée éventuellement de la TVA à reverser au Trésor Public. Cette valeur des biens est nette de la part des subventions versées par le Délégué ou tout autre organisme public et qui n'a pas été reprise au compte de résultat de la Délégation lors des exercices précédents

cette résiliation. Elle ne peut excéder la Valeur Nette Comptable figurant dans les comptes de la société Déléataire ;

- pour les Biens de reprise, un montant représentatif de la valeur économique des biens et qui ne pourra excéder leur valeur nette comptable majoré de la TVA à reverser au Trésor Public ;
- le rachat éventuel des stocks et de pièces de rechange nécessaires à la marche normale de l'exploitation ;
- les coûts ou gains liés au financement représentant l'indemnité pour remboursement anticipé éventuellement due au(x) prêteur(s) de la société ad hoc Déléataire du fait de la résiliation des contrats de prêts et des instruments de couverture contre le risque de variation de taux d'intérêts qui s'y rattachent. Cette indemnité sera égale à une indemnité actuarielle calculée conformément aux usages. Les modalités de cette indemnité devront être présentées au Délégant dès la finalisation des contrats de prêts et avant leur signature lesquels doivent respecter les principales caractéristiques des financements à mettre en place pour les besoins de l'exécution de la Convention ; en cas de soulte négative (coût), l'indemnité de résiliation est augmentée de ce coût ; en cas de soulte positive (gain), l'indemnité est diminuée de ce gain.
- une somme correspondant à son manque à gagner sur la durée restant à courir du contrat et calculée de la manière suivante la valeur nette actualisée des flux actionnaires (dividendes, intérêts et remboursement de prêts d'actionnaires) tels que prévus dans le plan d'affaires entre la date effective de résiliation et la date prévue de la fin de la Convention (nonobstant la résiliation anticipée de la Convention). Le taux d'actualisation utilisé sera le taux actionnaire

L'encours des provisions constituées par le Déléataire à la date de résiliation sera déduit de l'indemnité.

L'encours des produits constatés d'avance non encore repris au compte de résultat, établi selon les conditions fixées à l'Article 46.3 sera déduit de l'indemnité.

Le montant de l'indemnité défini ci-dessus s'entend net de TVA. Les indemnités sont fixées, selon les modalités définies ci-avant et de manière qu'aucun chef de préjudice ne fasse l'objet d'une double indemnisation. A défaut d'accord entre les Parties cette indemnité est fixée par la juridiction administrative compétente.

Les biens, équipements et documents sont remis au Délégant dans les conditions prévues à la présente Convention.

Article 46 : REPRISE DES BIENS ET CONVENTIONS

Au terme de la Convention, il est procédé à la remise des biens, installations, droits et obligations, liés à la Délégation selon les stipulations ci-dessous.

46.1. BIENS DE RETOUR

A la fin de la Convention, quelle qu'en soit la cause, le Délégant reprendra immédiatement en jouissance l'ensemble des biens de retour visés à l'Article 5.1 de la Convention et figurant à l'inventaire actualisé constituant l'Annexe 8.1 (Volet administratif).

S'agissant des données et de la base de données visée à l'Article 5.1, le Délégataire doit prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment technologiques, pour permettre leur transfert au Délégrant ou à un tiers exploitant en fin de Convention, dans des délais compatibles avec la poursuite de l'exploitation du Réseau et la continuité du service public. Il s'engage sur la faisabilité de ce transfert du point de vue des droits de propriété intellectuelle, et en supporte les coûts éventuels. L'ensemble du Réseau devra être restitué par le Délégataire en parfait état de fonctionnement.

La remise de ces biens s'effectuera à titre gratuit en fin normale du contrat.

46.2. BIENS DE REPRISE ET BIENS PROPRES

Le Délégrant pourra également décider, après accord du Délégataire, de reprendre les biens de reprise du Délégataire à l'expiration normale ou anticipée de la présente Convention, quelle qu'en soit la cause, contre indemnité égale au maximum à leur valeur nette comptable.

Le Délégrant pourra également décider de reprendre, après accord du Délégataire, les biens propres du Délégataire à l'expiration normale ou anticipée de la présente Convention, quelle qu'en soit la cause, contre indemnité égale au maximum à leur valeur nette comptable.

Cette reprise selon les modalités financières ci-dessus sera précédée d'une inspection contradictoire des biens concernés et ne pourra avoir lieu uniquement si ces biens sont en bon état de fonctionnement.

Le montant de l'indemnité sera mandaté au Délégataire dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception des pièces justificatives nécessaires au mandatement de cette indemnité.

46.3. SORT DES PROVISIONS NON UTILISEES ET DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

À échéance normale ou anticipée de la Convention, les provisions constituées par le Délégataire dans le cadre de la Convention et qui n'auront pas été utilisées, seront restituées au Délégrant.

A échéance normale ou anticipée de la Convention, le Délégataire reversera au Délégrant cinquante pour cent (50%) des encours des produits constatés d'avances provenant des IRU et des frais de raccordement terminaux dans les conditions définies aux Articles 44 (*Résiliation pour Faute du Délégataire*), 45 (*Résiliation pour Motif d'Intérêt Général*) et 49 (*Force Majeure et Cas Fortuit*).

Ces produits constatés d'avance correspondront au montant cumulé des produits perçus au titre des IRU et des frais de Raccordement terminaux diminué du montant cumulé repris au compte de résultat à la date de résiliation ou de fin normale de la convention.

Le Délégataire produit, chaque année, à l'appui du compte-rendu financier, les tableaux correspondants et permettant au Délégrant de suivre les montants concernés.

Le Délégataire produira les tableaux correspondants et permettant au Délégrant de vérifier le montant de ce reversement au plus tard deux mois avant le terme normal de la Convention.

Ce reversement du Déléataire au Délégrant intervient après émission par ce dernier du titre de recettes correspondant.

46.4. REPRISE DES CONVENTIONS PAR L'AUTORITE DELEGANTE

Les contrats et conventions souscrits par le délégataire ne doivent pas être conclus pour une durée supérieure à la présente Convention.

Toutefois, afin de permettre la continuité du service, des conventions et contrats pourront être conclus pour une durée excédant le terme de la présente Délégation, dès lors que le Délégrant l'aura autorisé, sans préjudice des dispositions de l'Article 46.

Dans ces conditions, à la fin de la présente Convention, pour quel que motif que ce soit, le Délégrant (ou un tiers désigné par le Délégrant) sera substitué de plein droit au Déléataire dans les conventions d'occupation et contrat conclus par le Déléataire, y compris les acquisitions de droits d'usage d'infrastructures existante, et qui seraient encore en vigueur.

Ces conventions seront exécutées dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord des parties.

Un inventaire quantitatif et qualitatif des contrats et conventions en vigueur à la fin de la Convention sera établi et communiqué par le Déléataire au Délégrant six mois avant la fin de la Convention.

46.5. REVERSEMENTS DES DROITS A RESTITUTION AU TITRE DES RACCORDEMENTS COMMERCIALISES SOUS FORME LISSEE

Concernant les raccordements commercialisés sous la forme de raccordement lissé, le Délégrant reversera au Déléataire, au terme normal de la Convention, le montant des droits de restitution dont le Déléataire bénéficie au titre du catalogue de services.

Article 47 : CONTINUITE DU SERVICE PUBLIC A LA FIN DE LA CONVENTION DE DÉLÉGATION

Le Délégrant s'engage à se rapprocher du Déléataire afin de prendre toutes mesures pour assurer la continuité du service au terme de la Convention.

Dans les deux (2) ans précédant le terme normal ou dans les six (6) mois précédant le terme anticipé de la Convention de délégation, les Parties mettront à profit ce délai afin de décider des mesures notamment techniques et commerciales à prendre ainsi que toutes dispositions utiles pour que les Usagers ne souffrent pas d'une interruption du service.

Dans les six (6) derniers mois de la Convention, le Déléataire s'engage en particulier à collaborer avec le Délégrant et avec un éventuel tiers que le Délégrant aura désigné pour reprendre tout ou partie de l'exploitation du service public au terme de la Convention. En particulier :

- il fournit au Délégrant une documentation complète et à jour du Réseau, conformément à GRACE THD ;
- il transmet, à la demande du Délégrant, des copies de l'ensemble des fichiers de son système d'information et de son référentiel réseau, dans un format informatique courant conformément à GRACE THD ;
- il donne accès à l'ensemble du Réseau aux représentants du Délégrant et/ou du tiers désigné ;
- il accueille des représentants du délégant et/ou de ce tiers dans son centre d'exploitation pour qu'ils assistent aux opérations pendant une période permettant un transfert effectif de compétence, qui ne pourra pas être inférieure à quinze jours ouvrés si le Délégrant en fait la demande ;
- il remet la liste de l'ensemble des biens de retour et la documentation y afférente ;
- il permet au Délégrant ou à toute entité juridique à laquelle le Délégrant aura confié l'exploitation du Réseau, de devenir titulaire , dans les mêmes termes et conditions que le Délégataire des sous-contrats liés à l'exploitation du Réseau et au backbone pendant une période six (6) mois au-delà du terme (normal ou anticipé) de la Convention ;
- il collabore avec un éventuel tiers désigné par le Délégrant aux fins de reprendre tout ou partie de l'exploitation du service public ;
- il donnera accès au Réseau,
- il l'informera et l'accompagnera dans la transition de l'exploitation du Réseau,
- le cas échéant, il lui permettra d'assister aux opérations du centre d'exploitation pendant une période de transfert effectif de compétences d'au moins deux semaines,
- il remet au Délégrant l'ensemble des données techniques, financières et commerciales nécessaires au bon fonctionnement du Réseau et à sa bonne exploitation, en particulier, et dans le respect des exigences de la présente convention :
 - documentation complète et à jour du Réseau accompagnée de l'inventaire des biens,
 - fichier complet des locaux,
 - commandes en cours,
 - historique des incidents sur les 12 derniers mois,
 - copie de l'ensemble des fichiers du système d'information et du référentiel réseau,

A la demande du Délégrant, le Délégataire remet les éléments financiers et commerciaux permettant au Délégrant la préparation du dossier de consultation pour le renouvellement de la délégation de service public, notamment celles visées à l'article R.3131-3 du code de la commande publique, ou tout autre disposition qui aurait vocation à s'y substituer.

Le Délégataire devra fournir, au moins deux ans avant la fin de la Convention, tous les éléments financiers et commerciaux, dont le fichier des Usagers, à un format électronique modifiable, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, permettant au Délégant de préparer le dossier de consultation pour le renouvellement de la délégation de service public. Ce fichier comprendra *a minima* les routes optiques conformément à GRACE THD.

Le Délégataire s'engage à fournir en fin de Convention la documentation décrivant les éléments du réseau en l'état, notamment :

- tous les DOE des équipements et de leur zone arrière ainsi qu'un export au format CSV de toutes les routes optiques avec leur état d'usage ;
- un inventaire des équipements par NRO et par PM toujours sous forme d'export CSV ;
- le listing de toutes les adresses au format IPE (ce qui inclue tous les détails nécessaires à l'exploitation des adresses ; coordonnées, organisme de gestion, état, équipement de rattachement, etc...) ;
- le listing de l'historique des commandes avec leur état d'avancement au format CSV ainsi que les fichiers d'échange en cours pour les commandes en cours ;
- un export des raccordements client intervenus sur une période de 12 mois avec leur historique ;
- un export au format CSV de l'historique de gestion des incidents survenus sur le réseau ;
- le fichier des usagers du réseau au format CSV ;
- des exports au format Grace THD du référentiel SIG du réseau ;
- une assistance au nouvel exploitant.

Le Délégataire s'engage à donner accès à l'ensemble du Réseau aux représentants du nouvel exploitant.

Le Délégataire s'engage à donner accès, à fournir de l'information sur l'exploitation du Réseau aux représentants du nouvel exploitant.

Pour ce faire le Délégataire remet au représentant du nouvel exploitant les documents et manuels d'exploitation, et l'accompagne dans la transition.

Le Délégataire s'engage à accueillir des représentants du nouvel exploitant dans son centre d'exploitation pour qu'ils assistent aux opérations pendant une période permettant un transfert effectif de compétence pendant au moins 15 jours calendaires et pour un maximum de 30 jours calendaires sauf accord contraire.

A l'expiration de la Convention, le Délégant se substitue au Délégataire dans l'exercice de tous ses droits et dans l'exécution de tous ses engagements en vigueur, nés et souscrits au cours et dans l'intérêt de la Délégation.

TITRE IX : STIPULATIONS FINALES

Article 48 : REVISION DE LA CONVENTION

Toute demande de révision par l'une des Parties doit être faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le Délégrant et le Délégataire se rencontreront alors à la demande de la Partie la plus diligente, pour rechercher, de bonne foi, les mesures éventuelles permettant de remédier à cette situation dans le respect de la réglementation en vigueur.

Les Parties s'engagent alors à se réunir dans les dix (10) jours ouvrés de la réception, par son destinataire, de la demande de révision.

Si, dans les trois (3) mois à compter de la demande de révision par l'une des Parties, un accord entre les Parties n'est pas intervenu, les Parties conviennent de mettre en œuvre les stipulations de l'Article 52.

Une demande de révision de la présente Convention peut être sollicitée par l'une des Parties notamment en cas :

- en cas d'évolution importante de la législation et/ou de la réglementation, notamment en matière de communications électroniques, dans la mesure où celle-ci entraînerait la nécessité ou l'opportunité de procéder à une modification significative des investissements ou à une modification significative des conditions d'exploitation ;
- en cas d'investissements supplémentaires non prévus portant bouleversant l'équilibre économique de la Convention ;
- de mise en place d'une nouvelle offre de fibre dédiée aux acteurs publics du territoire ;
- en cas de déploiement d'un réseau de communications électroniques d'initiative publique concurrent à celui du Délégataire sur le périmètre de la Convention ;
- en cas de révision des tarifs dans les conditions fixées par l'Arcep dans ses lignes directrices en date du 7 décembre 2015 relatives à « la tarification de l'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique déployée par l'initiative publique » ;
- -en cas d'empêchement du Délégataire d'exécuter une de ses obligations substantielles pendant plus de trois (3), en raison cas de Force Majeure, d'un cas fortuit ou du fait du prince.
- de bouleversement de l'équilibre économique prévisionnel figurant au plan d'affaires prévisionnel constituant l'Annexe 7 en application du régime prévu au 3° de l'article L.3135-1 du code de la commande publique, ou en raison d'une évolution de la législation et/ou de la réglementation dont la survenance ne serait pas raisonnablement prévisible par le Délégataire à la date de la conclusion de la présente Convention, notamment en matière de communications électroniques, dans la mesure où celle-ci entraînerait un impact substantiel sur les coûts supportés par le Délégataire dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Il est expressément accepté par les Parties que l'évolution normale des conditions techniques et tarifaires de régulation du marché des communications électroniques applicables à l'activité du Déléataire et des circonstances normales de fonctionnement des marchés des communications électroniques fixes et des marchés d'approvisionnement du Déléataire ne peuvent conduire à un tel bouleversement, ce dernier ayant expressément et irrévocablement accepté de supporter les risques résultant de ces évolutions en s'engageant au titre de celle-ci.

Article 49 : FORCE MAJEURE, CAS FORTUIT ET FAIT DU TIERS OU DU DELEGANT

49.1. FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Sont expressément considérés comme des cas de force majeure ou de cas fortuit au sens de l'article 1148 du Code civil, tout événement extérieur, imprévisible et irrésistible au comportement des Parties à la Convention.

Constituent également au sens de la Convention, des causes exonératoires de responsabilité des Parties les aléas limitativement énumérés qui perturbent ou interrompent le calendrier, à savoir :

- La décision de résolution ou de résiliation de la Convention prise par le juge administratif ;
- Les injonctions administratives ou judiciaires ayant pour effet de suspendre ou d'arrêter tout ou partie des travaux, non imputables au Déléataire ;
- Les troubles résultant d'intempéries au sens de l'article L. 5424-8 du code du travail, d'un cataclysme naturel, d'hostilités, d'épidémies, d'actes terroristes, de révolutions populaires, d'incendies ou d'inondations, violences ;
- Rupture d'alimentation électrique pendant plus de 4 heures
- Les jours de retard consécutifs à une grève générale affectant la réalisation ou l'exploitation du Réseau d'une durée supérieure à trois (3) jours consécutifs, à l'exception d'une grève du personnel du seul Déléataire et/ou de ses sous-contractants ne résultant pas d'une grève générale ;
- Dans la mesure où celles-ci ne sont pas induites par un fait fautif du Déléataire, la non-obtention des autorisations nécessaires au déploiement des Prises (droits de passage, conventions d'occupation domaniale, contrats d'accès aux réseaux existants, etc.) ;
- Les ruptures d'approvisionnement de matériaux non imputables au délégataire ne permettant pas la construction ou l'exploitation du Réseau
- Le refus ou le retrait, l'annulation ou la suspension d'une autorisation administrative ou d'une décision d'un syndicat de copropriété ou d'un bailleur nécessaires à l'exécution de la Convention, pour une cause non imputable au Déléataire ;
- La détérioration ou la destruction totale ou partielle du Réseau du fait de tiers ;

- Du retard dans le versement des subventions publiques de plus de trois mois ;
- Le non-déploiement d'une Prise bloquée ;
- Les aléas géologiques qui ne pouvaient être anticipés ;
- En cas de retard ou de réponse insatisfaisantes de la part des exploitants de réseaux sensibles sollicités au titre de l'article R. 554-23 du code de l'environnement ;
- La découverte de vestiges archéologiques.

Si l'une des Parties invoque la survenance d'un cas de force majeure ou d'un cas fortuit tel que mentionné ci-dessus, elle le notifie immédiatement, par écrit, à l'autre Partie, en précisant la nature de l'événement, le ou les retards en résultant ou susceptibles d'en résulter, et les mesures envisagées pour en atténuer les effets.

En pareil cas et pendant toute la durée de l'évènement invoqué, les obligations contractuelles correspondantes de chacune des Parties seront suspendues. Dans une telle hypothèse, la computation des délais des obligations contractuelles du Déléataire, notamment pour le déploiement du Réseau et l'application des pénalités afférentes, est suspendue jusqu'au terme de la période de suspension.

Dès la survenance d'un cas de force majeure ou d'un cas fortuit, la Partie en ayant connaissance en informe aussitôt l'autre Partie, afin qu'elles déterminent ensemble sans délai les conditions nécessaires à l'exécution de la Convention. Nonobstant la recherche de solutions concertées et pendant tout le temps nécessaire à leur élaboration, le Déléataire assure du mieux qu'il peut l'exécution du service public local dont il a la charge.

Si d'une part le cas de force majeure ou le cas fortuit a une durée supérieure à trois (3) mois, d'autre part est de nature à empêcher la poursuite de la Délégation sans un bouleversement de l'économie générale de la Convention, et enfin que les Parties ne parviennent pas à s'accorder sur les conditions de la poursuite de la Délégation, la Convention pourra être résiliée de plein droit par le Déléataire ou par le Délégant, sans droit à indemnité de part et d'autre à l'exception d'une indemnité calculée comme en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, déduction faite de la composante « indemnisation du bénéfice manqué », et ce dans le délai de quarante-cinq (45) jours suivant la date de prise d'effet de la résiliation.

49.2. FAIT DU TIERS OU DU DELEGANT

Le Déléataire n'engage sa responsabilité envers le Délégant ni n'encourt de sanction pour inexécution de ses obligations contractuelles lorsque le manquement auxdites obligations ou le retard dans leur exécution résulte du fait d'un tiers ou d'un manquement du Délégant à ses obligations au titre de la Convention, étant entendu que le Déléataire :

- ne pourra pas s'exonérer des retards dus à ses prestataires et subdéléataires ;
- devra démontrer avoir fait toute diligence auprès du tiers en vue d'éviter ou limiter les retards ;

- devra démontrer le lien direct entre d'une part, le fait (ou l'inaction) du tiers et d'autre part, le retard subi.

Par conséquent le tiers visé ne peut pas être ni un représentant, ni un salarié, ni un préposé, ni un prestataire ayant un quelconque lien contractuel avec le Concessionnaire, à l'exception des fournisseurs ou sociétés non substituables.

Est notamment considéré, aux termes du présent Article, comme fait d'un tiers le refus d'accès à une propriété privée.

Article 50 : CESSIION DE LA CONVENTION

Eu égard au caractère *intuitu personae* de la Convention, sa cession partielle ou totale, à quelque titre ou sous quelque forme que ce soit à l'exception d'une cession du Déléguataire à une entité contrôlée par lui ou sa maison-mère au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce, ne pourra être envisagée que dans le respect des procédures légales et sera soumise à l'accord préalable, exprès et écrit du Déléguant.

Dans l'hypothèse d'une cession partielle ou totale de la Convention, un avenant sera formalisé afin de redéfinir les contours et le périmètre de la Convention, sous réserve de ne pas porter atteinte aux caractéristiques essentielles de la Délégation ainsi qu'à son économie.

Le non-respect des stipulations des alinéas précédents entraînera automatiquement l'inopposabilité au Déléguant de toute modification du capital social et/ou cession de la Convention, et pourra entraîner la résiliation pour faute prononcée par le Déléguant dans les conditions prévues à l'Article 44 de la présente Convention.

En cas de cession de tout ou partie de la Convention, un avenant de transfert sera signé conjointement par le Déléguant, le cédant et le cessionnaire de la Convention, ce dernier devant alors fournir ou faire fournir au Déléguant les garanties prévues à l'Article 38 de la présente Convention.

Article 51 : TRANSFERT DE LA CONVENTION PAR LE DELEGANT

Le Déléguant reconnaît que toute cession ou transfert de ses droits et/ou obligations au titre de la Convention par le Déléguant au profit d'une autre personne morale ne pourra être réalisé sans l'accord préalable du Déléguataire.

Par dérogation, en cas de changement de statut/évolution du Déléguant imposé par une disposition législative ou réglementaire, le Déléguant pourra transférer la Convention dans les conditions fixées par ladite disposition.

Dans cette hypothèse le Déléguataire ne saurait solliciter une quelconque indemnité ou modification de ses obligations contractuelles.

Article 52 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de désaccord entre le Déléguant et le Déléguataire sur l'application de la présente Convention, et en dehors des cas où le Déléguant est fondé à mettre en œuvre les mesures

coercitives prévues au Titre VI de la présente Convention, la Partie demanderesse expose dans un mémoire les motifs du différend et toutes les conséquences de nature administrative, technique et/ou financière qui en résultent selon lui.

Ce mémoire est transmis par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre Partie.

Malgré l'existence de ce différend, le Délégataire doit continuer à exécuter la présente Convention et les décisions du Délégant.

Dans un délai maximal de quinze (15) jours suivant la réception de ce mémoire, les Parties se réunissent en comité de suivi et font tout leur possible pour résoudre leur différend.

Si, dans les deux (2) mois à compter de l'envoi du mémoire susvisé, un accord entre les Parties n'est pas intervenu, les Parties conviennent, en application de l'article L.213-5 et suivants du code de justice administrative, de solliciter l'avis d'une commission composée de trois membres dont l'un sera désigné par le Délégant, l'autre par le Délégataire, et le troisième par le Délégant et le Délégataire d'un commun accord. Faute pour les Parties de s'entendre dans un délai de quinze (15) jours sur la désignation d'un troisième membre de la commission, cette désignation sera faite par le Président du tribunal administratif compétent, saisi à la demande de la Partie la plus diligente.

Les membres de la commission ont les compétences techniques et économiques nécessaires à l'exercice de leurs missions. Ils se prononcent, dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la désignation du troisième membre sur le différend.

Au vu de l'avis de la commission de conciliation, les Parties se rapprocheront pour définir, par le biais d'un avenant à la présente Convention, les nouvelles conditions contractuelles.

En cas de désaccord entre les Parties sur l'avenant à signer après la saisine de ladite commission de conciliation, et ce, pour quelque cause que ce soit, chacune des Parties est libre de saisir le tribunal administratif compétent.

Cette faculté de règlement amiable des différends ne constitue pas un recours préalable obligatoire avant l'introduction d'un contentieux par l'une ou l'autre des Parties

Article 53 : COMMUNICATION/MARQUE COMMERCIALE

Toute communication institutionnelle, notamment vis-à-vis des membres du Délégant, sera préalablement soumise pour information au Délégant.

Les inaugurations et mises en service technique se feront en concertation préalable entre les Parties.

Les modalités relatives aux actions de communication y compris celles liées à la mise en service du Réseau seront déterminées le moment venu par les Parties en Comité de suivi. Les frais liés à ces actions de communication seront supportés par le Délégataire.

Le Délégataire procédera au nom et pour le compte du Délégant à toutes les démarches nécessaires auprès des autorités et organismes compétents, pour faire enregistrer et protéger la marque du Réseau. Le Délégant concèdera au Délégataire, par contrat séparé, une fois déposée, une licence d'exploitation non-exclusive de la marque relative au Réseau de

communications électroniques à très haut débit qui permettra une utilisation partagée de la marque exclusivement par les Parties. Cette concession sera accordée pour la somme forfaitaire et unique d'un (1) euro, pour toute la durée de la Convention, sans possibilité de cession du contrat de licence ou de concession de sous-licence par le Délégataire à un tiers.

Le Délégataire procédera également au nom et pour le compte du Délégant à toutes les démarches nécessaires auprès des autorités et organismes compétents, pour déposer le nom de domaine internet relatif à la marque du Réseau. Le Délégant concèdera au Délégataire, par contrat séparé, une fois enregistré, une licence d'exploitation exclusive du nom de domaine internet relatif à la marque du Réseau de communications électroniques à très haut débit. Cette concession sera accordée pour la somme forfaitaire et unique d'un (1) euro, pour toute la durée de la Convention, sans possibilité de cession du contrat de licence ou de concession de sous-licence par le Délégataire à un tiers.

Le Délégataire est entièrement responsable de l'utilisation ou de l'exploitation de tous les brevets, marques ou droits de propriété intellectuelle qui lui sont concédés ou dont il est titulaire, dans le cadre et pendant toute la durée de la Convention et des contrats conclus par le Délégataire pour l'exécution de ses missions au titre de la Convention.

Le Délégataire garantit détenir les droits de propriété intellectuelle afférents aux biens réalisés dans le cadre de la Convention. Le Délégataire garantit le Délégant contre toute condamnation qui serait prononcée à son encontre, en raison de l'utilisation ou de la mise en œuvre de tous brevets, marques ou droits de propriété intellectuelle, visés à l'alinéa précédent, à l'exception de ceux mis à disposition par le Délégant ou l'une des personnes publiques participant au financement de la subvention.

A la fin de la Convention, pour quelle que cause que ce soit, les droits de propriété intellectuelle (notamment, en ce qui concerne les droits d'auteur, à savoir les droits de reproduction, représentation, adaptation, commercialisation, et ce par quelques procédés que ce soit aux fins de la bonne réalisation de la Convention de délégation de service public, relatifs aux biens réalisés par le Délégataire en cours d'exécution de la Convention et détenus par ce dernier (notamment les plans, documents,...) seront automatiquement cédés à titre exclusif et pour le monde entier et la durée de protection légale pour un (1) euro au Délégant dans les conditions et limites des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Le Délégataire s'engage à être disponible pour répondre aux besoins liés aux actions de communication réalisées par le Délégant.

Article 54 : DONNEES LIEES A L'EXECUTION DE LA CONVENTION

Les données essentielles relatives à l'exécution de la Convention, au sens des articles L.3131-1 et R.3131-1 du code de la commande publique, seront rendues accessibles au public librement, directement et complètement par le Délégant.

Il s'agit notamment des données essentielles suivantes :

- chaque année, des données relatives à l'exécution de la Convention de concession : les dépenses d'investissement réalisées par le Délégataire, les principaux tarifs à la charge des Usagers et leur évolution par rapport à l'année précédente ;
- les données relatives à chaque modification apportée à la Convention : l'objet de la modification, les incidences de la modification sur la durée ou la valeur de la

Convention ainsi que sur les tarifs à la charge des Usagers et la date de modification de la Convention.

En outre, les données techniques, administratives et commerciales relatives à la concession et issues de l'exécution des Missions confiées au Délégataire, qu'elles soient fournies au Délégataire ou générées par son activité, seront propriété du Délégant conformément à l'Article 5.1 de la Convention. Le Délégataire doit, pour ce motif, mettre à disposition du Délégant l'ensemble des données qu'il utilise et produit dans une interface exploitable par le Délégant, dans les conditions définies à l'Annexe 5.1.

Enfin, le Délégataire est, au sens du Règlement européen 2016/679 du Parlement européen et du Conseil et de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, telle que modifiée notamment par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données à caractère personnel, de toute autre disposition du droit de l'Union européenne applicable aux données personnelles, responsable des traitements de données à caractère personnel dont il a besoin pour exécuter ses obligations au titre de la présente Convention et dont il déterminera seul, et sous son entière responsabilité, la finalité.

Le Délégataire assume seul et sans aucun recours contre le Délégant, toutes les conséquences, notamment en termes d'amendes et d'indemnités dues à des tiers, de sa qualité de responsable des traitements de données à caractère personnel qu'il mettra en œuvre dans le cadre de l'exécution de la Convention, sauf en cas d'exécution d'une demande de traitement faite par le Délégant. A cet égard, la responsabilité du Délégataire pourra se voir engagée au titre de la réglementation applicable au traitement de données personnelles.

Article 55 : DOMICILE

Pour l'exécution de la présent Convention et de ses suites, les Parties font élection de domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

Tout changement ne sera opposable à l'autre partie que quinze (15) Jours après réception d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception. En cas de changement de domiciliation du Délégataire, et à défaut pour lui de l'avoir signifié par lettre recommandée avec accusé de réception, il est expressément convenu que toute délivrance sera valablement faite si elle l'a été au domicile susvisé.

Article 56 : NOTIFICATIONS

L'ensemble des communications et notifications effectuées en application de la Convention sera fait aux adresses suivantes.

Pour le Délégant :

Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte,

Pour le Délégataire :

Avant la modification de la dénomination sociale et du siège social à l'attention de son Directeur général, Monsieur Emmanuel André,

Après la modification de siège social et dénomination sociale à l'attention de son Directeur Général, Emmanuel André,

Chaque notification ou autre communication signifiée pour l'exécution de la présente Convention se fera par écrit et sera soit remise en mains propres contre décharge, soit envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception aux interlocuteurs et numéros que les parties indiquent ci-dessus.

Toute modification pourra être effectuée moyennant un préavis de quinze (15) Jours.

Toute notification ou communication, signifiée ainsi qu'il est dit au présent Article, sera réputée être régulièrement délivrée.

Article 57 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIVISIBILITE DE LA CONVENTION

Les Documents contractuels comprennent la Convention et ses Annexes, qui en sont l'accessoire. En cas de contradiction entre une stipulation figurant dans le corps de la Convention et une stipulation d'une Annexe, la stipulation figurant dans le corps de la Convention prévaudra.

Au cas où une stipulation de la Convention est ou deviendrait illégale, nulle ou inopposable, ceci ne portera pas atteinte à la licéité, à la validité ou à l'opposabilité des autres stipulations de la Convention.

Dans le cas où une ou plusieurs des clauses de la Convention seraient annulées ou rendues inapplicables par une décision de justice, les Parties continueront à appliquer les autres clauses dans le respect de l'équilibre initial de la Convention.

Fait à Mamoudzou, en deux exemplaires

Le _____

**Pour le Conseil départemental de
Mayotte**

Monsieur Ben Issa OUSSENI

Président du Conseil départemental de
Mayotte

Pour le Groupement :

Monsieur Emmanuel ANDRE

Directeur Général de Réunicable

Envoyé en préfecture le 23/12/2024

Reçu en préfecture le 23/12/2024

Publié le



ID : 976-229850003-20241219-DL1912240305-DE

PROJET

LISTE DES ANNEXES

- 1.1 Périmètre des tranches
- 1.2 Périmètre de la Mission 3
- 2.1 Règles d'ingénierie de l'infrastructure passive et Conception du réseau
- 2.2 Réalisation des travaux
- 2.3 Contrôle et réception du réseau
- 2.4 Ingénierie du Réseau Activé
- 2.5 Modèle de convention Immeuble
- 2.6 Cartographie du réseau
- 2.7 Câble sous-marins
- 3.1 Planning_Déploiement
- 3.2 Engagements de qualité de service
- 3.3 Formation, insertion et ancrage territorial
- 4.1 Exploitation et maintenance
- 4.2 Modalités des raccordements terminaux
- 5.1 Description du système d'Information
- 5.2 Organisation et moyens d'exploitation
- 6.1 Volet commercial
- 6.2 Catalogue de services
- 7.1 Volet économique et financier
- 7.2 Plan d'affaires scénario 1
- 7.3 Plan d'affaires scénario 2.1
- 7.4 Plan d'affaires scénario 2.2
- 7.5 Plan d'affaires scénario 3
- 8.1 Volet administratif
- 8.2 Modèle de garantie pour la construction du Réseau
- 8.3 Modèle de garantie pour l'exploitation du Réseau
- 8.4 Modèle de garantie pour la remise en état du Réseau
- 8.5 Modèle de Garantie Maison-Mère